



*Le Centre d'Appui à la Gouvernance Locale
« CAGL » asbl*



RAPPORT D'EVALUATION FINALE DU PROJET « MUDA WA AMANI 788.400 », LE TEMPS DE LA PAIX

**Equipe de consultance : - Bilubi Ulengabo Méschac
- Delu Lusambya
- Mutumwa Mwitoere Gédéon**

Mai 2024

Abréviations

AAP	: Aide et Action pour la Paix
AGM	: Autres Groupes Marginalisés
ANR	: Agence Nationale de Renseignement
ASP	: Action Solidaire pour la Paix
AVEC	: Association Villageoise d'Epargne et de Crédit
CAGL	: Centre d'Appui à la Gouvernance Locale
CAS	: Civil Affairs Section (Section des Affaires Civiles de la MONUSCO)
CCP	: Conseil Consultatif Provincial
CCRCC	: Commissions Consultatives pour la Résolution de Conflits Coutumiers.
CLP	: Comité Local de Pilotage
CPAP	: Cellule Provinciale d'Appui à la Pacification
CPDG	: Cellule de Paix et de Développement du Groupement
CRONGD-NK	: Conseil Régional des ONG de Développement du Nord-Kivu.
CSNU	: Conseil de Sécurité des Nations Unies
DD	: Dialogue Démocratique
EAC	: East African Community
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FCS	: Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FGD	: Focus Groups Discussions
GIZ	: Agence allemande de coopération internationale pour le développement
GPP NK	: Groupe de Plaidoyer pour la Paix au Nord Kivu
HEKS/EPER	: Entraide Protestante Suisse
HIMO	: Haute Intensité de la Main d'œuvre
ISSSS	: Stratégie Internationale de Soutien à la sécurité et la Stabilisation pour l'Est de la RD Congo.
M23	: Mouvement du 23 Mars.
MONUSCO	: Mission de l'Organisation Des Nations Unies Pour la Stabilisation en RD Congo
OIM	: Organisation Internationale des Migrations
ONGi	: Organisation Non Gouvernementale Internationale
OP	: Organisation Paysanne
OSC	: Organisation de la Société Civile

PAN 1325	: Plan d’Action National pour la mise en œuvre de la résolution 1325
P-DDRCS	: Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation
PNC	: Police Nationale Congolaise
PNUD	: Programme de Nations Unies pour le Développement
R1325	: Résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l’ONU portant sur Femmes, Paix et Sécurité
RDC	: République Démocratique du Congo
UAS/SSU	: Unité d’appui à la stabilisation/Stabilisation Support Unit
VBG	: Violences Basées sur le Genre.
VSBG	: Violences Sexuelles et Basées sur le Genre

Contents

I.	RESUME EXECUTIF.....	0
II.	CONTEXTE DE LA ZONE.....	1
III.	BREVE PRESENTATION DU PROJET EVALUE	1
IV.	LES OBJECTIFS DE L'EVALUATION.....	2
2.1.	L'Objectif général de l'Evaluation.....	2
2.2.	Les objectifs spécifiques de l'Evaluation	2
V.	LES RESULTATS ATTENDUS DE L'EVALUATION.....	2
VI.	LA ZONE D'INTERVENTION	3
VII.	LES DEMARCHES METHODOLOGIQUES.....	3
6.1.	Collecte des données sur terrain	3
6.2.	Traitement et analyse des données :.....	6
6.3.	Considérations Ethiques et principes de L'évaluation	6
VIII.	PRÉSENTATION DES RESULTATS DE L'EVALUATION.....	7
8.2.	Thème 1 : dialogue démocratique.....	8
8.3.	Thème 2 : le retour, réintégration et relèvement socio-économique	13
8.4.	Thème 3 : femme, paix et securite.....	20
IX.	APPRECIATION DES RESULTATS PAR LES CRITERES D'EVALUATION	21
9.1.	Cohérence interne.....	21
9.2.	Cohérence externe :.....	22
9.3.	Pertinence du projet	23
9.4.	Efficacité du projet.....	24
9.5.	Efficiency du projet	26
9.6.	Impact du projet.....	26
9.7.	Durabilité.....	31
9.8.	Genre et diversité du projet.....	32
9.9.	Mise en place de l'approche fondée sur les Droits de l'Homme dans le projet	36
9.10.	L'analyse des conflits dans la zone d'intention :.....	36
9.11.	L'adaptation du projet au contexte et au réalités locales	37
9.12.	Activités prévues non réalisées :.....	38
9.13.	La Contribution du Projet à la transformation des conflits	38
9.14.	La prise en compte de la gestion de la biodiversité et du changement climatique	39
9.11.	Le partenariat.....	40

X.	LES RECOMMANDATIONS.....	41
XI.	LES ANNEXES	53

Liste des tableaux

Tableau 1 : Zone d'intervention

Tableau 2 : Les focus groups organisés

Tableau 3 : Liste des personnes contactées

Tableau 4 : Répartition des enquêtés selon les secteurs d'activités

Tableau 5 : Les recommandations

I. RESUME EXECUTIF

Ce rapport est élaboré par le Cabinet d'Etude « Centre d'Appui à la Gouvernance Locale » (CAGL), qui a réalisé l'Evaluation finale du projet « **MUDA WA AMANI 788.400** », **le temps de la paix**, mis en œuvre par le consortium Entraide Protestante Suisse (HEKS/EPER), Aide et Action pour la Paix (AAP) et Action Solidaire pour la Paix (ASP). Le projet a été exécuté dans la zone de Lubero Sud, d'Ikobo et de Bwito Nord dans la province du Nord-Kivu en RDC. Il visait à contribuer aux efforts de stabilisation de cette zone, entrepris par l'Etat congolais, les partenaires techniques et financiers ainsi que la population, afin de mettre en œuvre des solutions concrètes et durables pour la transformation des conflits liés à la mobilisation identitaire et aux dilemmes sécuritaires dans la Zone prioritaire et 8 groupements ciblés. Cette finalité a été poursuivie à travers trois objectifs spécifiques à savoir : 1. Les membres de communauté et les autorités locales de Lubero Sud, de Bwito Nord et d'Ikobo s'accordent de façon globale sur les causes motrices des conflits et d'insécurité. Ils s'engagent à y trouver des solutions consensuelles de paix ; 2. La cohésion sociale intercommunautaire est renforcée et le risque que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés est réduit ; 3. Les femmes influencent et participent à toutes les étapes du processus de stabilisation et de consolidation de la Paix et sont reconnues comme actrices de développement dans leurs communautés.

Lors de sa mise en œuvre, le projet a été révisé aux fins de l'aligner à la stratégie nationale du Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (P-DDRCS) 24 novembre 2023 et la prise en compte de la problématique émergente due au contexte très dynamique. Ce projet d'une durée de deux ans, allant de juin 2022 à mai 2024 a bénéficié du financement de 2 699 769\$us, du Fonds de cohérence pour la stabilisation (FCS) en collaboration avec l'Unité d'appui à la stabilisation de la MONUSCO qui l'a accompagné sur le plan programmatique, sous la direction financière du PNUD et l'accompagnement technique du P-DDRCS pour la vérification et l'accompagnement à l'alignement à la stratégie nationale de stabilisation.

Cette Evaluation s'est réalisée du 22 avril au 25 mai 2024 par les consultants du Cabinet CAGL asbl et dix enquêteurs recrutés, formés et déployés pour la collecte des données par le Kobo Toolbox. Les consultants ont conduit 39 Focus groups dont 31 homogènes et 8 hétérogènes, et des entretiens avec 28 informateurs clés. Un effectif de 864 personnes représentant les ménages bénéficiaires ont été enquêtés. Les données ont été analysées à 50% au niveau de serveur, à 50% par le logiciel Excel et celles des focus groups et des informateurs clés ont été dépouillées, analysées puis commentées. Les activités prévues ont été réalisées à plus de 95%, d'autres ont été remplacées par la révision intervenue en cours de mise en œuvre aux fins d'aligner le projet aux priorités de la stratégie nationale du P-DDRCS stratégie nationale de mobilisation. Des changements très remarquables ont été constatés, dans la communauté, des impacts sont remarquables sur les conditions de vie des bénéficiaires et dans le milieu. Le projet est encore pertinent dans la zone, les besoins sont encore réels, la continuité du projet reste indispensable. Ce Rapport comprend le résumé exécutif, le contexte de la zone, la brève présentation du projet, la méthodologie utilisée lors de l'évaluation, les résultats du projet, l'appréciation des évaluateurs, les constats majeurs, les recommandations ainsi que les annexes.

II. CONTEXTE DE LA ZONE

Ces dernières années, la République Démocratique du Congo (RDC) continue de connaître une situation humanitaire dramatique et complexe, occasionnée par des conflits armés actifs dans la partie Est, notamment dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. On compte actuellement dans cette zone environ 122 groupes armés dont la majorité opère avec une connotation ethnique. Des évaluations récentes montrent que plus de 6,7 millions de personnes se sont déplacées et sont soit dans les sites spontanés, dans les maisons d'accueil ou dans des villes à la recherche de la survie. Parmi les provinces les plus affectées, le Nord-Kivu figure à la première position.¹¹

La crise socio-politique et sécuritaire d'origine humaine au Nord-Kivu est marquée par une violence généralisée, les déplacements des populations, la perte des ressources qui renforcent non seulement la fragilité de la cohésion sociale qui existait déjà il y a des années, mais aussi il sévit des tensions intercommunautaires qui deviennent de plus en plus comme des faits normaux alors qu'elles consomment la vie des milliers de populations.²

Ces violences quasi-normalisées entraînent des mouvements forcés fréquents des populations et érodent les moyens de subsistance de la population, en limitant leur accès aux terres agricoles, aux marchés, aux services sociaux de base, à l'assistance humanitaire et de développement. Les opportunités d'emplois sont ainsi limitées et la diversification de l'économie devient difficile. Le chômage touche particulièrement les femmes et les. Le secteur agricole qui emploie environ 62% de la population en âge de travailler est aussi affecté par l'insécurité.

Etant donné que dans la zone prioritaire concernée par ce projet les dilemmes sécuritaires sont dus essentiellement à l'activisme de groupes armés, aux conflits autour de l'accès et la gestion des ressources naturelles, au droit à la terre, aux tensions entre droit coutumier et droit foncier et à la politisation des identités ethniques et que plusieurs actions étaient déjà mises en place dans le cadre de la recherche de la paix par ces mêmes acteurs, le consortium a opté pour l'organisation d'un dialogue et une réflexion intercommunautaire autour des plans d'action et des engagements qui existaient déjà entre parties pour identifier les défis persistants. Cela a permis de définir des stratégies nouvelles visant à accélérer la stabilisation et des actions ont été mises en place pour renforcer la stabilisation de la zone.

III. BREVE PRESENTATION DU PROJET EVALUE

Depuis 2022, le consortium HEKS/EPER-AAP-ASP exécute le projet « *MUDA WA AMANI* » avec l'appui financier du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS), dans le cadre du Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (P-DDRCS). Exécuté dans la zone prioritaire de Lubero, Bwito Nord/Rutshuru et Walikale, plus particulièrement dans les groupements Mutanda et Kanyabayonga en chefferie de Bwito, territoire de Rutshuru, dans les groupements de Tama, Itala, Musindi, Utwe et Luenge en territoire de Lubero et dans le groupement d'Ikobo en secteur de Wanyanga, territoire de Walikale. Ce projet s'articulait autour de trois piliers : (i) le Dialogue Démocratique, (ii) le Retour, Réintégration et Relèvement Socio-Economique et (iii) Femme, Paix et Sécurité, en faveur de 7436 bénéficiaires dont 3965 soit 53,3% des femmes.

Plusieurs activités sont mises en œuvre dans ces trois piliers pour permettre d'atteindre ces résultats escomptés. Toutefois, lors des préparatifs de la table ronde sur la Paix et la

¹ et ² Baromètre Sécuritaire du Kivu, Cartographie des groupes armés dans l'Est du Congo : Opportunités manquées, insécurité prolongée et prophéties auto-réalisatrices, Février 2021.

stabilisation de la Zone cible à Goma (du 24 au 26 juillet 2023), le consortium avait sollicité auprès du bailleur de fonds, le SSU une autorisation de dépassement de ligne budgétaire de plus de 20% (1.2.4) en vue d'une bonne tenue de ladite table ronde. Une autorisation provisoire a été accordée avec la recommandation de réviser le projet dès la fin de la table ronde aux fins d'aligner celui-ci aux priorités du P-DDRCS basé sur le plan opérationnel provincial (POP) et sur la feuille de route qui devrait sortir de la table ronde de Goma. La note de révision a été soumise au bailleur de fonds le 24 novembre 2023.

IV. LES OBJECTIFS DE L'EVALUATION

2.1. L'Objectif général de l'Evaluation

De manière générale, cette évaluation cherchait à apprécier à la fin du projet prévue en mai 2024 les réalisations sur base des critères traditionnels de l'OCDE, à savoir : la cohérence, la pertinence, l'efficacité, l'efficacités, l'impact et la durabilité de l'intervention. Etant donné que le projet a été exécuté dans un contexte conflictuel, la sensibilité aux conflits et le partenariat ont également constitué un aspect très important. Il va sans dire que les aspects d'intégration du genre en tant que critère traditionnel transversal d'évaluation ont aussi attiré une attention particulière dans une optique d'analyse « do no harm » du projet.

2.2. Les objectifs spécifiques de l'Evaluation

Spécifiquement cette évaluation visait deux objectifs :

- Vérifier des résultats (réalisations/résultats attendus, objectifs spécifiques, objectif général) et évaluer la cohérence, l'efficacité, l'efficacités, la pertinence, la durabilité, l'impact du projet « Muda wa Amani » ;
- Fournir des constatations, conclusions et recommandations concernant le projet, en vue de tirer des enseignements pour la conception et la mise en œuvre futures.

Les résultats de cette évaluation seront exploités par le gestionnaire du projet et la direction de HEKS/EPER (et partagé avec le bailleur de fonds et les partenaires techniques) pour améliorer le pilotage d'éventuelles prochaines phases de projet et affiner sa stratégie globale d'intervention en matière de stabilisation.

V. LES RESULTATS ATTENDUS DE L'EVALUATION

A la fin de cette évaluation, le cabinet s'engage à atteindre les résultats ci-après :

- Les résultats et objectifs spécifiques atteints ainsi que l'objectif général auquel le projet contribue sont présentés dans un rapport ;
- Les critères de la Cohérence interne et externe, de l'efficacité, l'efficacités, la pertinence, la durabilité et l'impact du projet « **Muda wa amani** » sont appréciés dans un rapport ;
- Des constatations, conclusions et recommandations concernant le projet sont dégagés, en vue de tirer des enseignements pour la conception et la mise en œuvre des projets futures.

VI. LA ZONE D'INTERVENTION

Cette évaluation a couvert l'ensemble de la zone d'intervention du projet à savoir, 8 groupements dans trois territoires de la province du Nord-Kivu. Il s'agit des entités ci-après :

Tableau 1 : Zone d'intervention

Territoire	Chefferie	Groupeement	Localité
Lubero	Batangi	Itala	Miriki Buenge/Kataro
	Musindi	Musindi	Kaseghe Kamandi
	Bamate	Tama	Luofu
		Utwe	Utwe Alimbongo
		Luenge	Mihira
	Bwito	Mutanda	Kikuku Nyanzale Katwe (EPER) Kibirizi
Rutshuru			
Walikale	Secteur Wanyanga	Ikobo	Buleusa

LES DEMARCHES METHODOLOGIQUES

Juste après la signature du contrat avec HEKS/EPER, les Consultants ont procédé à l'analyse systématique des documents pertinents du projet et des politiques d'intervention existantes sur les stratégies de stabilisation en RD Congo.

Les documents suivants ont été exploités : le document du projet (PRODOC), la réponse de gestion sur l'atelier de restitution du rapport de ciblage et de l'étude de base, le plan de suivi et évaluation, le plan opérationnel, le tableau des indicateurs, les statistiques des participants aux activités, le cadre logique, le rapport de restitution du rapport de ciblage, le rapport de la table ronde de Goma, le rapport de PNUD (Power point), le rapport de l'Etude de l'impact environnementale, la liste des projets HEKS, le plan de suivi du cadre logique, le SMS actualisé, le modèle de contrat HEKS et partenaires. Ont aussi également été exploités, le guide des indicateurs pour la stabilisation, le rapport narratif annuel du 1^{er} juin au 31 décembre 2022, le rapport narratif annuel du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023, le rapport synthèse de la mission d'appui au dialogue dans les zones de retour des ex- combattants et le rapport de la cérémonie de la remise officielle des ouvrages et infrastructures réalisées par le projet « Muda wa Amani ».

Les données récoltées dans ces documents ont permis d'élaborer des outils de collecte des données pour justifier les évidences déclarées sur les différents indicateurs des résultats clés du projet. Les données récoltées dans les documents ont été vérifiées et complétées par celles collectées sur terrain à travers les approches ethnographiques, pour permettre une triangulation de l'information, assurant ainsi la production des informations fouillées qui sont intégrées dans ce rapport.

6.1. Collecte des données sur terrain

La collecte des données sur terrain a été effectuée à travers les méthodes qualitatives et quantitatives selon les types d'informations et d'indicateurs visés. Les interviews semis

structures, les Focus Groups Discussions (FGD) et les observations directes ont permis de collecter les données qualitatives sur base des guides d'entretiens et des questionnaires semi-structurés élaborés à l'avance et validés par le consortium HEKS/EPER, AAP et ASP. Les données quantitatives ont été collectées à travers des enquêtes ménages, menées sur base des questionnaires semis structurés et validés aussi par les commanditaires de l'évaluation.

a) Les Focus Groups Discussions (FGD)



Ont été organisés, 39 FGD dont 8 hétérogènes et 31 homogènes selon la sensibilité des données recherchées. Les FGD hétérogènes ont permis de collecter les données spécifiques à certains indicateurs du cadre logique, à apprécier les différents maillots de la chaîne des résultats en appliquant différents critères et à apprécier le degré de participation des différentes couches aux activités du projet. Des questions clés ont été posées pour chaque indicateur qualitatif afin de permettre la compréhension des points de vue des groupes et des individus.

D'autres questions ont été posées pour comprendre des points qui prêtaient à confusion lors des entretiens individuels. Les FGD homogènes ont été organisés pour collecter des informations spécifiques à certaines catégories des personnes. C'est le cas pour le niveau de la prise de paroles des femmes ou des hommes lors des échanges. L'appréciation sur les postes de décision réellement occupés par les femmes, la considération et les rôles joués par les femmes ou les hommes dans les groupes, etc.

Tableau 2 : Les focus groups organisés

Thématique	Kirumba	Buleusa	Miriki	Bughenge Katara	Luofu	Alimbongo	Kaseghe	Kanyaba Yonga	TOT
Dialogue démocratique (OS1)									
Structures de paix (CPDG)	1	1	1	1	1	1	1	1	8
Leaders locaux				1	1				2
Jeunes	1		1				1		3
RRR (OS2)									
Organisations paysannes		2		3	1	1	1	1	9
Formation professionnelle		1			1	1			3
Construction des routes			1						1
Construction centre Miriki		1							1
Thérapies des groupes	1	1							2
Activités conviviales	1	1						1	3
Femmes, Paix et Sécurité									
Comités locaux 1325		1				1		1	3
Dialogue couples modèles		1					1	1	3
Jeunes filles	1								1

TOTAL	5	9	3	5	4	4	4	5	39
--------------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	-----------

Hétérogène



Homogène



b) Les entretiens avec les informateurs clés

Avant la descente sur terrain, des questionnaires adaptés à chaque composante de l'évaluation ont été élaborés par les consultants pour permettre de collecter des informations clés sur les différents critères de l'évaluation. Les personnes enquêtées ont été déterminées après l'exploitation des différents documents mis à la disposition des consultants. Au total 28 personnes ont été contactées.

Tableau 3 : Liste des personnes contactées

Site	Personnes contactées
Kirumba	- Le Point focal de HEKS EPER dans le projet MUDA WA AMANI, le Chef de groupement de Matanda, le Bourgmestre de la Commune rurale de Kirumba, le Secrétaire du Centre de P-DDRCS à Kirumba, les Points focaux de AAP, CRONGD, CEDERU et ASP.
Ikobo	- Le Chef de groupement d'Ikobo, la directrice du Centre de formation professionnelle et un jeune bénéficiaire et artiste
Miriki	- Directeur du Centre multi métiers de Miriki
Luofu	- Le secrétaire administratif du groupement TAMA
Kanyabayonga	- Le Chef de groupement et le chef de service de développement de Kanyabayonga
Mambasa	- Entretien avec l'Agronome du groupement Utwe
Goma	- Le Chargé de sensibilisation et démobilisation du PNUD NK, le Coordinateur provincial P-DDRCS, le Coordonnateur provincial adjoint P-DDRCS, le Chargé des opérations, Program manager de HEKS/EPER, le Chef de projet EPER, la Psychologue EPER, Chargé de programme ASP, Coordinateur ASP et Coordinateur CRONGD NK et le Chargé des programmes et le Directeur CEDERU.

c) Les enquêtes ménages



Les questionnaires d'enquête ont été préparés par l'équipe de consultance et validés par l'équipe du consortium HEKS/EPER, AAP, ASP, CEDERU et CRONGD Nord Kivu lors de la réunion de présentation du rapport de démarrage. Concrètement, le processus de collecte des données enquête ménages a été scindé en 4 étapes :

Etape 1 : Le Choix de l'échantillonnage : Il a été question de tirer l'échantillon de la population bénéficiaire de ce projet. Cet échantillon a été réparti dans chaque site du projet et par domaine d'intervention en tenant compte de la représentativité des femmes. Nous avons procédé à l'échantillonnage aléatoire simple et axé dans la

zone. Ce choix aléatoire intervient par ce qu'on n'a pas pu accéder à la liste des bénéficiaires sauf au nombre. Les enquêteurs se sont arrangés pour chercher les bénéficiaires directs et indirects du projet vu qu'on avait les zones spécifiques. Le calcul d'échantillon a considéré : 3860 Bénéficiaires, avec une marge d'erreur de 5% et le niveau de confiance de 99%, vu qu'on avait

accès aux bénéficiaires directs. Ces calculs ont permis d'orienter les enquêtes à 568 ménages. Par rapport aux projections avec les enquêteurs on est parti au-delà pour retrouver 864 ménages qui ont fait l'objet des enquêtes. Ce qui n'est pas une erreur mais une capitalisation.

Etape 2. Sélection des enquêteurs, leur formation et déploiement par axe dans la zone : 12 enquêteurs ont été recrutés et ont travaillé pendant 6 jours pour récolter les données. L'objectif fixé pour chaque enquêteur était d'enquêter 47 personnes au total. Néanmoins pour justifier la marge d'erreur on est allé à 90 personnes par enquêteur, en vue d'atteindre 72 enquêtés pour chacun pour faire un total de 864 personnes à enquêter pour tous les enquêteurs.

Etape 3. Préparation des Outils de collecte des données : Les données ont été collectées à travers Kobo toolbox. Chaque enquêteur était donc muni d'un smart Phone ou tablette dans lequel le questionnaire était paramétré et transmettait chaque jour les données au serveur central.



6.2. Traitement et analyse des données :

L'Analyse des données s'est effectuée à 50% au niveau du serveur et 50% par le logiciel Excel. Les données qualitatives des focus groups et des informateurs clés ont été dépouillées, puis analysées et interprétées. Pour avoir été sur terrain, les consultants et enquêteurs ont mené des observations sur les personnes, les infrastructures et les réalités de la zone en vue de bien apprécier les résultats du projet.

6.3. Considérations Ethiques et principes de L'évaluation

Tous les participants à l'évaluation ont été informés des objectifs de la collecte des données pour éviter des retombés négatifs, tels que le biais pouvant altérer la qualité des données et des résultats de l'Evaluation. Ils ont été bien rassurés qu'ils ne risquent pas de conséquences négatives s'ils choisissent de ne pas participer et que les informations qu'ils donnent sont confidentielles et anonymes. Des consentements des personnes interviewées ont été obtenus avant le début de chaque interview. L'équipe d'évaluation ainsi que toute personne impliquée dans l'évaluation comme prestataire de service ont été tenues de respecter le code de conduite de CAGL et du Consortium HEKS/EPER-AAP-ASP dans la collecte des données. Sur terrain, l'évaluation a été guidée par les principes de confidentialité, de la participation, de la transparence de la fiabilité et l'indépendance. Chaque enquêteur a signé un contrat avec CAGL asbl.

En fait, la démarche a été constructive, flexible et pragmatique et les besoins spécifiques ont été également pris en compte. Pour la gestion des données, plusieurs ont été présentées sous format des textes simples, ODT (odt) et PDF/A (.pdf). Des données audios ont été stockées en toute sécurité au format Lossless Audio Codec (FLAC) (.flac) et format MPEG-1 audio Layer 3

(.mp3), pour faciliter l'exploitation. Les données statistiques ont été enregistrées, conservées et analysées à travers Kobo collect, SPSS. Les données ont été également sécurisées dans OneDrive de CAGL asbl.

VIII. PRÉSENTATION DES RESULTATS DE L'EVALUATION

8.1. IDENTIFICATION DES ENQUETES

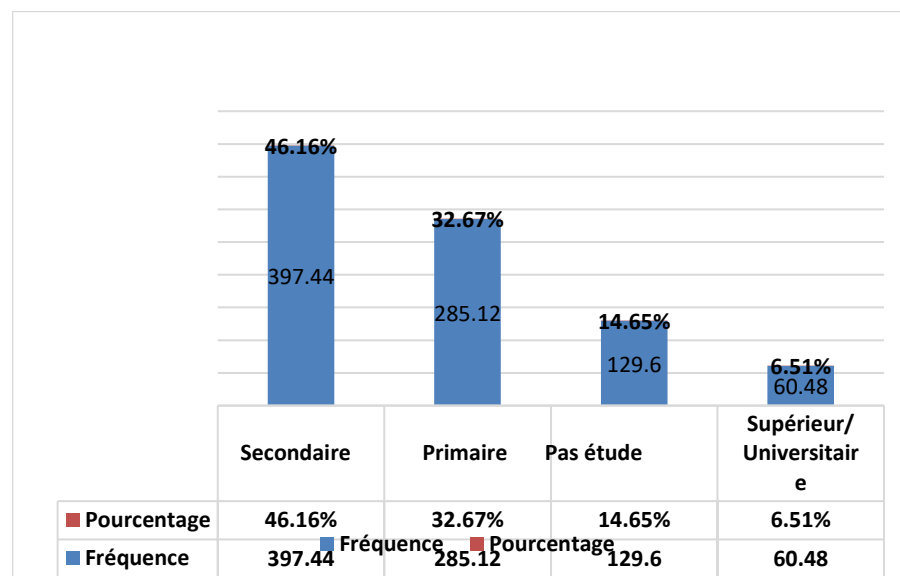
8.1.1. Présentation des enquêtés par sexe :

Au regard des informations reprises dans ce graphique, nous constatons qu'un total de 864 personnes ont été enquêtées, parmi lesquelles 441 soit 51% étaient des femmes et 423 soit 49% étaient des hommes. Cette différence bien que non significative était motivée par le fait qu'il y avait certains indicateurs spécifiques aux femmes. Pour collecter les données spécifiques à ces indicateurs, il fallait ajouter plus des femmes pour une bonne représentativité de leurs points de vue dans les réponses collectées. Il est aussi évident que les femmes

expriment souvent la bonne version et la réalité des choses.

8.1.2. Répartition des enquêtés selon le niveau d'étude :

Le graphique à coté renseigne que sur les 864 enquêtés, 46,16% avaient un niveau secondaire, 32,67% avaient un niveau primaire, 14,65 n'avaient pas de niveau et 6,51% avaient le niveau universitaire. De ces résultats, on peut clairement constater que plus de la moitié avait au moins fini l'école primaire, ce qui veut dire, ils savent lire, écrire et calculer. Ils Pouvaient



également avoir la capacité d'apprendre un métier et de le maîtriser. Toutefois, il y avait également un nombre de personnes non négligeable qui n'étaient jamais allées à l'école et pour

qui les activités du projet étaient censées être sensibles pour une bonne inclusivité et sensibilité aux conflits.

8.1.2. Répartition des enquêtés selon les secteurs d'activités

Tableau 4 : Répartition des enquêtés selon les secteurs d'activités

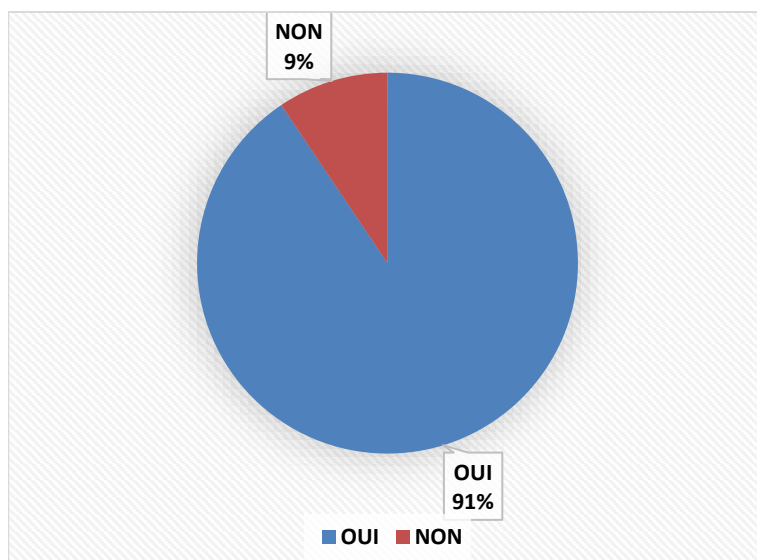
Activités	Fréquence	Pourcentage
Agriculteur/éleveur	484	56%
Artisan (petit métier)	112	13%
Sans emploi	78	9%
Fonctionnaire/agent de l'Etat	78	9%
Pas de réponse	43	5%
Commerçant	43	5%
Religieux (Pasteur)	17	2%
Artiste (musicien, peintre)	9	1%

Les résultats du tableau montrent que la majorité des enquêtés était constituée des agriculteurs (56%) et artisans (13%). Cette représentativité accrue de ces deux couches dans l'échantillonnage est aussi justifiée par leur nombre important dans la population totale de l'enquête. Comme on peut le lire dans différents rapports, plus de 80% de la population du Nord-Kivu vit essentiellement de

l'agriculture, en particulier de l'agriculture familiale (Ministère du Plan 2017). La zone du projet étant un milieu rural, la quasi-totalité de la population y vit de l'agriculture.

8.2. Theme 1 : dialogue démocratique

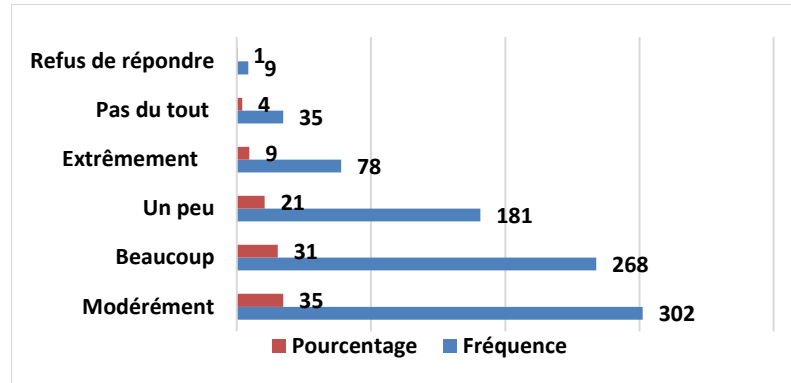
8.2.1. Les solutions pour la transformation des conflits



Cette figure présente les perceptions des enquêtés par rapport à l'efficacité des projets de consolidation de la Paix implémentés dans la région pour la restauration de la paix. Sur 864 personnes enquêtées, 91% sont d'accord que le projet de consolidation de la paix a résolu les problèmes importants. Parmi ces problèmes, les participants ont noté la création des activités génératrices des revenus pour l'encadrement des jeunes, les rencontres intercommunautaires, la mise en place des initiatives qui

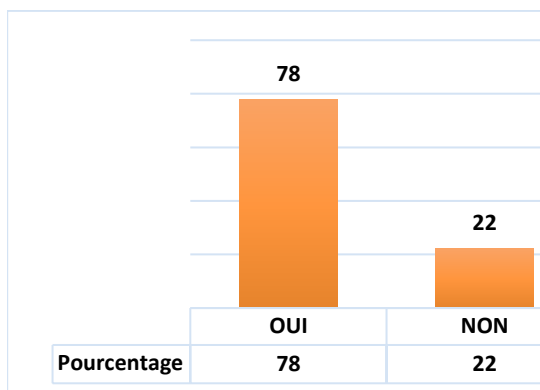
poussent différentes communautés à travailler ensemble et à collaborer : l'éducation à la paix à travers la radio, les activités conviviales. Ces activités ont contribué à renforcer la cohésion sociale au sein des communautés jadis antagonistes.

S'agissant de types de problèmes que le projet a permis de résoudre, ce diagramme donne les appréciations des participants par rapport à quel point ils pensent ces projets de consolidation de la paix résolvent les problèmes importants de leur territoire. Sur 864 enquêtés, la majorité a reconnu que le projet a



résolu les problèmes de la communauté. De cette majorité, 304 soit 35% pensent que ce projet a modérément résolu les problèmes importants de la communauté, 268 pensent qu'il a largement ou beaucoup résolu ces problèmes et 181 personnes soit 21% reconnaissent que ce projet a résolu un peu le problème de la communauté et 9% ont reconnu qu'il a extrêmement résolu les problèmes de la communauté. Seul 4% ont dit que ce projet n'a pas du tout résolu les problèmes importants de la communauté. Cette répartition d'opinion est aussi fonction des référentiels de chaque enquête, de ses attentes et sa position dans le projet.

8.2.2. Prise en compte des opinions des femmes dans la consolidation de la paix



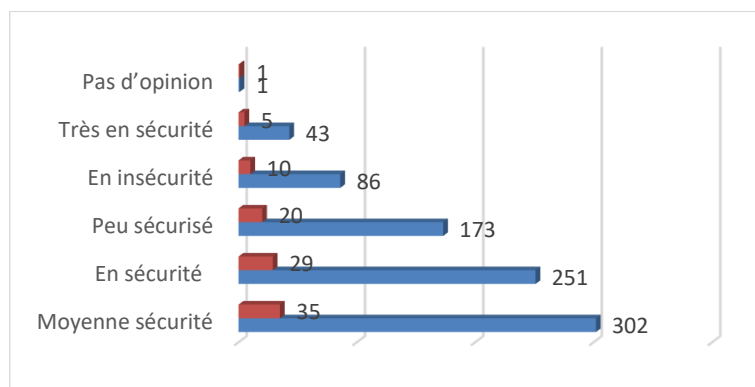
Les informations reprises dans cet histogramme montrent que les opinions des femmes se reflètent dans les solutions participatives mises en œuvre dans le cadre du processus de consolidation de la paix. Cette affirmation a été soutenue par 78% des 864 personnes qui ont répondu à la question alors que pour le reste, soit 22%, ils pensent que leurs opinions ne sont pas prises en compte. Sur les 22% qui ont déclaré que leurs opinions ne sont pas prises en compte, il a été révélé que la majorité est constituée par les personnes qui n'ont jamais donné des opinions sur les sujets des consolidations de la paix et celles qui ne sont

pas informées des opinions de ces femmes.

8.2.3. Les initiatives de promotion d'égalité et de la non-violence

Ce projet compte plusieurs initiatives de promotion de l'égalité et de la non-violence notamment : l'identification des défis et entraves pour l'accès à la terre des femmes et des jeunes, accompagnement des jeunes à la sécurisation de leurs droits fonciers, la formation des autorités et autres leaders communautaires sur le genre transformatif les droits des femmes et les lois qui les protègent, Etude sur les rôles et la participation de la femme dans la prise des décisions, dans la négociation de la paix et la sécurité, mise en place, appui et redynamisation des comités 1325, les tribunes d'expression populaire entre les femmes et acteurs de sécurité, le renforcement des capacités des femmes, mise en place du réseau des femmes médiatrices...

8.2.4. Sécurité des personnes pendant leurs activités quotidiennes

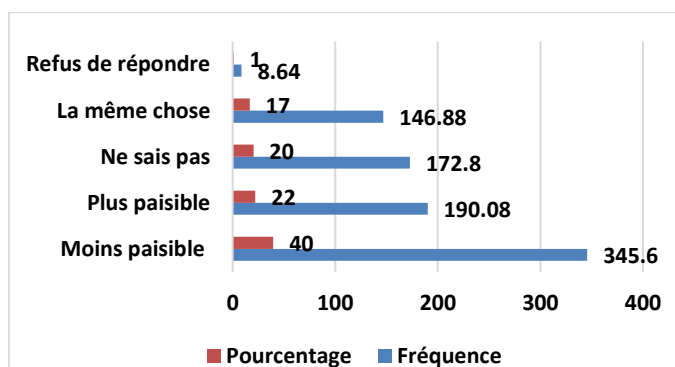


Le graphique ci-contre montre que durant la conduite des activités quotidiennes, 35 % de personnes se sentent moyennement en sécurité, 29% se sentent peu sécurisées et 20% se sentent en sécurité. En d'autres termes, la majorité, donc plus de 80% disent qu'ils se sentent en sécurité. Comparativement aux données de l'étude de base

où seulement 52% déclaraient être en sécurité et moyennement en sécurité contre 35% qui n'étaient pas en sécurité. L'enquête a révélé qu'actuellement 10% se sentent en insécurité, ce qui montre déjà une différence positive comparativement aux 35% au début du projet selon l'étude de base. Cela s'explique par la présence des forces armées loyalistes et les groupes armés qui ont boosté hors de la zone les FDLR qui selon les leaders communautaires étaient accusés de viol, vols, pillage en insécurisant la population et ont amélioré leur propre autodiscipline discipline.

8.2.5. Attentes communautaires sur la sécurité de leurs villages

Cette figure présente les attentes de la population par rapport à la sécurité de leurs villages ou zones d'ici une année. En pensant au futur, 40% d'enquêtés pensent que leurs villages seront moins paisibles d'ici une année, 22% pensent que la situation sera paisible, 20% disent qu'ils ne savent pas et 17% disent que ça sera la même chose. Comparativement à l'étude de base où 33% ont dit que la situation de leur village sera plus paisible d'ici une année et 39% ont dit qu'elle sera moins paisible une année après, on observe une régression. La régression a été justifiée par l'occupation de certains villages ciblés par les M23 et dont la suite demeure floue et incertaine. Il y a aussi des rumeurs et informations décourageantes sur les enjeux de la guerre et la progression de la rébellion du M23 mais aussi son installation dans les zones qu'elle occupe depuis plus de deux ans.



8.2.6. La durabilité des structures locales



Le souci de viabilité de CPDG a permis au projet d'envisager des AGR comme sources de financement des activités et du fonctionnement. Il s'avère que les AGR ne peuvent permettre d'atteindre cet objectif que si elles sont bien gérées. Des efforts doivent être fournis pour améliorer leur gestion qui conditionne leur viabilité tout en permettant la diversification des sources de

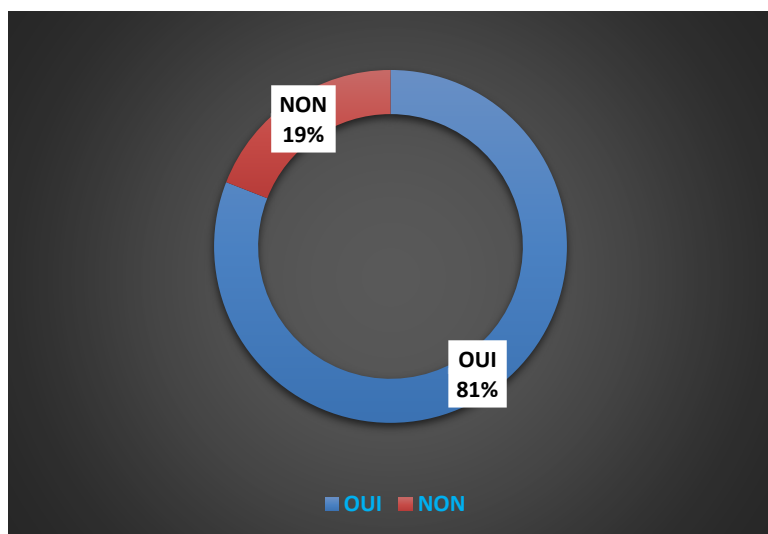
recettes, ce qui n'est pas le cas actuellement. La viabilité des coopératives agricoles passerait par leurs capacités financières accrues. La stratégie durable est celle d'investir dans les cultures pérennes : le cacaoyer, le caféier, la palmeraie, l'avocatier, les ananas, les cannes à sucre, ainsi que l'association de l'agriculture et l'élevage. Actuellement, la viabilité des coopératives ne tient que sur la présence de leurs organes, des documents légaux notariés, des champs pris en location pendant trois ans par le projet, des semences améliorées reçues par les membres, des dépôts construits en matériaux durables pour trois coopératives : à Buleusa/Iikobo, à Kikuku/Bwito et à Mambasa/Lubero.

La viabilité des Coopératives agricoles nécessite aussi la rupture de l'imposition du prix des produits par les acheteurs en évacuant les produits vers les centres de consommation pour un prix concurrentiel. Actuellement, la vente des produits bien que groupée s'effectue sur les champs et c'est l'acheteur qui règle le prix à son gré. La construction des dépôts propres aux coopératives, la formation sur les principes et fonctionnement des coopératives aussi bien des membres que des comités sont aussi des facteurs pouvant améliorer leur viabilité. La viabilité des CPDG est rassurée par le fait que les membres de la communauté ont compris l'importance de résolutions des conflits de façon pacifique par le CPDG au lieu de recourir aux instances judiciaires dont les conséquences sont de plusieurs ordres. Les Bénéficiaires des services des CPDG y orientent et sensibilisent les autres victimes des conflits à y recourir. A la fin de résolution des conflits des actes sont signés par les parties et consignés par le Bureau du groupement, ce qui rend la résolution durable et incontestable. Toutes les commissions de CPDG ont besoins des documents de référence et le renforcement des capacités.

8.2.7. Le seuil d'efficacité/durabilité des structures locales

Cet indicateur nous a poussés à vérifier si les structures visitées aspiraient à leur efficacité et à leur durabilité pour s'assurer de leur pérennisation et éviter ainsi l'arrêt des activités lors du sevrage. Selon les rapports du projet, 12 étaient ciblées et toutes les 12 structures locales ont déjà atteint ce seuil.

8.2.8. Le partage des connaissances



La figure ci-contre montre le taux de participation aux activités de partage de connaissances. Sur 864 personnes enquêtées, 81% ont participé à au moins une activité de partage d'expérience et 19% n'en ont pas. Ces échanges d'expérience ont consisté à des activités de visite, de réunions organisées dans le cadre des techniques d'analyses du contexte, de gestion et transformation des conflits, la sensibilité au conflit, le genre, les principes

clés de la loi foncière et la nationalité, etc.

8.2.9. Les plans d'actions communautaires pour consolidation de la paix

Selon les rapports des gestionnaires de ce projet, 7 plans d'actions communautaires ont des documents formalisés entre parties prenantes comme prévu et tous ont été réalisés, soit un score de 100% pour cet indicateur. Le processus de dialogue entamé depuis 2022 a permis la re-visitation des 4 accords existants dans la zone du projet et la mise en place/actualisation de 5 plans communautaires de paix. En 2023, ces plans produits au niveau local ont été discutés et enrichis à Kinshasa lors de la mini table ronde de mai 2023 et à Goma lors de la table ronde de juillet 2023. Ils ont ensuite débouché sur une feuille de route pour la paix et la stabilité de Sud Lubero, Nord-Bwito et Ikobo. Lors de l'évaluation, nous avons remarqué que les communautés au niveau de la zone d'intervention se sont approprié cette feuille de route et travaillent pour sa matérialisation. Des analyses de contexte ont été organisées régulièrement et ont abouti à des recommandations adressées aux différents acteurs et certaines recommandations ont été mises en œuvre.

8.2.10. Réponses aux besoins spécifiques des femmes

Sur base des besoins spécifiques exprimés par les femmes, le projet a planifié des formations sur le Genre et les Droits de Femmes, la mise en place des comités locaux 1325 et les formations sur le leadership transformationnel. Ils ont planifié le renforcement de la présence des femmes dans les organes de prise des décisions et certaines d'entre elles ont été accompagnées pour qu'elles participent au CCP ou y porter leurs candidatures. Le projet a permis de référer les survivantes des violences sexuelles aux structures de prise en charge holistique. Il a planifié l'engagement des hommes à travers le principe « Men Engage ». Un principe qui consiste à la promotion de normes de genre équitables et encouragement des hommes épris de l'esprit de promotion du genre. Il a prévu des espaces sûrs et spécifiques pour écoute des femmes, la mise en place des réseaux de femmes médiatrices et des activités de soutien entre pairs des femmes leaders locales pour le renforcement mutuel et partage d'expériences.

Le projet « Muda wa Amani » a aussi permis l'organisation des formations des femmes sur les mécanismes de transformation des conflits, l'analyse des conflits et les activités de plaidoyer. Il a permis également d'organiser des foras (inter-femmes et mixtes sur les problèmes sécuritaires) et des appuis aux plans (engagements) issus des foras.

8.2.11. Les actions des plaidoyers pour la résolution pacifique des conflits

Le projet avait prévu de soutenir techniquement et financièrement les missions/descentes de plaidoyer au niveau provincial et national. Les structures de plaidoyer au niveau provincial et national ont joué le rôle central dans la mobilisation des acteurs clés (députés nationaux et provinciaux, ministres, anciens gouverneurs et autres notables) pour la mini-table ronde de Kinshasa et la table ronde de Goma et dans la vulgarisation de la feuille de route produite pour la consolidation de la paix.

Pour des plaidoyers au niveau national, une mission s'est rendue à Kinshasa pour la résolution du conflit des limites entre le territoire de Lubero et Rutshuru à Munzoa. L'implication du ministère de l'Intérieur a facilité le traitement du dossier de Munzoa et a réduit les tensions liées aux questions électorales dans cette zone de disputes entre le territoire de Lubero et de Rutshuru.

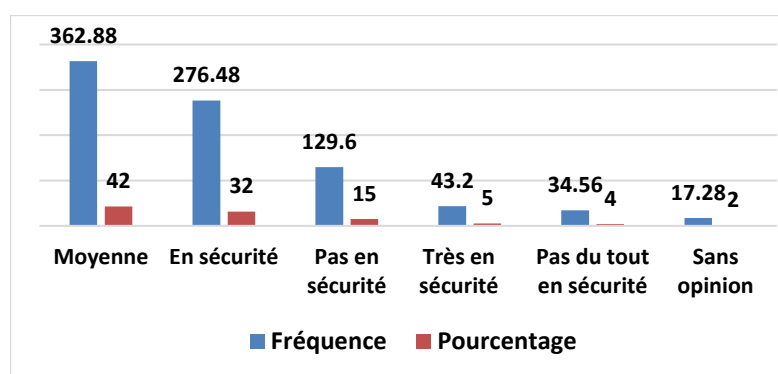
Au niveau provincial, un dialogue a été tenu à Goma, en présence de 3 conseillers à la Présidence de la république et un Ministre honoraire pour faciliter le désarmement et la démobilisation des belligérants. Le gouvernement provincial s'est approprié la feuille de route issue de ce dialogue et en collaboration avec les conseillers présents dans le dialogue, ils ont fait un plaidoyer qui s'est soldé par la réforme du P-DDRCS.

8.2.12. La sensibilisation communautaire à travers la radio

Des émissions liées aux thématiques de prévention, résolution, gestion de conflit et la cohabitation pacifique ont été organisées pour éduquer la population à la paix. Au total 38 émissions ont été produites, 456 diffusions sur 5 radios locales et la RTNC Goma. Pour une bonne exécution de ces programmes, 20 journalistes ont été formés sur la sensibilité au conflit sur les 20 prévus, soit un score de 100%. Parmi ces 20 journalistes communautaires, il y avait 7 femmes qui représentent 35% des journalistes formés. Le projet avait également prévu d'animer 3 programmes d'émission radio sur les droits de la femme. A la période de l'évaluation du projet, deux programmes étaient déjà réalisés soit 66,6%.

8.3. Thème 2 : le retour, réintégration et relèvement socio-économique

8.3.1. La sécurité des personnes face aux membres d'autres groupes



La figure ici montre que dans la zone d'intervention du projet Muda wa Amani, 42% de la population enquêtée se sentent moyennement en sécurité lors qu'elles rencontrent des membres d'un autre groupe ethnique ou communauté 33% et 5% se sentent en sécurité, et très en sécurité contre 15 % et 4% qui ne se sentent pas en sécurité et pas du tout en

sécurité. Comparativement aux données de l'étude de base, il y a eu une évolution dans ce sens par rapport au début du projet, 43% et 7% des répondants ne se sentaient pas et pas du tout en sécurité. Cette amélioration fait partie de l'impact du projet Muda wa Amani, conformément à son objectif global, à travers ses trois stratégies ou objectifs spécifiques.

8.3.2. Encadrement des combattants

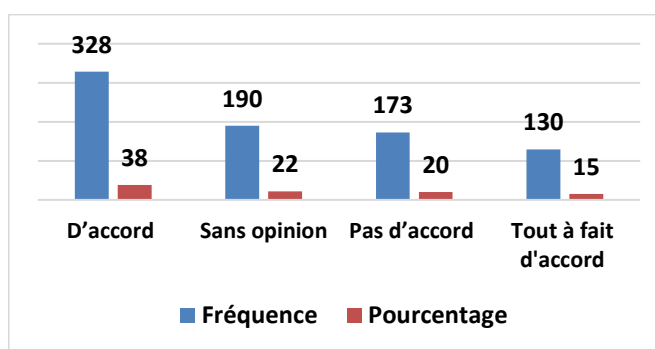
Pour assurer l'encadrement des ex-combattants, le projet avait prévu d'organiser pour eux des formations professionnelles, auxquelles devraient s'ajouter des jeunes à risque, des femmes vulnérables, des réfugiés, des déplacés et autres membres des communautés hôtes sur les filières porteuses identifiées dans les différents villages. Au total 206 jeunes dont 82 ex-combattants étaient identifiés et inscrits à ces formations, parmi lesquels 198 ont fini les formations, ils ont été certifiés et dotés en kits de réinsertion collective à la fin de la formation.



Pendant cette période de formation, ils ont également bénéficié d'autres formations sur l'éducation à la vie. Certains anciens combattants qui étaient jadis des antagonistes et faisant partie des ethnies différentes, ont accepté de suivre le stage ensemble, ils ont formé des groupes intercommunautaires de gestion des Activités Génératrices des Revenus et travaillent ensemble pour leurs intérêts communs. L'interconnexion se fait aussi avec les formateurs qui travaillent en symbiose. Certains formateurs quittent Buleusa pour former à Luofu ou Kikuku et vice versa.

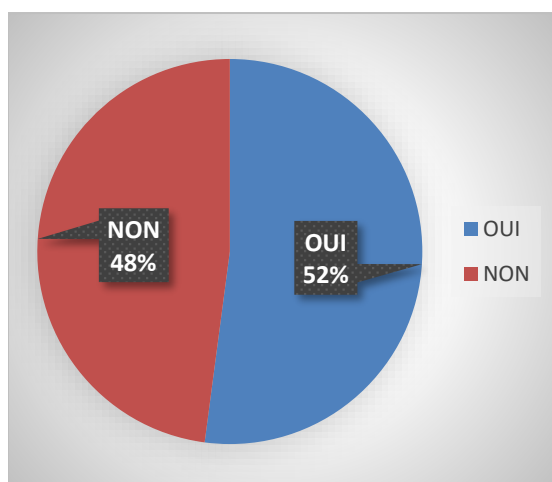
8.3.3. Perception communautaire sur les anciens combattants

La figure à coté présente les perceptions des personnes enquêtées par rapport au comportement des ex-combattants réintégrés. Sur les 864 personnes enquêtées, 38% et 15% sont d'accord et tout à fait d'accord que les ex-combattants réintégrés ne sont pas sources d'insécurité dans leur zone, contre 22 % qui ne sont pas d'accord ; 20% n'ont pas donné d'opinion.



Comparativement aux données de l'étude de base, où 35% et 12% des répondants avaient confié qu'ils étaient d'accord et tout à fait d'accord avec cette affirmation contre 28% et 13% qui n'étaient pas d'accord et pas tout à fait d'accord. Il se voit qu'il y a eu une amélioration de la situation. Cette amélioration a été motivée par les différentes activités d'encadrement des ex-combattants dans la zone. Ainsi, la révision du projet intervenue aux fins de l'aligner à la stratégie nationale du P-DDRCS trouve dans ce changement un résultat indiscutable et toute sa raison d'être.

8.3.4. La résilience économique des ménages assistés



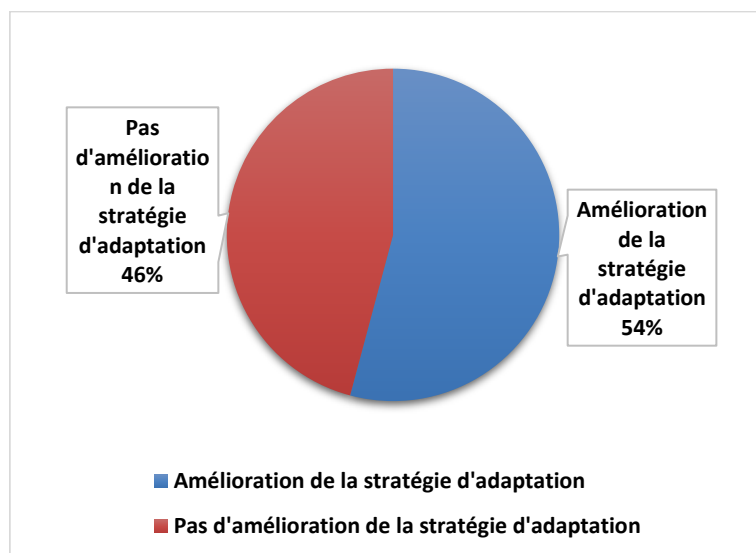
Le diagramme à coté présente le taux des ménages qui ont atteint le seuil de résilience économique. Pour y arriver, plusieurs variables et sous variables ont été mises en jeu. Il s'agit notamment des variables (a) satisfaction des besoins fondamentaux avec ses deux sous variables dont la Stratégie d'adaptation alimentaire et le score de consommation alimentaire ; (b) autonomisation économique avec ses sous variables seuil de pauvreté et diversification sources des revenus ; (c) moyens pour faire face aux chocs avec ses sous variables épargne en espèce en nature, valeur en espèce des actifs productifs et superficie du champ cultivé ; (d) le risque maladie avec ses sous variables accès aux sources d'eau potable

et disponibilité des latrines et (e) équité sexe qui est concrétisé par la seule variable autonomie/participation femme chef ménage à l'économie des ménages. L'appréciation de tous ces critères à l'aide de *Kobocollect* nous a permis de conclure que sur 864 ménages enquêtés, 52% soit 449 ont atteint le seuil de résilience contre 48% soit 415 qui n'en ont pas encore atteint. Ces résultats du projet se montrent déjà positifs étant donné qu'ils vont au-delà du seuil de la pauvreté estimé à 74,6% en RDC (World Bank 2023) et de la moitié de la population qui vit dans ces villages.

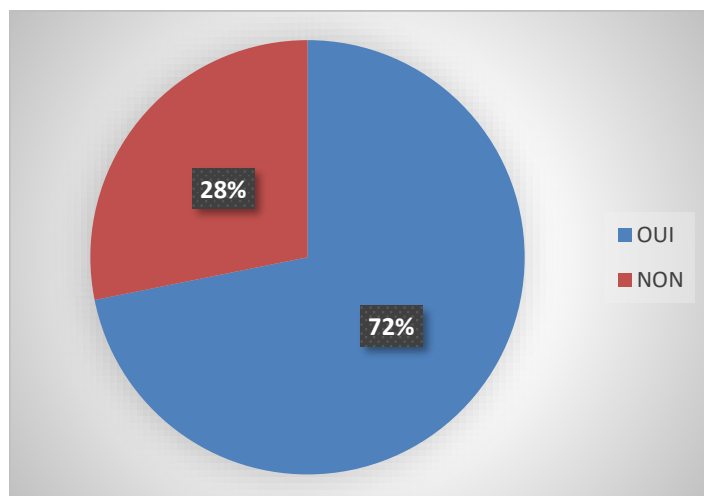
8.3.5. Les Stratégies d'adaptation alimentaire du ménage

Les enquêtés ont été priés de mentionner combien de fois ont-ils fait recours aux différentes stratégies de survie durant ces 7 derniers jours, par suite de l'insuffisance ou manque des moyens financiers pour accéder à la nourriture. Etant donné qu'il n'y avait pas des données de base pour juger les performances par rapport à cet indicateur, plusieurs questions tels que contenu dans le guide d'indicateurs I4S ont été posées pour apprécier cet indicateur au

début du projet et les autres à la période de la conduite de l'étude pour permettre la comparaison. A travers les questions déjà paramétrées dans *kobocollect*, des cumuls des pondérations ont été effectués pour obtenir les résultats qui ont permis d'apprécier pour chaque ménage ses stratégies d'adaptation alimentaire. Comme on peut le lire dans le diagramme en haut, sur 864 ménages enquêtés, les données déclarées par 54% d'enquêtés ont montré que le score d'adaptation alimentaire s'est amélioré, contre 46% dont le score d'adaptation alimentaire ne s'est pas amélioré.



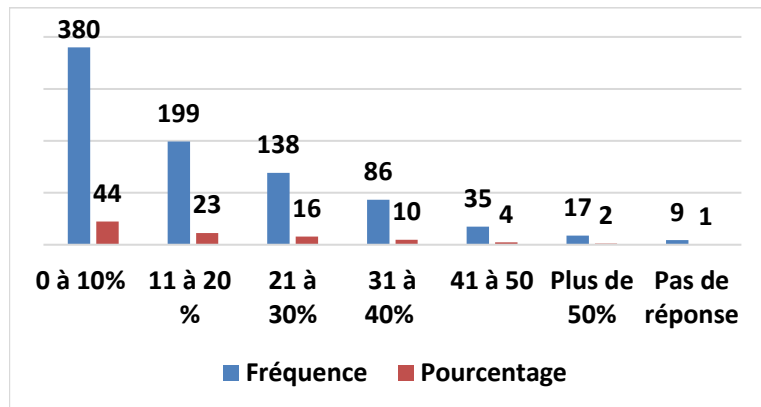
8.3.6. Les formations de base sur les moyens de subsistance



Ce diagramme montre que 72% de la population enquêtée ont déclaré que leur participation à la formation de base leur avait permis de renforcer les moyens de subsistance, contre 28% qui ont déclaré le contraire. Parmi ces formations, les bénéficiaires ont cité la coupe et couture, l'informatique, la mécanique, la coiffure, etc. Ces formations professionnelles organisées dans trois centres dont Kikuku dans Bwito, Rutshuru, Buleusa dans Ikobo, Walikale et Luofu dans Lubero ont été accompagnées de

formations sur le business skills, l'entrepreneuriat, leadership et la gestion de micros, petites et moyennes entreprises. Malgré les quelques cas d'abandons pendant la période de formations, les participants signalent que des résultats énormes ont été enregistrés en termes de maîtrise de connaissance par les apprenants et d'amélioration des compétences.

8.3.7. Le renforcement de l'épargne des ménages



Ce graphique présente le niveau d'augmentation de l'épargne par les ménages de personnes interviewées. Sur l'ensemble de personnes ayant répondu à la question, 44% soit 380 ont déclaré qu'ils ont augmenté leur épargne de 0 à 10%, 199 personnes soit 23% ont augmenté de 11 à 20%, 86 personnes soit 16% ont augmenté de 16%. Le constat

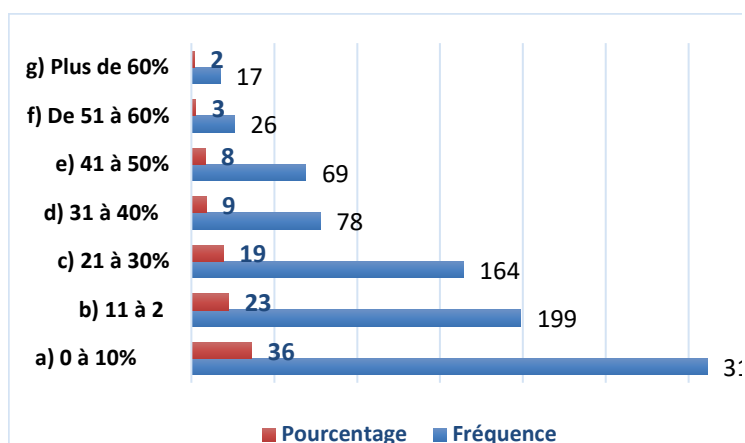
général est que tout le monde qui a répondu à la question a augmenté son épargne, ce qui est très positif pour ce projet. Néanmoins, les résultats ont également révélé que 9 personnes, environ 1% n'ont pas donné des informations sur cet indicateur lors des enquêtes. Cette augmentation de l'épargne dans une zone où l'attentisme créé par l'assistance humanitaire règne c'est le début d'un esprit d'autopromotion indispensable pour les projets de développement autocentré et endogène.



8.3.8. Revenus des ménages

Ce diagramme montre que sur les 864 personnes enquêtées, 311 soit 36 % ont augmenté leurs revenus de 0 à 10%, 199 soit 23% ont augmenté leurs revenus de 11 à 20%, 164 soit 19% ont augmenté leur revenu de 21 à 30% et le reste plus de 30%. De ces résultats on comprend que tous les ménages ont augmenté leurs revenus et certains sont allés même au-delà de 50%. Selon les interviewés, l'augmentation des

revenus pour ces ménages leur permet de s'occuper de besoins de leurs familles, d'assurer la scolarité des enfants, de construire une maison, etc.



8.3.9. Les infrastructures de base réalisées

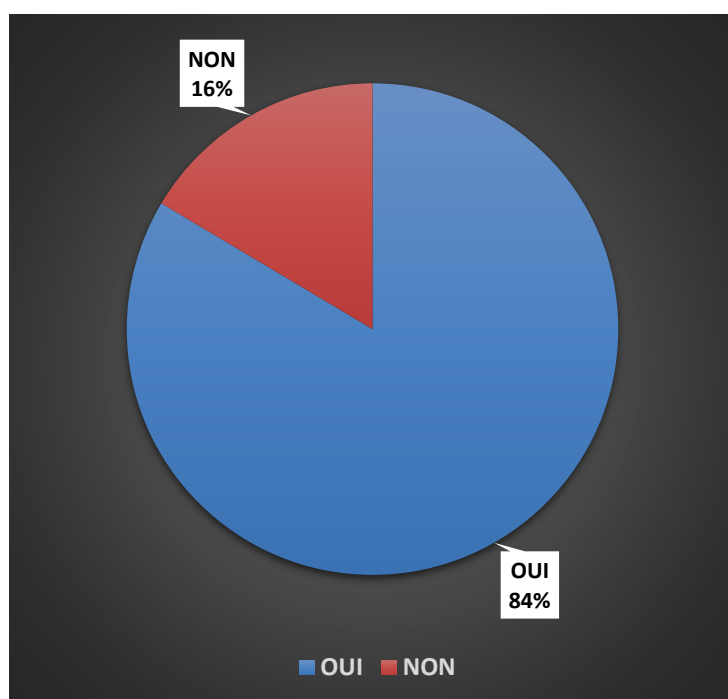


Un centre d'encadrement de jeunes a été construit à Miriki et remis à la communauté par le représentant du gouverneur militaire. Des formations vont y démarrer et faciliter ainsi la réintégration des ex-combattants de Kasando et Mubambiro. La route Lusogha – Kimaka – Buleusa sur un tronçon de 28 Km prévus, le projet a été réhabilité 34km et a permis d'encadrer 192 ex-combattants aux côtés de 754 autres membres de groupes marginalisés de la

communauté à travers l'approche HIMO. Un total de 1157 personnes, dont 310 sont des femmes ont été employées sur les 28 kms de route à travers l'approche Cash for Work, parmi ces personnes 272 sont ex-combattants. Ces jeunes ont été également accompagnés pour la construction de 3 dépôts en matériaux durables des coopératives et 3 centres de formations communautaires en planches, dont certains sont gérés par les femmes. Ces dépôts sont à Buleusa/ikobo, à Kikuku/Bwito et à Mambasa/Lubero. Les Centres de formation professionnelle construites en planches sont un à Luofu, un à Kikuku et un autre à Buleusa.

Au-delà d'encadrement des jeunes, y compris des ex-combattants, ces activités ont également facilité les populations des diverses communautés à travailler ensemble, collaborer et tisser des relations d'amitié.

8.3.10. Les services d'appui psychosocial

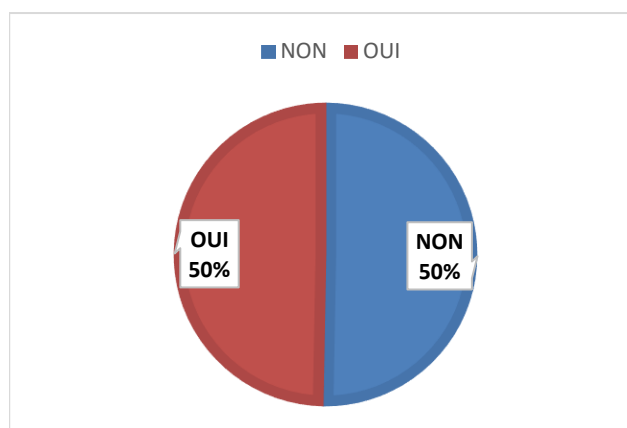


Cette figure présente le pourcentage des populations enquêtées ayant été informées des services de soutien psycho-social et réconciliation existants. Sur les 864 personnes enquêtées, 84% sont bien informées de services de soutien psycho-social et réconciliation existants contre 16% qui ne sont pas informées. Elles sont informées sur la présence des assistants psychosociaux dans la zone, et de services de thérapies des groupes, des services de prise en charge des victimes des violences sexuelles, des structures d'appui juridique existants, des acteurs de renforcement économiques, des acteurs de consolidation de la paix et des acteurs humanitaires

qui peuvent assister les bénéficiaires en cas de besoins.

8.3.11. L'accès aux services de soutien existants

Ce diagramme présente le pourcentage des personnes qui ont eu accès aux services de soutien psycho-social et réconciliation. Sur l'ensemble des enquêtés, 50% ont accédé aux services d'appui psychosocial contre 50% qui n'y ont pas accédé. Pour ceux qui en ont bénéficié, ils ont participé aux séances de thérapies de groupe avec des thèmes bien spécifiques (la gestion de situation et des émotions, les avantages et les inconvénients liés à la consommation des substances psychoactives, le comportement à risque,). Ces séances de thérapie ont été réalisées au bénéfice des apprenants dans les centres de formation professionnelle à Luofu, Buleusa et Kikuku. Les apprenants présentant des problèmes psychologiques spécifiques ont également bénéficié des séances de thérapie individuelle.



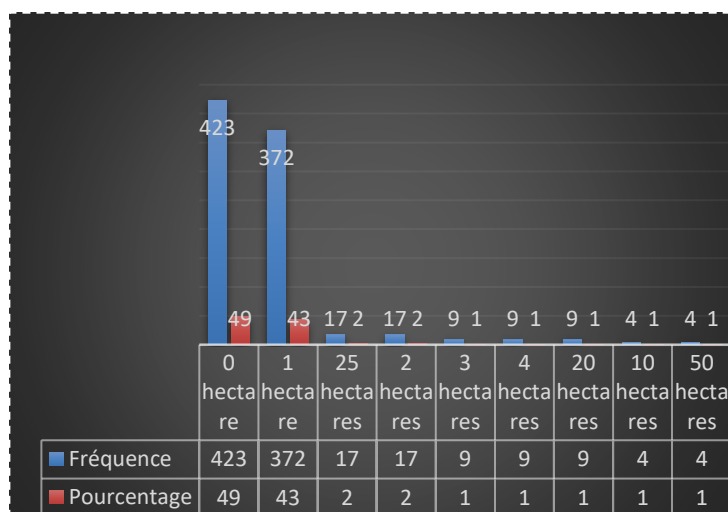
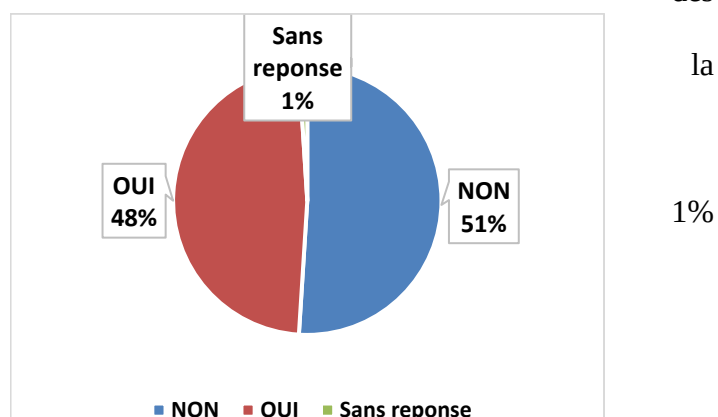
8.3.12. Les activités conviviales

Dans les activités de renforcement de la cohésion sociale entre membres des différentes communautés, le projet a prévu et exécuté les activités conviviales. C'est dans ce sens que des théâtres, danses, griots/troubadours, poèmes, slames, ballets interculturels, danses interculturelles, sketch, ont été organisés. Des concours bibliques sur les Résolutions 1325 (FPS), 2250 (JPS), des promos interscolaires et autres productions ont été organisés pour renforcer le

vivre ensemble et la promotion des Droits des femmes. Des griots traditionnels se sont également produits pour véhiculer les messages de paix et les séances de partage d'expériences réussies sur le « vivre ensemble » organisées pour permettre aux bénéficiaires d'apprendre les uns des autres. Plusieurs femmes étaient impliquées dans ces activités soit comme actrices ou encore participantes pour donner ou écouter les messages de paix.

8.3.13. Accès aux terres arables.

Ce tableau présente les pourcentages personnes qui ont nouvellement obtenu l'accès (droit d'exploitation) à terre arable. Sur 864 personnes enquêtées, 51% n'ont pas nouvellement obtenu l'accès à la terre arable contre 48% qui n'en ont pas. environ soit 9 personnes n'ont pas donné de réponses à la question. Cet accès a été facilité à travers des réunions d'échange et négociation entre les concessionnaires et les petits exploitants agricoles, facilité par les exécutants du projet à l'issue desquelles des accords ont été signés entre les deux parties.



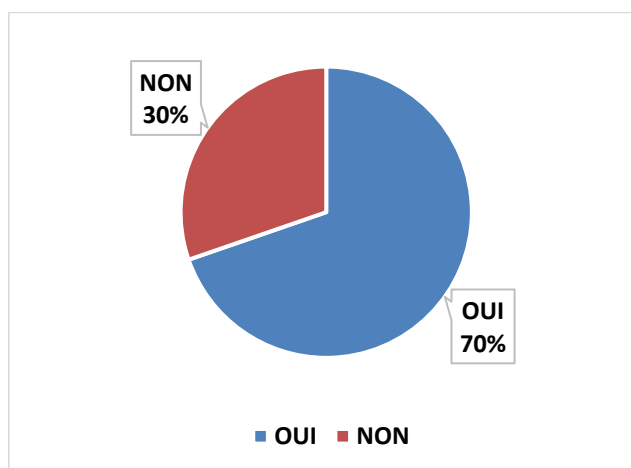
. Ces accords portaient sur la location en moyen terme de 50 hectares de terres au profit de 8 coopératives agricoles regroupant les participants au projet dans le Sud Lubero, Nord Bwito et Ikobo. Par rapport au nombre d'hectares auxquels les bénéficiaires ont nouvellement obtenu l'accès ; la figure à côté montre que presque la moitié dont 49% n'ont pas eu d'hectares de terre contre 43 qui ont eu accès à 1 hectare. Les restes ont eu entre 2 et 50 hectares. De ces résultats, on peut conclure que plus de la moitié ont eu accès à au moins un hectare de terrain grâce à ce

projet. Les participants aux enquêtes ont également signalé que les efforts continus pour obtenir plus de terres et faciliter ainsi aux bénéficiaires des projets de mettre en pratique les formations reçues.

8.3.14. L'accès à l'information sur les droits fonciers

Ce diagramme présente le pourcentage des personnes qui ont déjà reçu les informations sur les droits fonciers, les rôles et attributions de l'administration foncière. Estimant que l'information sur les droits fonciers, les rôles et attributions de l'administration foncière est la première étape dans le processus de recherche d'acquisition des terres, les animateurs du projet ont conduit des séances de vulgarisation des principes fonciers et du code de la famille en faveur des bénéficiaires du projet à Mutanda, Kanyabayonga, Musindi, Utwa, Itala, Tama, Ikobo. Sur

l'ensemble des enquêtés, 70% confirment avoir déjà reçu des informations sur les droits fonciers, les rôles et attributions de l'administration foncière, contre 30% qui n'en ont pas encore reçu.



8.4. Thème 3 : femme, paix et sécurité

8.4.1. La participation des personnes vulnérables aux organes de décision

La participation des personnes vulnérables aux organes de décision en particulier et à toutes les étapes de gestion du Cycle de projet en général était un principe promu et encouragé dans le projet, cela parce que les groupes cibles du projet étaient les personnes vulnérables. De ce fait ils ne pouvaient pas être discriminés. C'est ainsi quelques cas des personnes vulnérables se sont retrouvés dans les organes de prise de décisions. C'est les cas des femmes, de certaines personnes vivant avec handicap, un albinos ; personnes de troisième âge, ...

8.4.2. Les rencontres des femmes avec les autorités

A la conception de ce projet, il avait prévu que les femmes et autres groupes marginalisés devraient rencontrer les autorités 32 fois pour exposer leurs problèmes spécifiques. A la date de l'évaluation, il est rapporté que les femmes et les autres groupes marginalisés ont rencontré les autorités 30 fois soit 93,75% de la réalisation de cette activité. Les copies de documents de plaidoyer avec accusés de réception existent.

Sous la supervision du CRONGD, des actions de plaidoyer ont été menées par les comités locaux 1325, et ont permis de décrocher 3 circulaires (auprès de chefs de chefferies de Bamate et de Bwito et du chef de groupement de Ikobo) pour renforcer la participation de la femme dans des réunions de sécurité au niveau local. Le projet a également renforcé les capacités opérationnelles et techniques des 3 comités locaux 1325 et a mis en réseau les femmes médiatrices membres des mécanismes locaux de négociation et de sécurité de Sud Lubero, Nord Bwito et Ikobo.

Le projet avait également prévu une activité de plaidoyer sur la sécurité ou la promotion de la femme auprès des instances administratives, de sécurité et de l'ordre. A la date de l'évaluation, 9 plaidoyers sur la sécurité ou la promotion de la femme auprès des instances administratives, de sécurité et de l'ordre ont été rapportés.

8.4.3. La participation des femmes à la gestion des structures communautaires

Le projet a mis en place plusieurs structures communautaires dans le cadre de renforcement de la cohésion sociale, renforcement économique et de plaidoyer. C'est le cas pour les comités locaux 1325, du réseau des femmes médiatrices membres des mécanismes locaux de négociation et de sécurité au Sud Lubero, Nord Bwito et Ikobo, des AVEC et coopératives agricoles etc. Pour les deux premières catégories de structures, elles sont toutes gérées par les femmes. Pour le reste, elles sont représentées dans les comités de gestion aux différents postes. Elles prennent le monopole des postes de trésorières et souvent de secrétaires et conseillères. Elles s'adonnent à l'assainissement des sites des infrastructures, pour y maintenir la propreté. Dans l'ensemble des structures communautaires mises en place visitées, il a été noté la présence de 15 femmes dans les postes de prise de décisions.

8.4.4. La formation des femmes en leadership

Dans le cadre du renforcement du leadership féminin, le projet a organisé des formations des femmes sur le leadership transformationnel. Au total 61 femmes ont participé à la formation. Le projet a renforcé les capacités des femmes sur les mécanismes de transformation des conflits, l'analyse des conflits, le plaidoyer et/ou l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'actions pour la paix. Des femmes leaders des zones ciblées par le projet ont été accompagnées pour qu'elles participent au CCP ou y porter leurs candidates. A travers les coopératives elles ont été formées en techniques culturelles, et ont reçu des outils aratoires et des semences améliorées pour mettre en pratique les acquis des différentes formations reçues. Toutes les formations ont éveillé la conscience des femmes sur leurs droits et ont permis aux femmes d'acquérir un leadership fort.

8.4.6. La gestion des cas d'abus et autres VSBG et SEAH

Des cas d'abus (y compris les violences sexuelles basées sur le genre, les exploitations sexuelles et le harcèlement) ont été identifiés et référés vers les structures de prise en charge. Au total 102 survivantes sur les 120 prévues soit 85% ont été orientées vers les structures de prise en charge et ont reçu le service nécessaire. La prise en charge a concerné l'assistance médicale, l'appui juridique, assistance psychosociale et la réintégration économique. Ces cas ont été identifiés dans tous les groupements ciblés.

IX. APPRECIATION DES RESULTATS PAR LES CRITERES D'EVALUATION

9.1. Cohérence interne

HEKS/EPER dispose d'une stratégie pays qui définit ses actions pendant 5 ans (stratégie pays 2024-2028) où s'intègrent leurs programmes de développement du Bureau Pays (HEKS/EPER-BUCO) et le Programme d'Urgence. Leurs activités sont complémentaires à travers l'approche « Nexus Humanitaire-Développement-Paix » (HDP), bien qu'au niveau de la programmation opérationnelle les activités sont séparées. Certains besoins, activités et bénéficiaires identifiés par une composante sont référés à l'autre. C'est le cas pour les coopératives agricoles créées par le Programme HEKS Urgence qui ont été transférées au Bureau de développement à Bwito. Certains groupes cibles du programme de développement bénéficient aussi de l'assistance du programme HEKS urgence en NFI.

Les projet Muda wa Amani est aussi lié aux projets d'autres partenaires du consortium notamment AAP, ASP, CEDERU, CRONGD Nord Kivu. C'est le cas pour le projet d'identification, désamorçage et transformation des Conflits identitaires mis en œuvre par CRONGD avec l'appui financier de HEKS/EPER et dont les activités se sont complétées dans

certaines zones. Cas du projet d'appui aux petits producteurs dans Rutshuru, chefferie de Bwisha » mis en œuvre par CEDERU et dont les bénéficiaires bénéficient presque les mêmes services comme ceux du projet dans la chefferie de Bwito. Le projet d'appui à l'éducation civique et électorale des jeunes à Kanyabayonga, Kaina et Kirumba par AAP où certains bénéficiaires de ce projet ont bénéficié des activités de sensibilisation et éducations civique. Le projet d'appui à 1860 ménages sur la Sécurité alimentaire en zone de santé de Kibirizi, à Kanyabayonga ; le projet d'essai et multiplication des boutures saines de manioc appuyé par ITA, INERA Mulungu, tous mis en œuvre par CEDEDU et qui ont permis d'encadrer certains bénéficiaires qui n'avaient pas eu la chance d'être retenus dans le projet Muda wa Amani.

9.2. Cohérence externe :



Ce projet s'inscrivait au départ dans la stratégie internationale de soutien à la stabilisation pour l'Est de la RDC (ISSSS, I4S) et la stratégie nationale du P-DDRCS, avec le financement de fonds de cohérence pour la stabilisation (FCS). Cependant, après la table ronde de Goma des différentes parties prenantes impliquées dans le projet en juin 2023, l'autorisation sollicitée par le consortium et accordée par le bailleur a permis de réviser le projet pour l'aligner aux priorités de P-DDRCS

basées sur le plan opérationnel provincial (POP) et de la feuille de route qui devrait sortir de la Table ronde de Goma, cet qui a permis au projet de bien s'intégrer dans la stratégie pays de HEKS/EPER.

Ce projet a développé des liens avec d'autres projets dans la zone, notamment le projet exécuté par Ex-Agro-Action allemande (WHH) qui accompagne aussi les producteurs agricoles dans la structuration, appui en intrants agricoles, semences, outils aratoires et techniques agricoles ; Le projet projet de Caritas, BOAD et SOPROPRE qui accompagnent aussi les bénéficiaires à travers l'approche AVEC, le Centre de formation Uhayi de butembo et Vijana inuka de Kirumba qui collaborent avec le Centre multi-métiers de Miriki, etc. Chaque groupement concerné par le projet Muda wa Amani dispose d'un plan de relèvement communautaire, avec lequel le projet peut harmoniser certaines stratégies d'actions et s'y référer pour certaines actions d'intérêt communautaire et intercommunautaire.

S'agissant de la création des synergies et des liens avec les interventions du gouvernement, les acteurs de ce projet ont travaillé en collaboration avec le Fonds social de la République qui intervient aussi en construction des infrastructures, équipement, octroi du cash et réhabilitation des routes de déserte agricole. Ils ont collaboré avec Virunga Développement, un service de l'ICCN qui vulgarise les semences améliorées de blé dans le secteur agricole. AAP, CREDO, FEMISA et HGPDH ont créé un consortium local des structures intervenant dans la résolution pacifique des conflits. Ces efforts mis en commun continuent à renforcer l'impact du projet sur terrain, en contribuant au renforcement mutuel et à la durabilité des actions sur terrain.

Plusieurs autres acteurs internationaux, nationaux et locaux mènent des actions dans la zone du projet. Leur collaboration devra être renforcée dans la prochaine phase. Il s'agit de l'AVSI qui a construit un centre d'apprentissage des métiers à Kibirizi, qui peut servir pour encadrer certains jeunes ; du PAM, présent dans la zone et qui peut être contacté pour négocier le Food for work en vue de compléter et renforcer la motivation des bénéficiaires des travaux HIMO.

9.3. Pertinence du projet

En termes d'équipement en ressources humaines et soutien administratif, le Projet Muda wa Amani était suffisamment équipé en ressources humaines et a bénéficié d'un bon soutien administratif du Bureau pays de HEKS /EPER, ASP, AAP, CEDERU et CRONGD Nord Kivu et autres partenaires impliqués. Il a utilisé un personnel très réduit de HEKS et de ses partenaires. Il a signé des contrats de sous-traitances avec CIDCO sarl pour le paiement des ex-combattants, avec AMIRU pour la construction du Centre multi métiers de Miriki, avec ARHED-pour l'étude environnementale, avec CBR sarl pour la construction des dépôts, avec LCC pour la construction des Ponts et des caniveaux. En outre, toutes les entreprises contractées sont locales, sauf ARHED qui est de Goma, cela a permis de rehausser l'économie locale.

Les activités réalisées et autres services fournis par le projet ont été basés sur une bonne analyse du contexte. C'est dans ce cadre qu'une étude de base a été menée ainsi qu'une étude sur les filières des métiers et chaînes de valeurs agricoles porteuses au Nord de Bwito et au Sud de Lubero ainsi qu'une étude sur le rôle et la participation de la femme dans la prise des décisions, la négociation de paix et la sécurité au Nord de Bwito, au Sud de Lubero et à Ikobo dans le Walikale. Les besoins nationaux et locaux en renforcement des capacités des partenaires gouvernementaux ont été identifiés. Cela a permis une bonne adaptation du projet au Contexte. Ce le cas des jeunes ex-combattants rendus, dont certains ont bénéficié des kits selon leurs filières : coupe et couture, coiffure, menuiserie, pâtisserie, informatique et mécanique moto.

Plusieurs acteurs détenteurs de Droits et autorités locales ont avoué avoir été impliqués dans toutes les étapes du projet en commençant par l'Etude de base, à travers plusieurs activités jusqu'à la présente Evaluation. Le Bourgmestre de la Commune rurale de Kirumba s'est réjoui du projet car son entité a été retenue pour bénéficier des travaux HIMO, il a participé aux activités d'identification des zones prioritaires organisées dans sa commune, mais il a regretté que ce ne soit que le tracé des rues par les activités HIMO qui soit exécuté dans sa commune et cela dans un seul quartier sur les sept que compte la commune. Des rencontres de concertation dans le cadre des concertations à Kanyabayonga, de pré dialogue à Kinshasa et du dialogue à Goma ont mobilisé beaucoup de leaders et acteurs importants de la zone.

S'agissant de la durabilité des structures locales, le projet a initié et appuyé des structures communautaires, dont les CPDG, CCRCC, Coopératives agricoles, AVEC, Comités locaux 1325, le CCRCC, qui sont dotées des atouts qui garantissent leur viabilité. Grâce à ce projet, des coopératives agricoles sont dotées des organes de gestion aux capacités renforcées, elles ont des textes légaux notariés (Statuts et Règlements). Sur les huit Coopératives créées, trois sont dotées des dépôts en matériaux durables très bien construits dont les démarches pour l'obtention des certificats d'enregistrement des parcelles sont vers la fin. Les CPDG sont présidés par les chefs des groupements et intégrés dans l'administration locale. Les membres des CPDG servent des conseillers permanents aux chefs des groupements en matière de résolution des conflits. Les CPDG structures communautaires sont dotées des activités génératrices de revenu pour assurer leur fonctionnement. Les 4 centres de formation mis en place sont déjà dotés des arrêts

d'agrément du ministère de la Formation professionnelle et des métiers et la Liste du personnel est déjà envoyée au Ministère pour la mécanisation. Les comités 1325 qui ont été mis en place par ce projet dans le cadre de la réalisation de la résolution 1325 sont opérationnels avec une mission et une vision très claire.

Bien que le projet Muda wa Amani était une expérience pilote dont les résultats devront être capitalisés et dupliqués par le P-DDRCS selon son Coordonnateur provincial, toutes les parties prenantes y compris les bénéficiaires se félicitent et se réjouissent des résultats et ne jurent qu'à sa continuité dans la zone. Pour le chef de groupement d'Ikobo, c'est le seul projet dans ce domaine chez eux. Ce projet a permis de rendre opérationnelle des structures d'appui à la gouvernance locale dans les entités cibles : les CPDG, les comités locaux 1325, CCRCC, ...

Malgré ces avancées positifs, quelques points à améliorer ont été signalés et méritent une attention très particulière de la part des gestionnaires. L'expérience de l'AVEC pilote du projet Muda wa Amani à Ikobo révèle que les capacités de contribution des femmes pour la viabilité de l'AVEC est très faible. L'idée de créer un Réseau des AVEC (RAVEC) sous format des clusters et des fédérations dans la zone permettrait le partage d'expérience et l'appui aux AVEC qui présentent des faiblesses. Après trois ans de location de terre, certaines coopératives envisagent acheter leurs propres terrains. Le CPDG Buenge Kataro chef-lieu du groupement Itala est entrain de connaître un échec dans la gestion de son AGR de vente du carburant. Sur les 28 Bidons de carburant reçus, il ne reste que 2 bidons, trop de dépenses ont été engagées par rapport aux recettes, ainsi, au lieu de croître les recettes diminuent. Ce CPDG rencontre une difficulté de produire facilement les rapports à cause de manque d'ordinateur. Certains acteurs/groupes très importants n'ont pas été pris en considération dans la logique d'intervention. Parmi ces acteurs, on peut citer les responsables des services de l'ordre et de sécurité, les services de l'Etat percepteurs des taxes (services d'assiette), l'office des routes, le service national des routes des dessertes agricoles. Certains groupes cibles vulnérables méritent encore plus d'attention dans la prochaine phase du projet : c'est le cas pour les filles-mères, les personnes vivant avec handicap, les ENA, les veuves et orphelins déplacés, les déplacés à besoins spécifiques, les blessés de guerre, les Personnes de troisième âge, etc.

Les attentes, les besoins et intérêts des participants au projet et autres membres de communauté dans les territoires ciblés ont des liens étroits avec les objectifs de ce projet à Court, à moyen et à long terme. Les activités ont été exécutées pour répondre à ces attentes et besoins, leurs résultats sont visibles. Toutefois, les mêmes besoins identifiés dans l'Etude de base et ceux retenus après révision du projet ainsi que les nouveaux besoins intégrés dans le projet lors de la révision sont encore réels et pertinents pour toutes les catégories et tous les groupes cibles concernés. Les nouveaux besoins identifiés font l'objet des recommandations formulées à la fin de ce rapport et adressés à qui de droit.

9.4. Efficacité du projet

Ce projet avait pour objectif global de contribuer aux efforts de stabilisation de la zone de lubero-Sud, de Bwito Nord et d'Ikobo à Walikale, entrepris par l'Etat congolais, les partenaires techniques et financiers ainsi que la population afin de mettre en œuvre des solutions concrètes et durables pour la transformation des conflits. Cette contribution s'est avérée évidente au vu des réalisations des parties prenantes impliquées, des changements observés, des structures communautaires créées et rendues opérationnelles, des appuis apportés aux bénéficiaires et aux communautés, et des services rendus.

Les témoignages récoltés à travers les focus groups, par des informateurs clés et les données collectées à travers l'enquête ménages confirment que ce projet a contribué à son objectif global et a produit des changements sur le plan social, économique, culturel, environnemental, tant au niveau individuel que communautaire et la cohésion sociale a été ainsi renforcée. A titre illustratif, ce projet a permis aux membres des comimunautés jadis antagonistes, indésirables et menacés par d'autres de vivre en cohésion, de partager le repas, de s'accueillir, de se tolérer et de vivre ensemble. Le taux de tribalisme, de discrimination, de haine, de préjugés et des stéréotypes ont fortement diminué tant entre communautés qu'entre les individus et entre sexes.

Des rencontres initiées dans la zone, à Kanyabayonga, le mini dialogue à kinshasa et finalement le dialogue à Goma ont permis d'enregistrer certains engagements des parties prenantes surtout des bénéficiaires à travers leurs représentants. Le projet a également mobilisé une diversité d'acteurs de plusieurs domaines et statuts sociaux, cela dans plusieurs activités. Ce travail en synergie n'a pas connu des incidents ni des conflits de compétences. La coopération a été harmonieuse et les résultats sont les fruits d'une conjugaison de plusieurs efforts, de plusieurs acteurs étatiques et non étatiques, individuellement ou en groupes. Plusieurs acteurs locaux, y compris les autorités locales, les responsables des services de l'ordre, de sécurité ont apporté leur collaboration à ce projet. Les structures mises en place ont été dotées des organes assumant des responsabilités tout comme des AGR attribuées sans formalisation des engagements des uns et des autres. Un effort reste nécessaire pour acter certaines formalités administratives de certains engagements.

Les projet a permis d'enregistrer un certain nombre de leçons, bonnes pratiques, enseignements qui pourraient servir dans les phases futures. Les compétences renforcées des CPDG pourront permettre la continuité de résolution efficace des conflits dans tous les groupements cibles. L'achat des machines à levier manuel pour les femmes enceintes leur a permis de tenir pour l'apprentissage car elles ne s'adaptaient pas aux machines avec pédales. L'autorisation des femmes allaitantes d'amener les berceuses prises en charge par le projet et la création d'un espace de garderie d'enfants a permis aux femmes allaitante de cheminer avec les autres. Ce projet a permis des amitiés et des mariages interethniques. A Buleusa par exemple, un Mukobo s'est marié avec une femme hutu, c'est pour la toute première fois.

Malgré ces projets positifs quelques aspects à améliorer ont été signalés et méritent une attention particulière des parties prenantes. Certains engagements des leaders ne sont ni formalisés ni signés, ce qui dénote d'un déficit administratif dans l'appropriation des certains acquis. C'est le cas dans la gestion des dépôts, des centres de formation professionnelle qui nécessiteraient une définition claire des responsabilités des uns et des autres ainsi que les limites de responsabilités pour faciliter la gestion. Certains équipements et matériels étaient envoyés sans bordereaux d'expédition ce qui compliquait le suivi de certains biens envoyés dans le cadre du projet. La désignation des Directeurs des centres de formation professionnelle remis aux groupements semble présenter des zones d'ombres auprès des chefs des groupements. Certains chefs de groupements cibles se sont plaints qu'ils ignorent les indicateurs de certaines activités dont ils ont bénéficiés. La Coopérative agricole Baraka de Buenge Kataro prend un dépôt en location faute du sien propre, elle rencontre des difficultés de transport des produits (car la vente se fait au champ). Cette Coopérative souffre d'une mauvaise compréhension de la coopérative et son fonctionnement par le comité et par les membres. Le CPDG du groupement TAMA à Luofu se bute à beaucoup de contraintes d'ordre organisationnel : la démotivation des membres à cause de la distance à parcourir. Sur 15 membres élus 5 seulement sont actifs. Le moulin d'AGR est fonctionnel mais connaît des tracasseries fiscales des services de l'Industrie, de la DGRAD, de

la DGNRK, de l'économie et de l'environnement. Il y a un besoin de sécurisation des engins remis en AGR des structures locales de Paix et de développement contre la multiplicité des taxes.

Le réseau des femmes médiatrices a été mis en place mais n'a que le procès verbal d'installation du bourgoumestre de la Commune rurale de Kirumba, comme seul document officiel. Il n' a ni siège administratif, ni bureau, ni document juridique ou légal (Statuts, Règlement, ni même une autorisation de fonctionnement). Les CPDG ont déjà compris et maîtrisé le travail de résolution des conflits, cependant, certains défis organisationnels limitent leur efficacité : un travail bénévole affaiblit la motivation, les difficultés de mobilité sur l'étendue des groupements très vastes, leur non prise en compte dans des grandes réunions alors qu'ils détiennent beaucoup d'informations. Les APS indépendants des structures sanitaires ou recrutés dans des structures peu fiables ne garantissent pas la poursuite de l'assistance psychosociale après la fin du projet.

9.5. Efficience du projet

Les moyens du projet étaient insuffisants par rapport aux besoins des bénéficiaires, (7 436 personnes dont 3 965 femmes soit 53,3%) et au rayon d'action (8 groupements, dans 3 territoires : Lubero, Rutshuru et Walikale). Tous les moyens financiers prévus pour ce projet ont été libérés.

Pour les activités HIMO, le projet prévoyait 28 km mais elle a réalisé 34 km avec les mêmes ressources, un grand record d'une gestion efficiente et orthodoxe. Les activités HIMO ont permis de créer les emplois à 1157 bénéficiaires dans la première phase et à 664 Bénéficiaires dans la deuxième phase soit un total de 1 821 bénéficiaires des travaux HIMO.

Le Fonds flexible prévu dans le projet est une bonne pratique pour la gestion axée sur les résultats. Il a permis aux gestionnaires du projet de réajuster certaines activités révisées en vue d'atteindre les résultats escomptés en tenant compte de l'évolution du contexte. Les trois enveloppes respectives de 70000\$us, 7704\$us et 27857\$us de fonds flexibles correspondant aux trois objectifs spécifiques du projet soit un total de 175 301\$us, (soit 7,01% du budget) ont permis la révision du projet en intégrant des nouvelles activités de réinsertion de 664 ex combattants et autres jeunes à risque comme le contexte l'a exigé.

Par rapport au paiement des staffs, Muda wa Amani a bénéficié du concours des ressources des autres projets notamment celui d'identification désamorçage et transformation des conflits identitaires mis en œuvre par le CONGD Nord kivu et appuyé financièrement par HEKS/EPER. Son personnel de la coordination, de l'administration et finances et du programme n'avait pas un salaire formel dans le projet Muda wa Amani. Le projet a également utilisé les structures créées par les autres projets pour réaliser certaines activités. Il a bénéficié des appuis techniques en finance et le soutien administratif des bureaux de tous les membres du consortium.

9.6. Impact du projet

9.6.1. La viabilité des structures communautaires initiées par ce projet



Le projet Muda wa Amani a accompagné les bénéficiaires à créer des CPDG, Coopératives agricoles, AVEC, Comités locaux 1325 et a redynamisé les CCRCC...). Pendant la période d'exécution du projet, ces structures ont été accompagnées dans le fonctionnement et dotées des atouts qui garantissent leur viabilité. Les coopératives agricoles sont dotées des organes de gestion aux capacités renforcées, elles ont des textes légaux notariés (Statuts et Règlements) avec l'appui du projet Muda wa Amani. Sur les huit

Coopératives agricoles créées, trois sont dotées des dépôts en matériaux durables très bien construits dont les démarches pour l'obtention des certificats d'enregistrement des parcelles sont vers la fin. Après trois ans de location des champs, certaines coopératives envisagent acheter leurs propres terrains. Les CPDG sont dotés des Activités génératrices de revenu pour assurer leur fonctionnement et durabilité. Ils sont présidés par les chefs des groupements et intégrés dans l'administration locale et leurs membres servent des conseillers permanents aux chefs des groupements en matière de résolution des conflits. Les 4 centres de formation professionnelle sont déjà dotés des arrêtés d'agrément du ministère de la Formation professionnelle et des métiers. La liste du personnel est déjà envoyée au Ministère de tutelle pour les démarches de la mécanisation de leur personnel. Les comités 1325 dans le cadre de la Résolution 1325 sont opérationnels avec des visions et des missions claires.

Les AVEC ont été créées et sont aussi opérationnelles, toutefois, celle d'Ikobo a révélé que les capacités de contributions des femmes pour la viabilité de l'AVEC sont très faibles. L'idée de créer un Réseau des AVEC (RAVEC) dans la zone permettrait de l'appuyer pour qu'à son tour le réseau appuie et accompagne les AVEC membres.

Depuis le début, le projet a envisagé les AGR comme sources des financements des activités et du fonctionnement des structures communautaires, toutefois, ces AGR ne peuvent permettre d'atteindre cet objectif que si elles sont bien gérées. Des efforts doivent être fournis pour améliorer leur gestion qui conditionne leur viabilité tout en permettant la diversification des sources de recettes. Pour les coopératives la stratégie durable pour arriver à la durabilité est celle d'investir dans les cultures pérennes :

le cacaoyer, le caféier, les palmeraies, les avocatiers, les ananas, les cannes à sucre, ainsi que l'association de l'agriculture et l'élevage et une bonne politique de fixation des prix des produits agricoles. La construction des dépôts propres aux coopératives, la formation sur les principes et



fonctionnement des coopératives aussi bien des membres que des comités sont aussi des facteurs pouvant améliorer leur viabilité.

La viabilité des CPDG est rassurée par le fait que les membres de la communauté ont compris l'importance de résolutions des conflits de façon pacifique par le CPDG au lieu de recourir aux instances judiciaires dont les conséquences sont de plusieurs ordres. Les bénéficiaires des services des CPDG y orientent et sensibilisent les autres victimes des conflits à y aller. A la fin des processus de résolution des conflits, des actes sont signés et consignés par le Bureau du groupement. Toutes les commissions de CPDG ont besoin des documents de référence et le renforcement des capacités. Toutefois, les services rendus par les CPDG, bien que très appréciés par les bénéficiaires, restent gratuits, or la gratuité c'est l'ennemie du développement.

9.6.2. L'efficacité du projet à moyen et à long terme pour les participants

Les agriculteurs ont appris des techniques culturales qui leur ont permis d'accroître leurs productions et la productivité de leurs champs collectifs et individuels (la conservation du sol/Paillage, agroforesterie, rotation de des cultures, ...). Ils ont ensuite bénéficié des semences améliorées qu'ils se sont appropriées, les boutures V8 du manioc ayant accru leur productivité. Cette variété concurrence la variété locale Mayombe. Certaines Coopératives agricoles ont adopté des nouvelles variétés de manioc à savoir, SKIRU, MUNDOLE. DC457 et DC 458, et chaque membre a reçu les semences améliorées de maïs ZM625 et une houe. Certaines pratiques adoptées par ces coopératives sont susceptibles d'augmenter l'efficacité à moyen et à long terme du projet. Il s'agit de la vente groupée des produits, la location des champs, l'adoption des nouvelles variétés de manioc, des nouvelles variétés des semences de maïs (ZM625) et des nouvelles techniques culturales.

Le projet a également valorisé les compétences locales car presque tous les agents ont été recrutés localement et même les achats ont été effectués et les commandes passées localement, ce qui a accru l'économie locale. Ce projet a créé des emplois qui ont valorisé le concept Paix et Sécurité dans la zone.

Dans les Centre de formation créés, toutes les formations ont été épuisées pour la première cohorte. Le Chef de la sous division, représentant du ministère de la Formation professionnelle et des métiers a été impliqué pour organiser le test et décerner les Brevets aux finalistes, une pratique qui a consacré la légalisation de la formation des apprenants en plus de l'obtention de l'arrêté de fonctionnement du Ministère de tutelle rendant les Centres de formation professionnelle autonomes.

Parmi les bonnes pratiques susceptibles d'augmenter l'efficacité à moyen et à long terme entraînées par le projet, on note aussi l'implication des femmes, des jeunes et la mise en place des structures locales de résolution des conflits. Les conflits des pouvoirs sont référés au CCRCC à Kaseghe. Ce qui permet de séparer les pouvoirs et les responsabilités des CGDG, des CCRCC dans le respect de la loi les régissant. Les livrets de la loi foncière ont été élaborés et traduits en swahili puis vulgarisés dans les communautés.

9.6.3. Les mécanismes de maintien des nouvelles compétences acquises

Les procédures de résolution des conflits apprises ont été intégrées dans les pratiques communautaires de résolution des conflits à travers les CPDG sous la présidence des chefs des groupements. Les jeunes ont été formés sur la Résolution 2250, Jeunesse, Paix et sécurité dans tous les 8 groupements cibles. Les jeunes artistes ont bénéficié du renforcement des capacités dans ce projet, cependant pour pérenniser leurs acquis, ils ont exprimé les besoins en instruments musicaux, en renforcement organisationnel du ballet culturel en une structure durable, un renforcement des capacités des jeunes sur la résolution 2250 (Jeunesse, Paix et Sécurité), la mise

en place des comités 2250 à l'exemple des comités 1325, ainsi que la visibilité des structures mises en place.

Les conflits résolus font l'objet des actes de résolution signés entre parties avec les témoins. Les techniques agricoles apprises par les membres des coopératives notamment la fertilisation du sol, le paillage, l'écartement des cultures, l'agroforesterie... sont en train d'être perpétuées par les Coopératives dans les champs communautaires et les champs familiaux des membres ainsi que dans la communauté dont les non-membres des coopératives s'inspirent des pratiques auprès des membres. Les séances de formation des couples modèles ont apporté des changements de comportements au sein des couples cibles, notamment : certains hommes commencent à aider leurs épouses dans les charges jadis consacrées uniquement aux femmes, certains parents qui discriminaient leurs filles dans la scolarisation ont changé d'attitudes, certains couples ont adopté la caisse unique et la cogestion du revenu familiale. Des livrets ont été produits, traduits en swahili puis distribués sur la loi foncière en intégrant les notions du code de la famille. Tous ces mécanismes permettent le maintien des nouvelles compétences acquises en assurant le suivi, en les consignait dans la mémoire collective, en les disséminant dans les pratiques communautaires et individuelles.

9.6.4. Les facteurs externes et environnementaux ayant facilité/affecté le projet

L'agression de la RD Congo par la rébellion de M23 est perçue par certaines personnes comme un mal nécessaire car elle a permis la coalition des groupes armés intercommunautaires contre l'ennemi commun, mais elle a permis aussi les membres des communautés jadis antagonistes de fuir ensemble, de travailler ensemble et de renforcer leur cohésion intercommunautaire. C'est ainsi que la guerre a été un facteur connecteur entre tribus selon certains analystes. Ce qui a facilité la mise en œuvre du projet.

La zone du projet connaît un phénomène très intense de déplacement de la population, cependant, il n'existe aucun camp de déplacés dans cette zone, tous les déplacés ont été accueillis dans des familles, ce qui a réduit leur vulnérabilité tout en accroissant celle des familles d'accueil dont l'accès aux champs est limité par la présence massive des groupes armés exigeant les jetons de sécurité frisant une tracasserie.

Les ex-combattants rendus étaient accueillis au centre de cantonnement de Kasando qui n'existe plus car tous ont été intégrés dans la communauté. Leurs encadreurs étaient les ex-chefs des groupes armés et travailleurs de P-DDRCS, ils ont pris une maison de passage à Kirumba. Parmi les rendus, il y avait des filles et des filles-mères, dont certaines sont actuellement enceintes. Le déplacement causé par la guerre a permis les membres de la Coopérative Kyaghala du groupement Mutanda de se retrouver à Kanyabayonga où ils veulent commencer la culture maraichère, pour accroître le revenu des ménages des membres.

9.6.5. Les facteurs qui ont renforcé ou limité l'exécution du projet

La guerre du M23 est le facteur le plus fatal au projet d'autant plus qu'elle a non seulement créé l'insécurité rendant certains coins inaccessibles, mais elle a aussi occasionné le déplacement massif des populations vivant actuellement dans une misère indescriptible avec toute une cohorte de malheurs. L'inaccessibilité physique et communicationnel du groupement de Luenge ciblé par le n'y a pas permis l'exécution des activités, bien que certaines activités ont été délocalisées. Le changement climatique a occasionné des intempéries qui ont baissé la production agricole aggravant ainsi l'insécurité alimentaire. La prédominance des fermes privées occupant des vastes étendues de terre, de telle sorte que l'accès aux champs par les coopératives

ne pouvait qu'obliger le projet de prendre en location des champs se trouvant dans les fermes des privées. Dans la zone, il n'y a pas de terre sans propriétaire ni appartenant à l'Etat. C'est le constat d'une réalité déplorable à savoir « Trop de terre sans paysans et trop de paysans sans terre ». L'interférence des certains groupes armés dans la gestion de certains conflits sociaux, car en effet, plusieurs entités souffrant de l'absence de l'autorité de l'Etat, de l'ordre public et sécuritaire, laissant ainsi libre champ aux groupes armés.

Toutefois la pré-existence dans la zone des structures de résolution des conflits dans les villages a renforcé l'exécution du projet. Les interventions des autres ONG, par exemple accès à leurs sémences améliorées vulgarisées, l'accessibilité routière des chefs lieux des sept sur huit groupements cibles ont facilité l'exécution des activités. La sécurité assurée par les groupes armés et leur collaboration ont facilité l'exécution des activités dans les zones sous leur contrôle, le droit humanitaire s'étant ainsi imposé. La présence des entreprises locales disposant des compétences a permis la sous-traitance des certaines activités surtout la construction des infrastructures et les offres des biens et services. L'engagement et la souplesse des autorités locales leur ont amené à s'impliquer efficacement aux activités du projet et de les faciliter.

9.6.6. Les causes ayant freiné certains changements attendus

La guerre a freiné les changements qu'on espérait dans le groupement de Mutanda en particulier, en poussant plus de 60% de sa population à se déplacer y compris leur chef de groupement. Le moulin que le CPDG y a reçu comme AGR n'a pas été installé car la guerre a déclenché juste au moment où on voulait l'installer et la population a été dispersée. Les formations ont été organisées dans le groupement de Mutanda mais la population bénéficiaire a fui, et ne pouvait pas mettre les acquis en pratique. La mauvaise gestion des AGR reçues par exemple par le CPDG de Buenge Katero qui a connu une faillite de 28 bidons de carburant reçus, il n'en reste que 2 Bidons. Cela peut aussi résulter d'un manque de suivi ou de mesures correctives efficaces au cours du suivi.

A Luofu, l'AGR du moulin remis au CPDG fait objet d'une forte pression fiscale des services de l'industrie, de DGRAD, DGNRK, de l'Economie et de l'Environnement. Le moulin remis manquait certaines pièces notamment le couroi ainsi que l'abri, le carburant et le soubassement. La population de la zone du projet, surtout à Alimbongo, groupement Utwe dans la chefferie de Bamate se plaint du montant de 1000 FC exigé à chaque adulte par mois pour le jeton de sécurité ainsi que des nombreuses barrières illégales érigées par les groupes armés. Ceux qui ne sont pas en règle subissent des traitements inhumains et dégradants au vu et au su des autorités locales. Le recrutement pléthorique des nouveaux apprenants au Centre de formation professionnelle de Luofu dans le groupement TAMA risque de causer un mauvais encadrement des apprenants. Les conflits de limite entre le groupement Kanyabayonga en territoire de Rutshuru et la Commune de Kanyabayonga dans le territoire de Lubero crée des confusions des compétences de la territorialité. Le moulin reçu comme AGR de CPDG à Kanyabayonga fait face à une forte concurrence et n'est pas rentable, une tendance voudrait liquider le moulin pour commencer la vente du carburant.

Les AGR n'ont pas fait objet de plan d'affaires (Business plan). Ce moulin a comme recette 20kg à 50kg de farine soit 16000FC à 35000Fc par semaine, ce qui est insignifiant face aux charges de CPDG. La création des coopératives dans une zone où la population est habituée à l'esprit humanitaire exige beaucoup de stratégies pour la reconversion des mentalités aussi bien de la population que celle des animateurs du projet. L'encadrement des rendus ayant commencé les travaux HIMO en mars 2024 prévoyait 50jours de travail avant de les amener au Centre de

Formation professionnelle (CEFOP) à Miriki. Cependant, ces travaux sont actuellement suspendus après avoir travaillé dans 13 agglomérations notamment : A Kanyabayonga 21 jours, à Miriki 21 jours, à Kaina 21 jours, à Kirumba 21 jours, à Kikuvo 12 jours, à Kamandi Gite 12 jours, à Kiserera 10 jours, à Musuku 10 jours, à Lunyasenge 10 jours, à Kitsombiro 13 jours, à Kipese 12 jours, à Lubero-Centre 12 jours, à Butembo 13 jours. Et dans chaque communauté où l'on recrute un ex-combattant, on prend deux autres jeunes pour l'accompagner dans la réinsertion.

Au lieu de 165 rendus le projet a enregistré 287 x 3 (dont deux membres de la communauté) les effectifs se sont élevés à 664 bénéficiaires qui sont payés dont 231 ex-combattants parmi eux 18 femmes sont dans le processus de réinsertion. Donc le projet se trouve en difficulté, car le budget prévu ne convient pas pour 664 bénéficiaires pendant 50 jours. Le projet était pour 8 groupements, maintenant le HIMO s'étend sur tout le territoire de Lubero et la ville de Butembo. Le retard de paiement des ex-combattants pour les travaux HIMO était due aux difficultés l'augmentation subite des nombres des jours de 21 à 50 jours d'une part et de l'engouement des bénéficiaires qu'a connu le projet pendant la mise en œuvre. Le changement climatique et la perturbation du calendrier agricole ont affecté la production agricole. L'augmentation de la population par les déplacés internes accueillis dans des familles. Les cultures sont détruites par les bêtes en divagation et en provenance des fermes.

Parmi les facteurs ayant freiné certains changements attendus de ce projet, les défis et les principaux conflits relevés dans la table ronde de Goma, surtout le conflit des limites entre le territoire de Walikale et de Lubero ainsi que le conflit de limites entre le territoire de Lubero (Commune de Kanyabayonga) et le territoire de Rutshuru (groupement Kanyabayonga, chefferie de Bwito). Ces conflits persistent et ont pris une très grande ampleur au point que les dossiers sont traités à un très haut niveau de l'administration du pays. Un autre conflit persiste entre le Parc national de Virunga et la population riveraine et entre le territoire de Lubero et le territoire de Beni.

9.7. Durabilité

9.7.1. L'Engagement des communautés et leurs leaders à perpétuer les œuvres initiées

Certains engagements des communautés et de leurs leaders dans le projet sont verbaux, ce qui les rend susceptibles d'interprétations selon la compréhension, toutefois, la confiance étant la seule garantie, il y a aussi l'avantage de la culture de l'oralité de tenir parole, avec les risques d'abus. CEDERU a reçu une moto et un véhicule pour la supervision des activités, ces engins pourront servir à d'autres projets et activités à long terme. Les structures locales créées (8 CPDG, 3 Comités 1325, 8 Coopératives et leurs 16 cellules, les CCRCS dans Lubero, ...) sont déjà fonctionnelles, dotées des organes permanents et ont reçu des moulins, des équipements, des kits de formation professionnelle très consistants, équipement et matériels de moulins, de Coupe couture, de l'informatique, de coiffure, de tressage, de mécanique moto, de menuiserie, en matériels et équipements de Bureau.

L'implication des autorités locales a permis un transfert et un renforcement des compétences aux services étatiques et la prévention des tensions. Avant d'appuyer les structures, les autorités étaient informées et impliquées, dans le but d'en assurer la sécurité et la viabilité. Les finalistes des formations professionnelles ont reçu des Kits de métiers devant les autorités au cours des cérémonies solennelles afin d'inciter ces derniers à en assurer la surveillance et le suivi de gestion. Certains engagements ne sont pas formalisés et signés, c'est le cas des infrastructures

communautaires mises en place et cédées aux communautés bénéficiaires : cas de dépôts, des centres de formations professionnelles sans engagements signés. Dans le but d'évaluer et réadapter le projet au contexte, les leaders communautaires se sont réunis à Kanyabayonga et en dialogue à Goma où ils ont pris des engagements pour la réorientation du projet.

C'est là que la priorité de l'encadrement des rendus du Centre de Kasando a été définie. Il existe certains engagements signés par les leaders pour la pérennisation du projet. Pour chaque infrastructure construite, un comité de Gestion et de suivi a été constitué et formé (route, centre CEFOP, Dépôts, centre de formation,).

9.8. Genre et diversité du projet

9.8.1. Contribution du projet aux changements durables auprès des jeunes et des femmes

La réhabilitation de la Route Lusogha-Kimaka-Buleusa a facilité la circulation et elle est devenue la route principale utilisée pour atteindre Goma et ses environs en passant par Bwito et Nyanzale. Le recrutement y était équilibré entre jeunes et femmes qui en ont bénéficié des emplois. D'autres avantages de cette route pour les femmes c'est la création des marchés pour les passants : les restaurants, le logement, pour les voyageurs en destination de Goma, de Lubero et de Beni ainsi que le cantonnement, cela en plus de la facilitation du transport et déplacement dans les huit groupements et trois territoires cibles. Cette route favorise aussi l'Évacuation des produits pour les grands centres de consommation et l'approvisionnement facile en produits vivriers ainsi que l'accès facile aux champs (dans la partie Kanyabyunza-Ihembe-pont Luholu).

Ce projet a permis aux rendus d'avoir un emploi et une rémunération en se détournant des idées de rentrer dans les groupes armés. La cohésion sociale entre les rendus et les membres de la communauté a été établi et renforcée. Certaines femmes parmi lesquelles, les femmes ex-combattantes et les épouses des certains combattants ont été employées dans les travaux HIMO aux coté des jeunes. Bien que les jeunes rendus aient été bien accueillis dans leurs communautés, le grand défi reste leur encadrement sans lequel les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets, c'est-à-dire s'ils ne sont pas bien encadrés, ils restent vulnérables et peuvent facilement reprendre les armes ce qui sera beaucoup plus difficile de les convaincre à se rendre. L'expérience de leur encadrement par les travaux HIMO a réduit la délinquance selon les témoignages du Bourgmestre de Kirumba et ils sont considérés comme plus utiles à la communauté que ceux qui sont restés.

Le Centre de formation multi-métiers de Miriki (CEFOP) dispose d'un bâtiment moderne bien construit, d'un Directeur déjà engagé et d'une sentinelle, d'un Conseil d'Administration et un Conseil de Gestion déjà mis en place. Le Chef de la Chefferie et le Sous PROVED de la formation professionnelle et des métiers ont été impliqués dans le recrutement voire dans le fonctionnement. Cependant, ce Centre présente plusieurs défis pour son fonctionnement : Il ne dispose pas encore des outils de travail. C'est après le recrutement encours des formateurs et du personnel administratif qu'un Etat de besoin sera élaboré puis envoyé à CEDERU. Les candidats apprenants ne sont pas encore recrutés, toutefois le Centre dispose d'une liste de 14 Ex-combattants dont l'équipe d'Evaluation a en rencontré 6 dans un échange. Il est prévu de recruter 200 apprenants qui viendront de toutes les entités cibles du projet soit 8 groupements de trois territoires concernés. Il est prévu qu'ils seront dans les familles d'accueil alors que nombreux d'entre eux ont des familles à leur charge. Les dix filières de formation retenues sont définies par l'arrêté de l'autorisation de fonctionnement du Centre, à raison de 25 apprenants par filière. Sur les dix filières, il est prévu de commencer avec 4 filières à savoir : La menuiserie, la mécanique

moto, la coupe et couture et la coiffure. Cependant, sur les 6 apprenants rencontrés, 5 soit 83,3% ont avoué qu'ils n'ont pas choisi parmi les 4 filières retenues car 3 ont choisi l'élevage, 2 ont choisi la boulangerie et un seul a choisi la mécanique-moto. Heureusement que le Directeur en collaboration avec CEDERU qui ont proposé les quatre filières de démarrage car les apprenants n'étaient pas encore recrutés formellement, ont demandé aux apprenants de continuer à choisir les filières préférées car cette question sera discutée en privilégiant leurs choix.

Dans le groupement Ikobo, le Chef de groupement a avoué que sur les 9km de tronçon prévu de réhabilitation de la route, les travaux HIMO ont connu une seule rotation dans la deuxième phase alors que la première était inachevée. Les femmes sont majoritaires dans les 8 Coopératives créées par 1075 membres dont 830 femmes (soit 77,2 %) et 66 ex-combattants soit 6,1%. Les kits de d'hygiène étaient distribués aux femmes vulnérables et les kits de dignité aux hommes. Le projet a permis une participation accrue des femmes dans les postes de prise de décisions et dans la cogestion des biens des ménages.

9.8.2. La participation des femmes et des personnes de 3^{ème} âge à la gestion des structures locales

Le projet a mis en place plusieurs structures communautaires dans le cadre de renforcement de la cohésion sociale, de renforcement économique et de plaidoyer. C'est le cas pour les comités locaux 1325, du réseau des femmes médiatrices membres des mécanismes locaux de négociation et de sécurité au Sud Lubero, Nord Bwito et Ikobo, des AVEC, des Coopératives agricoles, etc. Pour les deux premières catégories de structures, elles sont toutes gérées par les femmes. Pour le reste, elles sont représentées dans les comités de gestion aux différents postes. Elles prennent le monopole des postes de trésorières et souvent de secrétaires et conseillères. Elles s'adonnent à l'assainissement des sites des infrastructures, pour y maintenir la propreté. Dans l'ensemble de structures communautaires mises en place visitées, il a été noté la présence de 15 femmes dans les postes de prise de décisions

Le projet a permis un éveil de la conscience de la femme sur ses droits et obligations à travers les formations et les échanges dans les dialogues des couples modèles. Les femmes ont été sensibilisées sur l'accès des femmes aux postes de prise de responsabilité, sur la cogestion de revenu dans le ménage et sur le leadership féminin.

Les trois Comités 1325 mis en place par le projet à raison d'un comité par territoire sont déjà opérationnels et fonctionnels. Ils ont assuré la sensibilisation sur les Droits des femmes, sur la résolution 1325, sur la participation des femmes dans les espaces de prise de décisions, sur l'autonomisation et auto prise en charge des femmes ainsi que la sensibilisation des groupes armés pour la réduction des violences basées sur le genre.

Les membres ont suivi des formations sur le dialogue et responsabilités, tâches et responsabilités dans les ménages pour influencer positivement les enfants sur le Genre, les violences basées sur le Genre, les us et coutumes discriminatoires. Toutefois ces sensibilisations sont à la base d'un début de changement des comportements des femmes sur leurs droits et responsabilités. S'il est vrai qu'éduquer une femme c'est éduquer toute une nation, de cette réalité renaît l'espoir que les femmes sensibilisées et conscientisées sur le genre, peuvent en inculquer à leurs enfants et produire ainsi un changement global durable des mentalités par rapport au défi d'intégration du genre dans la société.

Les personnes de troisième âge bien qu'elles n'aient pas été ciblées comme tel en fonction de leur âge, elles font partie des groupes ciblés notamment dans les CPDG et parmi les chefs des groupements, des chefferies et les leaders communautaires. Dans ce cadre, ils ont bénéficié de la formation en résolution des conflits et ont participé dans le projet à travers leur contribution à la résolution des conflits dans leurs Communautés.

9.8.3. Réponses aux besoins sexo-spécifiques des femmes

Dans le groupement Matanda à Kikuku, chef-lieu de la chefferie de Bwito, il y avait conflit entre deux femmes responsables du genre, famille et Enfant, ce projet a résolu ce conflit. Depuis les formations en médiation, la plupart de membres des communautés ont eu confiance dans les capacités de médiation des femmes pour résoudre les conflits parmi les besoins sexo-spécifiques, les femmes de Mambasa exprimaient les besoins de rapprochement des lieux de puisage de l'eau de leurs domiciles, elles se plaignaient aussi de la non-participation aux espaces de prise des décisions, des difficultés de transport et de déplacement sur les routes de desserte agricole impraticables, les femmes veulent aussi avoir un cadre spécifique pour leurs rencontres et formations, un espace de type « Maison de la femme » dans la commune de Kirumba, un espace où même les filles pourront se rencontrer pour leurs échanges et renforcement des capacités.

Les femmes ont aussi besoin d'être renforcées en capacités sur les instruments juridiques visant la protection des Droits des femmes et en disposer des copies tels que : la loi portant les droits de la femme et la Résolution 1325. Les équipements du bureau et la sonorisation pour leurs activités et pour location en tant qu'AGR afin de pérenniser les activités de Paix et développement du réseau des femmes médiatrices. En effet, les femmes médiatrices n'ont pas été appuyées en AGR ce qui pose le problème de fonctionnement de leur structure.

La pauvreté pèse lourdement sur les femmes au point où la plupart sont très dépendantes du revenu de leurs maris. L'expérience de l'Association Villageoise d'Epargne et de crédit (AVEC) la seule structure pilote à Ikobo ravivait l'espoir aux femmes d'augmenter leur revenu et par-delà leur autonomie. Cependant, leur pouvoir de cotisation est très faible ce qui fait que la rotation des fonds reste trop lente. L'idée du projet de créer un réseau des AVEC dans la zone qui serait appuyé pour à son tour appuyer les AVEC serait l'idéal avec un accompagnement en gestion. La formation sur la résolution 1325 est encore insuffisante chez les femmes.

Le partage de l'héritage est encore non égalitaire envers les femmes. D'autres besoins sexo-spécifiques exprimés par les femmes de Mambasa en particulier sont : éducation sur les méthodes de naissances désirables ; l'encadrement des filles mères qui sont plus nombreuses que les femmes mariées dans tous les villages de la zone du projet, la formation en entrepreneuriat des femmes, l'obtention d'un moulin et l'accès à l'eau potable, l'accès aux services de maternité, alphabétisation fonctionnelle.

Le dialogue des couples a abordé des thèmes très appréciés, d'autres thèmes proposés par les femmes sont les droits de la femme, la gestion du revenu familial, la sensibilisation par des émissions radio et dans les salles de tous les couples qui veulent. Les coopératives agricoles étant constituées en majorité par les femmes, elles souhaitent être intégrées dans toutes les activités du projet visant les femmes.

9.8.4. Les avantages du projet aux personnes vivant avec handicaps.

Avant ce projet, les personnes vivant avec handicap étaient marginalisées et souvent exclues de la sélection pour certaines activités à cause de leur état physique assimilé aux anomalies. Le principe de leur intégration a été acquis pour les activités du projet et leur présence valorisée. Le Centre des personnes vivant avec handicap physique a été doté de 67 géniteurs des chèvres dont 3 boucs de race améliorée. Un albinos a été élu secrétaire d'une coopérative, une autre personne vivant avec handicap est membre très intelligent et très intègre d'un CPDG. Les personnes vivant avec handicap ont bénéficié des formations et d'appui au CPHP à Kaina mais pas d'appui individuel bien que leurs besoins aient été analysés au début.

9.8.5. La prise en compte de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



Ce projet compte plusieurs initiatives de promotion de l'égalité et de la non-violence notamment : l'identification des défis et entraves pour l'accès à la terre des femmes et des jeunes, accompagnement des jeunes à la sécurisation de leurs droits fonciers, la formation des autorités et autres leaders communautaires sur le genre transformatif, les droits des femmes et les lois qui les protègent ; étude sur les rôles et la participation de la femme dans la prise des décisions, dans la négociation de la paix et la sécurité, mise en place, appui et

redynamisation des comités 1325, les tribunes d'expression populaire entre les femmes et acteurs de sécurité, renforcement des capacités des femmes, mise en place du réseau des femmes médiatrices, etc.

Les efforts sur l'intégration du genre dans la zone du projet sont encore dans une phase expérimentale à travers les dialogues des couples modèles, la sensibilisation sur la résolution 1325 et autres stratégies dans une société prédominée par la coutume et les traditions ancestrales. Au début, les gardiens de la coutume et les maris étaient hostiles à la liberté d'expression des femmes dans les foyers, mais les changements ont été observés grâce aux dialogues des couples qui ont même réduit les violences conjugales. Certaines filles ont même déjà eu accès aux droits à l'héritage. Jusqu'ici la femme ne peut pas encore être chef de groupement chez les Nande à cause des pesanteurs coutumières. Dans le Lubero chez les Bakama, les chefs terriens refusent même aux femmes de négocier les champs. Une fille a choisi la mécanique moto pour sa formation professionnelle, mais elle a résisté après un mois à cause de la moquerie. En outre, la déscolarisation des filles prend de dimensions inquiétantes à cause de l'insécurité dans la zone.

Le taux d'analphabétisme des femmes est très élevé. Les femmes sont pauvres pour la plupart, peu de femmes sont concessionnaires ou propriétaires des terres dans ce milieu. Par ailleurs, bien que la majorité des membres des coopératives soient des femmes, les champs étant situées dans les milieux avec présence des groupes armés qui exigent des jetons de sécurité (soit 1000 FC par personne adulte par mois) faute de quoi aussi des sanctions corporelles sont infligées aux contrevenants, les femmes ne se sentent pas à l'aise pour aller aux champs.

Un autre défi d'intégration du genre reste l'analphabétisme technologique, la non-maitrise de la nouvelle technologie de l'information par les femmes, la sous-estimation des filles et des femmes elles-mêmes. Par exemple de Kanyabayonga à Lubero il y a une seule fille maçonnes. Il y a aussi la mauvaise orientation scolaire des filles par les parents. Les femmes elles-mêmes et les femmes entre elles sont à la base de leur frein dans l'équilibre du genre, soit par leur ignorance, soit par leur auto-sous-estimation soit par leur conception selon laquelle les femmes qui participent dans les activités de visibilité sont de mœurs légères. Les us et coutumes ne permettent pas encore aux femmes d'avoir un mot à dire sur la dot de leurs filles, une coutume qui viole les droits de la femme. Le manque d'adaptation de certaines jeunes femmes aux travaux les amenait à céder les tâches aux hommes, cela augmentait l'effectif des hommes dans les travaux HIMO.

9.9. Mise en place de l'approche fondée sur les Droits de l'Homme dans le projet

Les femmes ont acquis la liberté d'expression et renforcé leur autonomie à travers les AGR de leurs organisations communautaires : Coopératives, Comités 1325, etc.

Dans le réseau des femmes médiatrices, tous les postes sont assumés par les femmes ce qui frise le féminisme au lieu de l'intégration de l'approche Genre qui promeut l'égalité des sexes et l'équilibre du genre. Dans les groupes armés il y a des enfants soldats appelé des petits soldats, qui devraient être démobilisés en vue de jouir de leurs droits de l'enfant, droit à un encadrement adéquat.

La stratégie d'intervention proposée par les membres du Consortium repose sur deux approches à savoir : l'approche fondée sur les Droits humains (HRBA) et ses principes (tels que la participation et l'autonomisation, la redevabilité et le plaidoyer, l'égalité et la non-discrimination et leurs liens avec les mécanismes des droits humains) ainsi que le changement systémique, (c'est-à-dire une transformation de la structure ou de la dynamique d'un système (Système politique, système de marché),).

Dans ce cadre, le projet a initié beaucoup d'activités, des structures et des systèmes visant la promotion de la liberté (d'expression, de choix, d'adhésion, ...), l'accès à justice (résolution gratuite des conflits l'écoute des victimes, l'assistance aux victimes d'injustice, des violations des Droits sur plusieurs aspects...); et de paix (la cohésion sociale, la promotion de la convivialité, du vivre ensemble).

C'est dans ce même cadre que le projet a ciblé les personnes vulnérables ou groupes marginalisés, exclus ou victimes de discrimination : les femmes, les jeunes à risques (ex-combattants), retournés et déplacés, les filles, les personnes vivant avec handicap, personnes de troisième âge, ...

Le changement systématique a aussi été une orientation stratégique de ce projet dans la mesure où des structures nouvelles ont été mises en place et d'autres existantes ont été redynamisées, renforcées en capacités.

9.10. L'analyse des conflits dans la zone d'intention :

L'analyse des conflits pendant la durée du projet était faite régulièrement par les structures locales de paix (CPDG, CLPD, le CCRCC, le réseau des femmes médiatrices, les comités locaux de paix, mais aussi lors de l'analyse trimestrielle du contexte par les partenaires dans le projet.

Le projet envisageait aussi une analyse trimestrielle du contexte qui permettait d'analyser les enjeux et d'adapter les actions et stratégies au contexte sans cesse changeant.

Les CPDG réalisaient aussi les analyses du contexte trimestriellement. La guerre du M23 est le principal facteur de changement du contexte dans la zone du projet. Elle a même exacerbé des nouveaux conflits dans la zone, notamment entre ceux qui ont fui, les retournés et ceux qui sont restés. Il y a des accusations ou trahisons faites par ceux qui sont restés sous le régime du M23 à Rutshuru et ceux qui ont fui. Par ailleurs les déplacés accusent ceux qui sont restés aux groupes armés de Wazalendo qu'ils sont collaborateurs des rebelles du M23 ;

Au cours des focus groups, des entretiens avec les informateurs clés et au cours de l'enquête ménages, les communautés ont fait état de certains conflits liés au contexte de la guerre : notamment, le vol des produits agricoles par les déplacés, les conflits liés à l'insolvabilité des certains déplacés sur les loyers, occupation des salles des classes par les déplacés et leur exposition aux intempéries pendant l'occupation des salles par les enseignements. Certains déplacés sont arrivés récemment dans les milieux, cas des déplacés de Rutshuru et de Masisi dans le groupement d'Ikobo à Buleusa.

Pendant l'exécution du projet, la rébellion du M23 a été plus active dans les groupements de Mutanda et de Kanyabayonga ce qui a occasionné beaucoup d'afflux des déplacés vers Lubero et Kanyabayonga ou Rutshuru nord. La haine est en train d'être remuée pendant la durée de mise en œuvre du projet sur des anciens projets conflits par certaines personnes. Tout compte fait l'instabilité générale créée par la guerre dans la zone du projet a provoqué beaucoup d'autres problèmes qu'il convient de prendre en compte dans les interventions actuellement et dont certains feront l'objet des certaines recommandations de cette évaluation.

9.11. L'adaptation du projet au contexte et au réalités locales

Dans le cadre de l'adaptation du Projet au contexte, le contrat des superviseurs des formations professionnelles et des agronomes ont pris fin au sein de CEDERU, une seule personne est restée point focale du projet au sein de CEDERU, chargé de restructuration. Cette situation est à la base de sa surcharge au point où certaines responsabilités lui échappent parfois. Il existe encore des besoins des projets connecteurs qui peuvent être initiés pour renforcer la cohésion sociale entre communautés des trois territoires cibles par exemple : la construction du Marché de Lusogha, la construction des routes de desserte agricole par des travaux HIMO. Le déplacement des ex-combattants de tous les sites, y compris Butembo et Kikuku car le centre de Miriki est très éloigné, c'est pourquoi le projet va signer des contrats avec des centres de formation professionnelle pour l'encadrement des ex-combattants dans leurs communautés respectives.

Le projet n'envisageait pas une mini table ronde à Kinshasa en préparation de la table ronde de Goma, cette mini table ronde s'est imposé compte tenu du changement du contexte. Les activités du projet ont également intégré les déplacés dans les milieux où ils sont, le cas des déplacés de Rutshuru et de Luenge à Kanyabayonga et à Kirumba. Le Centre de Formation professionnelle de Luofu a adopté l'horaire de 7h00 à 9h00 pour l'apprentissage afin de permettre aux apprenants de vaquer à d'autres occupations notamment d'aller aux champs. Les membres de la Coopérative Kyaghala du groupement de Mutanda en déplacement à Kanyabayonga continuent à se réunir et un suivi régulier des animateurs du projet est assuré.

9.12. Activités prévues non réalisées :

Presque toutes les activités prévues par le projet ont été réalisées à part les suivantes pour des raisons évidentes : La sensibilisation des coopératives minières avec AAP sur les droits de femmes car il a été constaté la non-existence des coopératives minières dans la zone accessible du projet. Une étude qui était prévue sur les problématiques clés identifiées à l'issue de la table ronde de Goma n'a pas été réalisée car le PNUD a réalisé une autre sur la même thématique intitulée « L'Etude et analyse des enjeux et acteurs des conflits pour la stabilisation de la zone prioritaire Bwito-Nord, Lubero-Sud et Ikobo en province du Nord Kivu, par Prof. Jean Bosco Jaribu Muliwavyo et alii., Février 2023 ».

Certaines activités dont les fonds ont été utilisés dans la révision du projet après le dialogue de Goma n'ont pas aussi été réalisées : il s'agit par exemple des séances de psychothérapie, dont les fonds ont été utilisés pour l'organisation du dialogue dans les zones de retour des ex-combattants ; l'organiser du forum provincial de présentation et validation des plans communautaires de paix et des contrats sociaux signés par les membres des communautés locales auprès du parlement et gouvernement provinciaux.

La vulgarisation des plans et engagements issus de différentes rencontres de dialogues (à différents niveaux et auprès des différents acteurs nécessaires) a été jugé non pertinente et les fonds ont été réaffectés en appui au dialogue et à la révision du projet. L'appui aux actions (horizontales) issues des feuilles de route consolidées (fonds flexibles) dont une partie du fonds ont été affectée en appui au dialogue Act.1.2.4, (y compris la table ronde de Kinshasa), à l'appui au CLP (Comité local de Pilotage) et le reste a eu des implications lors de la révision du projet. Jusque-là l'activité de clôture du projet vient aussi d'être réalisé, car prévue à la fin du projet.

Il y a eu également une activité non prévue réalisée c'est le pré-dialogue de Kinshasa appuyé. Cette activité très importante a été exécutée suite aux recommandations des rencontres préparatoires du dialogue de Goma.

9.13. La Contribution du Projet à la transformation des conflits

L'analyse des conflits faite au début du projet avait révélé que dans le Bwito, les jeunes de Bwalanda étaient considérés comme ceux du village des maimai, et ceux de Nyanzale considérés comme du fief de Nyantura. Les autorités ont avoué qu'elles étaient incapables de résoudre ce problème. La zone était caractérisée par la haine, les tueries, les conflits intercommunautaires. Il était inconcevable à Rutshuru de voir un Munyabwisha partager un repas avec un Munande. Les jeunes du territoire de Rutshuru et de Lubero vivaient en inimitié. Au début, les gens pensaient que le projet visait à amener les hutu du Rwanda dans les groupements Tama, Luenge, Musindi, et Itala et pourtant le projet visait la cohabitation pacifique.

Les conflits préexistants dans la zone étaient souvent liés à l'accès à la terre (entre les chefs terriens parfois au sein d'une même famille), conflits identitaires, conflits conjugaux, conflits d'adultères (à Ikobo/walikale), conflits des limites des entités, conflits intercommunautaires (entre hutu et Bakomo à Walikale, entre Nande et Hutu à Rutshuru), conflit de double location de terre, conflit d'héritage de terres et des limites des collines, conflit de non paiement de la redevance au propriétaire ou abus de confiance, les conflits de pouvoir (entre les chefs des groupements). Il y avait également des conflits de cohabitation entre agriculteurs et éleveurs du reste permanents car les champs sont pour la plupart soit à coté soit dans les fermes (dans le groupement Ikala). Il y avait conflit entre deux groupes armés NDC/R et FPP sur le contrôle de l'espace à Ikobo. Ce conflit a été résolu par les structures locales (CPDG, Comité 1325) avec l'appui du projet Muda wa Amani.

Les formations professionnelles et les visites mutuelles pour les activités de convivialités ont contribué à l'amélioration des relations entre ces jeunes. Ce projet a permis de résoudre beaucoup des conflits. A Kibirizi, village Itala, un papa est décédé, sa fille s'est plainte auprès des femmes médiatrices qui ont plaidé en faveur et elle a gagné gain de cause auprès de ses frères, elle a eu sa part d'héritage. Dans le même groupement Mutanda, dans une autre famille où deux parents sont morts, le seul garçon de la famille voulait discriminer ses sœurs sur l'héritage, celles-ci ont contacté le service genre et famille qui, après sensibilisation et écoute de deux parties, a permis un partage équitable de l'héritage et le conflit a été résolu. Dans une autre famille à Kirumba, le père de la famille voulait vendre une partie de sa parcelle et a invité les femmes médiatrices pour participer au partage équitable. A Kirumba le projet a permis de rapprocher les jeunes et les femmes des autorités locales, ils n'ont plus de complexes même lors de la parade populaire organisée chaque lundi par l'autorité communale, ils s'expriment ouvertement sans complexe. Ces exemples montrent que les femmes médiatrices, grâce aux capacités acquises et renforcées sont en train de prendre une place de choix dans la gestion des conflits dans la zone du projet.

Dans Buenge Kataro, le CPDG a résolu le conflit de limite entre deux localités : Musindja du côté de Bunyangenge et Kisaboro coté du village Kyandereme et Bunyangigi. On a fixé des limites qui ont été adoptées par les deux parties. A Bukuba, un conflit de la spoliation du champ opposant deux familles Kihokolo et Matabishi après analyse une partie était cadastrée et l'autre non cadastrée qui a cédée à la première.

A Luofu dans le groupement TAMA, un conflit de vente illégale et illégitime de la Concession de développement espace communautaire (CODELU) par le comité gestionnaire sans consulter la communauté. Ce conflit avait opposé le comité gestionnaire, les acheteurs et les autorités. La résolution adoptée était celle de la restitution de la Concession et remboursement des frais de vente par le comité gestionnaire.

A Kanyabayonga le conflit de pouvoir coutumier entre Mwami Kasindikira et le chef de groupement, deux membres d'une même famille régnante a divisé les membres de la communauté. Certains anciens conflits persistent et prennent des dimensions complexes. Le cas des conflits de limite entre la commune de Kanyabayonga et le groupement Kanyabayonga, (conflit de compétence entre CLPG et CPDG) ; conflit de limite entre la concession de la paroisse catholique et le groupement dans le groupement Kanyabayonga, les conflits entre la population et l'ICCN sur les limites de la chefferie et le Parc national de Virunga ; à cause du projet Muda wa Amani, les gens de Lubero cultivent dans Bwito et les enfants de Bwito étudient à Lubero. Ces quelques témoignages confirment que grâce au projet Muda wa Amani, certains conflits ont été résolus et continuent à l'être. Les leaders de Lubero et de Rutshuru se sont réunis plusieurs fois grâce au projet et ont fait l'état des lieux de la situation de non-paix puis ils ont planifié des actions à réaliser dans les groupements, ils ont même choisi de manière consensuelle la construction du Centre Multi-métiers à Miriki.

9.14. La prise en compte de la gestion de la biodiversité et du changement climatique

Lors de la construction des centres de formations et de la réhabilitation des routes, les normes environnementales ont été respectées par le projet. Pour la construction des ponts on utilisait les coffrages métalliques au lieu des coffrages en bois. Tout le sable pour la construction dans le projet venait de Kanyabayonga pour éviter de vider le sable dans les affluents de la rivière

Luholu. Les effets négatifs du projet sur l'environnement tels que le déblai sur les tranches des routes, les pollutions par les bennes, par les compacteurs manuels étaient minimisés.

Le projet a pris 50 ha des terres en location pendant 3 ans pour l'agriculture et sur lesquelles des techniques agros écologiques ont été appliquées pour la fertilisation du sol (paillage, agroforesterie,) par les coopératives agricoles. Ces pratiques ont contribué à la sauvegarde de l'environnement et la prise en compte de la biodiversité, du changement climatique et de la gestion de l'environnement. La gestion des matériels non dégradables comme sachets, poquet pour pépinières et autres matériels non dégradables, étaient brulés pour la bonne gestion de l'environnement et son respect.

9.11. Le partenariat

Ce projet a été exécuté par un consortium des trois organisations à savoir, HEKS/EPER, AAP, ASP en collaboration avec CEDERU et CRONGD Nord Kivu. Ce projet a bénéficié de l'appui de l'unité d'appui à la stabilisation de la MONUSCO du point de vue programmatique, du financement du fonds de Cohérence pour la stabilisation et de la Gestion des finances par le PNUD ainsi que la vérification de l'alignement du projet à la stratégie nationale de stabilisation par le P-DDRCS. La Contribution des partenaires a été respectueuse des engagements de chacun dans une bonne collaboration vers l'atteinte des objectifs assignés. Le projet s'est intégré à d'autres interventions dans la zone d'intervention tout en gardant son originalité et sa spécificité en tant qu'expérience pilote dans la zone.

X. LES RECOMMANDATIONS

Tableau 5 : Les recommandations

N°	Constat majeur	Recommandation	Actions/ Stratégies	Responsable
1	Le Projet Muda wa Amani a contribué de façon remarquable à son objectif global à travers ses trois objectifs spécifiques ou stratégies en vue de réalisation des résultats à court, à moyen et à long terme ; au vu des changements observés sur le terrain, des structures communautaires créées et rendues opérationnelles, de la satisfaction des groupes cibles et bénéficiaires impliqués, des appuis apportés aux bénéficiaires et aux communautés, des services rendus... Les témoignages récoltés à travers les focus groups, les avis des informateurs clés, les données collectées à travers l'enquête ménages, tous ces résultats confirment que ce projet a contribué à son objectif global et a produit des changements et des impacts attendus et inattendus dans ses trois volets.	Ce projet était une initiative pilote innovante dans le domaine de stabilisation dans la zone, il nécessite d'être poursuivi, pour continuer l'œuvre amorcée, soutenir et assurer la pérennisation des acquis.	Planifier la prochaine phase, Valider et Financer la prochaine phase.	HEKS/ EPER Bailleur des Fonds
02	La Table ronde de Goma avait recommandé la création d'une commission mixte constituée des membres du gouvernement, de HEKS/EPER et ses partenaires, des leaders communautaires, de la société civile et des jeunes de deux cotés pour résoudre le problème des limites entre le territoire de Walikale et Lubero à Munzoa (coté Lubero) groupement de Luenge.	- La Commission mixte multi-acteurs recommandée par la table ronde de Goma devra être constituée et rendue opérationnelle pour réaliser la mission lui confiée (Muzoa et Kanyabayonga)	-Assurer le suivi du plaidoyer mené auprès du ministère de l'Intérieur en vue de la constitution et le déploiement de la Commission.	HEKS/EPER ET ASP

03	Les travaux HIMO sur le tronçon Busogha-Kimaka-Buleusa qui prévoyaient 28 km, dont 9 km à Rutshuru, 9 km à Lubero et 9km à Walikale ont été effectués pendant 16 jours à Ikobo au lieu de 6 mois et le pont Luholu n'a pas été réhabilité.	La Communauté d'Ikobo a recommandé de finaliser les travaux HIMO par le rechargement, la construction des caniveaux et des pentes mais aussi continuer sur d'autres tronçons ainsi que la réhabilitation du pont Luholu.	-Appuyer les Travaux HIMO sur les tronçons KIMAKA et IKOBO -Plaider pour la Réhabilitation du pont LUHOLU,	HEKS/EPER P-DDRCS
04	Certains engagements des certains leaders ne sont ni formalisés ni signés, ce qui dénote d'un déficit administratif dans l'appropriation des certains acquis.	Les engagements des leaders devront être formalisés et les responsabilités des uns et des autres ainsi que les limites de responsabilités clairement précisées.	-Formaliser tout les engagements et responsabiliser les autorités locales, -Assurer le suivi des engagements	ASP ET CRONG NORD KIVU
05	La structure CPDG est déjà rendue fonctionnelle et opérationnelle dans tous les groupements, mais son fonctionnement n'est pas uniforme et conforme à la loi dans tous les groupements, dans la mesure où les commissions ne sont pas fonctionnelles dans tous les CPDG.	Il faudra rendre toutes les commissions opérationnelles dans tous les CPDG en renforçant les capacités des leurs membres dans leurs domaines respectifs : Commissions de Paix et résolution des conflits, commissions de développement et protection, commissions humanitaires et commissions de l'Environnement.	-Rendre opérationnelles toutes les commissions au sein des CPDG.	ASP et CRONG Nord Kivu
06	Le moulin offert en AGR au CPDG du groupement TAMA à Luofu est fonctionnel mais il a été installé avec des dettes car il manquait le couroi, un abri, du carburant ainsi que le soubassement. En plus, ce moulin connaît des tracasseries fiscales des services de l'Industrie, de la DGRAD, de la DGNRK, de l'Economie et de l'Environnement. Les	Il faudra sécuriser les engins remis en AGR aux bénéficiaires contre les taxes et assurer le suivi efficace de leur fonctionnement.	-Plaider pour l'exemption des taxes pour les AGRs mises en place par le projet -Renforcer les capacités des Gestionnaires des AGR	P-DDRCS HEKS/EPER ET CEDERU

	compresseurs remis aux finalistes en mécanique-moto n'ont pas de tuyaux, certains n'ont pas encore commencé à les utiliser, et les coiffeurs ont manqué des toges.		-Assurer le suivi de fonctionnement des AGR -Sensibiliser les bénéficiaires des AGR sur leurs devoirs civiques et fiscaux.	HEKS/EPER, CEDERU et P-DDRCS Partenaires Techniques
07	Les jeunes ex-combattants ont abandonné leurs biens lorsqu'ils ont intégré les groupes armés, cependant, à leur retour ils ont trouvé que leurs biens ont été soit perdus soit accaparés par d'autres compatriotes.	Il faudra analyser les conflits latents entre les combattants et ceux qui ont récupéré leurs biens abandonnés et y proposer des solutions appropriées.	-Renforcer les dialogues dans les zones de retour des ex combattants	P-DDRCS, HEKS et ASP
08	Les jeunes rendus encadrés dans les travaux légers HIMO pour un délai de 50 jours, se sont plaint d'être sortis du Centre misérablement (avec un seul pantalon, un seul soulier et sans argent) pour eux la durée 21 jours d'attente de paiement de leur rémunération de 5\$us par jour est trop longue car ils contractent des dettes et vivent au dépend de leurs familles alors qu'ils ont des dépendants et donc ils constituent une surcharge aux familles d'accueil. En outre les retards de paiement peuvent les décourager et les amener à regagner les groupes armés.	Il faudra revoir le délai de paiement des rendus bénéficiaires des travaux HIMO comme ceux encadrés par OIM soit 10 jours après et si possible à la fin de chaque semaine.	-Aligner le paiement des ex-combattants sur la résolution du comité de coordination (tous les 10 jours) -Mener simultanément les travaux HIMO avec les activités des compétences de vie. -Signer un protocole de collaboration avec les zones de santé de la Zone du projet pour la prise en charge médicale des rendus	HEKS/EPER
09	Au moment de cette évaluation les rendus étaient selon le secrétaire du centre de P-DDRCS Kirumba au nombre de 264 personnes avec 543 dépendants en attendant la mise à	Il faudra intégrer les dépendants des rendus (surtout leurs femmes et maris) dans un petit emploi pour accroître le	-Intégrer les dépendants des ex-combattants dans les travaux HIMO	HEKS/EPER et P-DDRCS

	jour des effectifs. Ils proviennent de 37 groupes armés, de 73 groupements, 99 villages et de 6 Territoires/villes dont Lubero, Ville de Beni-ville de Butembo Masisi, Rutshuru et Walikale. Certains ex-combattants sont allés dans des groupes armés avec leurs familles d'autres en ont eu dans les groupes armés, ils ont de dépendants qui leur constituent des charges.	revenu du ménage, même en tant que membres de la communauté selon la proposition de P-DDRCS.	-Sensibiliser la Communauté pour accepter les dépendants des Ex-combattants dans les travaux HIMO comme membres de la communauté.	
10	Les ex-combattants sortis du Centre de cantonnement de Kasando se sentent lésés par leur manque de certaines faveurs par rapport à leurs collègues en provenance de Mubambiro, notamment : ils n'ont amené que les fiches d'engagement, ils n'ont pas les macarons et des cartes de démobilisation et leurs dépendants n'ont pas été intégrés dans les travaux HIMO.	Il faudrait accélérer le processus de leur trouver les documents et intégrer leurs dépendants aussi dans les travaux légers HIMO.	-Appuyer la mission du Coordo OPS national pour identifier les filières et délivrer les cartes démobilisées.	P-DDRCS et HEKS EPER
11	Etant donné que ce sont les rendus qui sensibilisent et facilitent la démobilisation de leurs collègues, leur déception peut compliquer le processus de démobilisation.	Une attention soutenue et une bonne communication permanente devraient être accordées aux rendus pour pérenniser les acquis du projet et éviter les risques prévisibles et imprévisibles de leur comportement.	-Organiser 2 fois par semaines les réunions avec les ex combattants.	P-DDRCS, HEKS EPER
14	Etant donné que les matériels utilisés par les ex-combattants dans les travaux légers sont ceux déjà utilisés dans les rotations précédentes (à Busogha), ces matériels ne sont plus efficaces et d'autres manquent aussi bien pour les ex-combattants que pour leurs superviseurs.	Pour un travail efficace et performant de HIMO par les rendus, il faudrait les appuyer et renouveler leurs matériels de travail (houe, bèches, salopettes, godions et casques...) pour les ex-combattants et pour leurs superviseurs.	-Renforcer les matériels de travail HIMO des bénéficiaires.	HEKS/EPER
12	La formation professionnelle ayant produit des changements dans la vie des bénéficiaires à Luofu, les	Les Centres créés n'ayant pas la capacité d'accueil des effectifs	-Organiser des ateliers de réflexion et de	HEKS et P - DDRCS

	candidats apprenants sont venus en masse prendre les inscriptions au point où les effectifs actuels sont élevés à 165 apprenants dont 104 en coupe et couture.	pléthoriques ni les matériels didactiques pour un bon apprentissage, il faudra statuer urgemment sur les stratégies efficaces en vue de gérer cette situation qui risque de ternir l'image du projet et de ses partenaires (HEKS et ses partenaires de mise en œuvre).	sensibilisation pour régler le fonctionnement des centres de formation professionnelle	
13	Les trois Centres de formation professionnelle créés par le Projet Muda wa Amani et construits en planches étant déjà remis aux communautés et dotés des arrêtés de fonctionnement du Ministère de tutelle consacrant ainsi leur autonomie, il se pose un problème de l'auto-prise en charge pour un fonctionnement efficace. C'est pourquoi, dans la prochaine phase qui prévoit la signature de contrat de collaboration entre HEKS/EPER pour le Projet Muda wa Amani, et ces Centres qui étaient gérés par CEDERU puis remis aux groupements, des entités sans moyens ni capacités de gestion efficace, présentent le risque d'échec de ces acquis si les dispositions nécessaires ne sont pas prises. Cela d'autant plus que les finalistes de la première promotion ont reçu des kits qui restent une référence à sauvegarder pour les nouveaux apprenants recrutés.	Les trois centres de formation professionnelle construits en planches ont besoin de construction en dur, d'équipements et d'appuis en AGR pour garantir la pérennisation de leurs acquis et leur viabilité.	-Construire en dur, -Equiper les Centres, -Appuyer les centres de formation professionnelle construits en planches en AGR pour le fonctionnement	Bailleur et HEKS/EPER
14	Parmi les contraintes de la démobilisation des combattants à Buleusa, les membres de la communauté ont relevé de façon spécifique la difficulté des parents à pouvoir payer l'autorisation de sorties aux chefs des groupes armés, soit l'équivalent de deux chèvres.	Le projet devra ainsi envisager la possibilité de subvenir à ce besoin des parents dont les enfants voudront se démobiliser mais ne le peuvent pas à cause de la pauvreté de leurs parents.	-Sensibiliser les groupes armés à libérer les candidats à la démobilisation sans contre partie	P-DDRCS

15	Les AVEC sont aussi une nouvelle forme d'associations à vocation économique pour les pauvres. Elles ont fait leurs preuves dans certains milieux, par exemple par certains partenaires de HEKS /EPER tels que CACDI dans le groupement Muvunyi shanga dans le littoral de Masisi, et par AVREO à Rutshuru. Cette initiative semble être nouvelle dans la zone du projet Muda wa Amani, avec beaucoup de faiblesses.	Le renforcement des capacités (par des formations, visite d'échange, appuis financiers à travers le réseau des AVEC (RAVEC) pour accroître le capital...) et le suivi de proximité sont nécessaires pour atteindre les résultats efficaces des AVEC auprès des bénéficiaires.	-Mettre en place le RAVEC -Renforcer les capacités financières de RAVEC Appuyer les AVECs membres	HEKS et CEDERU
16	Les livrets ont été produits, traduits en swahili puis distribués sur la loi foncière en intégrant les notions du code de la famille,	Ces livrets devront aussi faire objet des boîtes à images afin de faciliter la vulgarisation de leurs matières au sein des communautés dont le taux d'analphabétisme chez les femmes en particulier est assez élevé.	-Traduire les livrets en boîte à images pour vulgarisation	AAP
17	Les travaux légers de HIMO sont actuellement suspendus alors que les rendus n'ont pas encore totalisé les 50 jours promis,	Des dispositions doivent être prises pour reprendre les travaux HIMO interrompus afin d'éviter le temps mort d'oisiveté des ex-combattants au risque d'être démotivés et tentés par le diable des armes.	-Accélérer le plaidoyer pour démarrer la 2 ^e phase du projet,	HEKS/EPER
18	Les Ex-combattants et leurs dépendants ont vécu des expériences désastreuses et traumatismes dans les groupes armés ainsi que dans leurs conditions difficiles de cantonnement, tout comme leurs conditions de vie misérables actuelles.	Les rendus et leurs dépendants devraient avoir une assistance psycho-sociale régulière et pour certains cas des interventions individualisées. Leurs besoins étant de plusieurs ordres, une assistance holistique devrait être envisageable, éventuellement une négociation du Food for Work auprès du PAM	-Renforcer les activités d'assistance psycho sociale en respectant l'échelle d'intervention	HEKS/EPER

		pourrait permettre de lutter contre leur malnutrition et surtout celle de leurs dépendants dont les cas sont avérés.		
19	Le projet Muda wa Amani dispose d'une seule Psychologue du reste insuffisante pour couvrir les besoins en assistance psycho-sociale de la vaste étendue du projet. C'est pourquoi des APS ont été recrutés mais ils n'ont travaillé que pendant un mois au lieu de six mois du contrat selon certaines informations reçues sur terrain. Pour l'assistance psychosociale, sur 23 Assistants psychosociaux formés, 14 soit 60,9% ont été utilisés par ailleurs les informations recueillies sur terrain révèlent que les APS sur 6 mois contractés ont travaillé durant un seul mois. Les besoins des bénéficiaires du projet en assistance psychosociale sont encore énormes aussi bien les besoins des groupes que les besoins spécifiques des cas individuels.	Pour un travail de qualité compte tenu du nombre élevé des cas, de l'étendue de la zone du projet et pour plus d'efficacité, il serait mieux d'augmenter le nombre des psychologues, au minimum deux avec un temps suffisant sur terrain et non au Bureau à Goma et augmenter le nombre d'APS, de préférence, former les APS parmi les agents des structures sanitaires pour permettre de poursuivre les services même après le projet, mais aussi renforcer la composante santé mentale dans les paquets minimums d'activités des Centres et postes de santé de la zone du projet.	-Diagnostiquer les services existants dans les structures sanitaires de la zone du projet, - Evaluer les services des APS existants, et -Former les ASP dans les structures sanitaires, -Collaborer avec un partenaire dans la prise en charge de la psychose	HEKS/EPER
20	L'expérience pilote de l'AVEC à Ikobo ravivait l'espoir aux femmes d'augmenter leur revenu et par-delà, leur autonomie financière. Cependant, leur pouvoir de cotisation est très faible ce qui fait que la rotation des fonds reste trop lente.	Les femmes ont rappelé l'idée originelle du projet MUDA WA AMANI de créer un réseau des AVEC dans la zone qui bénéficierait d'un renforcement des capacités et serait appuyé pour à son tour appuyer les AVEC ainsi qu'un accompagnement en gestion.	-Mettre en place le réseau des AVEC dans la zone du projet, -Renforcer les capacités de RAVEC et des AVECs	HEKS/EPER

21	L'initiation des activités de développement ou d'autopromotion en général et des coopératives en particulier dans une zone où la population est habituée à l'esprit humanitaire exige beaucoup de stratégies pour la reconversion des mentalités aussi bien de la population que des animateurs du projet.	C'est ainsi que les modules de formations tels que : La pédagogie de l'autopromotion, l'Empowerment, la gestion participative de Cycle de projet, (Planification, suivi et Evaluation participatifs), sont indispensables pour la reconversion des mentalités de l'esprit humanitaire à l'esprit de l'autopromotion, pour combattre l'attentisme et créer l'esprit d'auto prise en charge.	-Renforcer les capacités du personnel du projet en pédagogie de l'autoprise en charge et - Gestion participative de Gestion de projet.	HEKS/EPER
22	Certains équipements reçus dans le cadre du projet manquaient certains intrants ou pièces, d'autres étaient non conformes aux normes.	- Il est prudent de vérifier et tester les équipements techniques, vérifier le kit à la remise puis signer le bon de livraison et le bordereau d'expédition. - Par ailleurs, non seulement il faudra accompagner les bénéficiaires dans la gestion de leurs équipements mais aussi en assurer le suivi par les personnes en disposant des capacités/expertises.	-Produire régulièrement le rapport de remise des kits et de leur test de fonctionnement. -Accompagner les bénéficiaires dans la gestion et assurer le suivi des équipements/ AGR sur base des outils appropriés.	CEDERU (Elaborer les outils) HEKS/EPER P-DDRCS
23	Compte tenu de l'effectif très important des ex-combattants qui viendront suivre la formation professionnelle au Centre multi-métiers de Miriki. Certains apprenants sur les 14 qui figurent sur la liste du Centre ne retrouvent pas leurs choix dans les filières prévues pour le démarrage	- Il faudra revoir la planification et prioriser les filières par lesquelles commencer à partir du choix des apprenants. - Il y a lieu d'intégrer l'élevage parmi les filières de démarrage, car il a été un choix parmi les priorités.	-Organiser une rencontre d'harmonisation entre l'équipe du projet, la S/Division Formation Professionnelle et Métiers, P-DDRCS et les Gestionnaires de Centre sur	HEKS/EPER.

	Il est prévu qu'ils seront accueillis dans des familles et eux aussi ont des dépendants.	- Il est important d'organiser un atelier de réflexion pour analyser toutes les contraintes qui se dégagent dans l'opérationnalisation du Centre multi-métiers de Miriki et d'envisager des actions préventives et correctionnelles.	l'opérationnalisation des filières conformément aux besoins des bénéficiaires.	
24	Les Coopératives agricoles sont une bonne stratégie de développement rural endogène des paysans. Cependant, elles s'adonnent encore presque toutes aux cultures vivrières sans perspectives à long terme.	- Il est indispensable pour pérenniser des activités des Coopératives agricoles, de commencer à investir en ayant chacune un dépôt, un champ propre, ainsi que dans les cultures de rente telles que : le caféier, le cacaoyer, les avocatiers, des bananeraies, des palmeraies, des ananas, des cannes à sucre, etc. En vue de revivifier et diversifier l'économie locale - Il serait aussi stratégique d'associer l'agriculture à l'élevage.	-Partager avec le Gouvernement Provincial et le P- DDRCS les possibilités de viabilité des Coop Agricoles à travers les cultures pérennes et l'élevage (l'AGRO PASTORAL)	HEKS/EPER
				Objectifs stratégiques
25	Le dialogue des couples est une activité très appréciée par la communauté de la zone du projet, cette innovation qui s'inscrivait dans le dialogue démocratique a apporté beaucoup des changements dans l'intégration et la promotion du genre au sein de la communauté cible du projet ainsi que des changements au sein des couples modèles. Dans une société où les femmes étaient privées de plusieurs droits, cette activité permettait d'identifier à	- Ainsi donc, la communauté de la zone du projet a proposé d'élargir le cercle de cette activité à tous les couples qui le souhaitent et l'organiser comme des forums d'échanges ouverts entre les femmes et les hommes à travers des séances de sensibilisation dans tous les sites cibles du projet.	-Renforcer les dialogues des couples et les FORA communautaires, -Mettre en place les comités 2250 et -Sensibiliser les jeunes sur les pratiques respectueuses du Genre et des droits des femmes.	AAP et HEKS

	travers les groupements, les églises, les autorités et les jeunes, les couples en difficultés qui suivaient des séances de sensibilisations sur des thèmes spécifiques tels que : La femme et la coutume, le renforcement de la cohésion au sein des couples, la cohabitation et renforcement des liens conjugaux, la scolarisation des filles, la discrimination des filles dans la scolarisation... Beaucoup des couples sont intéressés par cette activité qui a permis aux femmes de s'exprimer librement, de dire tout haut ce qu'elles pensent et disent tout bas.	- Il faudra intégrer aussi dans les séances les jeunes et les sensibiliser sur le mariage et d'autres thématiques de leur choix.		
26	Le groupement d'Ikobo dans le secteur des Wanyanga en territoire de Walikale est enclavé, les membres de la communauté ont souhaité l'initiation des activités visant à renforcer la cohésion sociale entre jeunes et de créer les activités de convivialité et de détraumatisation des masses.	Dans le but de renforcer la cohésion sociale le projet devra appuyer l'aménagement du terrain de Football disponible mais en mauvais état dans cette entité.	-Appuyer les jeunes dans l'aménagement du terrain de Football à Buleusa.	AAP
27	Le projet Muda wa Amani a mis en place des structures communautaires de paix et de développement (CPDG, Coopératives agricoles, comités locaux 1325, CCRCC, AVEC, ...). Ces structures ont des missions spécifiques à vulgariser dans la communauté.	Les structures mises en place par le projet devraient être dotées de visibilité ou identifiants pour la vulgarisation de leurs missions, pour la sensibilisation de leurs groupes cibles et la sécurisation de leurs membres au cours de leur travail.	-Doter les structures locales des identifiants et autres matériels du travail	HEKS/EPER
28	Le Service Femme et Famille du groupement d'Ikobo dispose d'un terrain accordé aux femmes pour y construire leur maison qui servirait à plusieurs structures et activités des femmes dans ce groupement. Les besoins exprimés d'utilisation de cette construction sont : une salle	Il serait important d'appuyer la construction d'une maison de la femme sur le terrain accordé au service du Genre, femme et famille du groupement Ikobo à Buleusa qui	-Construire la Maison de la Femme à IKOBO avec une salle polyvalente comme AGR.	HEKS EPER et le Bailleur

	polyvalente pour les femmes, le Bureau du service Genre, Famille et enfant, l'espace sûr pour les femmes, pour écoute des femmes victimes des violences, pour les activités d'assistance psychosociale, les réunions des femmes et de leurs associations (AVEC, Comité 1325, ...). Cette salle servirait aussi pour les cérémonies comme AGR des femmes.	servirait pour toutes les activités des femmes dans ce milieu enclavé.		
29	Le projet Muda wa Amani est une initiative complexe, dans une zone à risque, avec un groupe cible très sensible. Les parties prenantes sont en interactions continues pour une réussite commune et partagée. Cette dynamique exige une communication permanente et sans zones d'ombres.	- HEKS EPER et P-DDRCS devraient améliorer et harmoniser leur système de communication dans ce projet en vue d'éviter le malentendu qui risque de causer des incohérences nuisibles dans ce projet dont les groupes cibles sont très sensibles avec des réactions imprévisibles. - De même la question sur les modalités de suivi des activités et du contexte du projet par le P-DDRCS devra être clarifiée dans la prochaine phase du projet en s'inspirant de l'expérience de l'époque du STAREC et de SSU si possible. - Comme le Contrat entre le PNUD et le Projet Muda wa Amani va arriver à terme au 31 mai 2024, il faudra saisir l'opportunité pour clarifier ces	-Désigner un point focal du projet muda wa Amani au sein du P DDRCS -Planifier les missions (P-DDRCS) avec un chronogramme et le Budget y relatif -Redynamiser le comité de Coordination ; -Mener un plaidoyer auprès du Gouverneur de Province pour convoquer le Comité Technique Provincial (pour discussion sur le Fonds de suivi du P-DDRCS)	P-DDRCS Bailleur et P-DDRCS Bailleur et P-DDRCS P-DDRCS

		questions dans le prochain contrat avec le remplaçant de PNUD.		
30	Le CPDG Buenge Kataro Chef-lieu du groupement Itala est entrain de connaitre un échec dans la gestion de son AGR de vente du carburant. En effet, sur les 28 Bidons de carburant reçus, il ne reste que 2 bidons, trop de dépenses ont été engagées par rapport aux recettes, ainsi, au lieu d'accroître, les recettes diminuent.	-Par ailleurs il est important de commencer par un Business plan (Plan d'affaire) avant d'envisager tout projet d'AGR d'investissement afin d'en circonscrire les possibilités de réussite et d'éviter l'échec.	-Elaborer le Business plan pour chaque AGR octroyée aux Communautés	HEKS/EPER ET PARTENAIRES

LES ANNEXES

Annexe 1 : List des personnes contactées

Site	Personnes contactées
Kirumba	• Point focal de HEKS EPER pout le projet MUDA WA AMANI • Chef de groupement de Matanda • Bourgmestre de la Commune rurale de Kirumba • Secrétaire du centre de P-DDRCS à Kirumba • Point focal AAP • Point focal CRONGD • Point focal CEDERU • Point focal ASP
Ikobo	• Chef de groupement d'Ikobo, • Directrice du centre de formation professionnelle • Un jeune bénéficiaire et artiste
Miriki	• Directeur du centre multi métiers de Miriki
Luofu	• Le secrétaire administratif du groupement Tama
Kanyabayonga	• Chef de groupement Kanyabayonga et • Chef de service développement
Mambasa	• L'agronome du groupement Utwe
Goma (réunion)	• Chargé de sensibilisation et démobilisation PNUD • Coordinateur provincial P-DDRCS • Coordo provincial adjoint P-DDRCS chargé des opérations • Program manager HEKS EPER • Chef de projet HEKS EPER • Psychologue HEKS EPER • Coordinateur CRONGD Nord-Kivu • Chargé des programme ASP • Coordinateur ASP • Chargé des programmes CEDERU. • Directeur CEDERU.

Annexe 1 : Questionnaires d'enquête

INFORMATEURS CLE

Chef de projet EPER, Chef de projet ASP et Chef de projet AAP, CRONGD, CEDERU ; PNUD, l'Unité d'appui à la stabilisation de la MONUSCO, P-DDRCS, Secrétaire Exécutif du CRONGD NK Autorités locales, Société civile, Services de sécurité

EFFICIENCE

- 1) *Dans quelle mesure le projet a-t-il utilisé les ressources pour obtenir les résultats ? (Bénéfs et partenaires)*
- 2) *Le projet était-il suffisamment équipé en ressources humaines, systèmes financements et soutien administratif ? (Tous)*
- 3) *Les activités réalisées et autres services fournis par le projet ont-ils été fondés sur une bonne analyse de besoins et des droits de la communauté ? (HEKS, AAP ? ASP ? CRONGD, CEDERU)*
- 4) *Quelles sont vos perceptions en ce qui concerne votre participation à toutes les étapes du projet (planification, mise en œuvre et évaluation) ? (Détenteurs de droits et autorités)*
- 5) *Dans quelle mesure le projet exécuté a produit les effets positifs ou négatifs souhaités et envisagés (bénéfs et partenaires)*
- 6) *Quels sont les changements positifs ou négatifs, attendus ou inattendus, et durables engendrés par les activités mises en place et attribuables à ces activités. (Tous)*
- 7) *Dans quelle mesure la viabilité des structures communautaires (CPDG, CCRCC, Coopératives agricoles, AVEC, Comités locaux) initiées par ce projet est-elle assurée ? (Bénéfs et partenaires)*
- 8) *Les nouvelles compétences reçues ont elles entraîné auprès des participants au projet des pratiques susceptibles d'augmenter leur efficacité en moyen et long terme ? (Bénéfs et partenaires)*
- 9) *A quel point le projet a-t-il été facilité ou affecté par les facteurs externes et environnementaux ? (Tous)*
- 10) *Si les changements attendus n'ont point eu lieu, quelles ne sont les causes ?*

IMPACT, DURABILITÉ

- 1) *Les communautés, leurs leaders s'engagent-ils à perpétuer les œuvres initiées par le projet ? (Tous)*
- 2) *Dans quelle mesure les bénéficiaires ciblés pensent-ils qu'ils maintiendront les nouvelles compétences, connaissances, attitudes et comportements qu'ils ont adoptés pour maintenir les acquis du projet ? (Bénéfs et partenaires)*
- 3) *À quels défis, le cas échéant, sont-ils confrontés à cet égard ? (Bénéfs et partenaires)*

GENRE ET INCLUSIVITÉ

- 1) *Est-ce que les acquis du projet (la construction du centre de Miriki et la réhabilitation du tronçon Lusogha - Kimaka - Buleusa) ont contribué à des changements durables auprès des jeunes et des femmes équitablement ? (Tous)*
- 2) *Comment les communautés et plus particulièrement les femmes et les personnes de troisième âge vont pérenniser les acquis de la participation de la femme dans les instances de prise de décision (Tous)*
- 3) *Dans quelle mesure le projet a-t-il profité aux personnes handicapées ? (Tous)*
- 4) *Quels étaient les défis et les réalisations en matière d'intégration de la dimension de genre ? (Femmes, bénéfices et partenaires)*
- 5) *Comment l'approche fondée sur les droits a-t-elle été utilisée dans le projet et parmi les partenaires d'exécution ? (Bénéficiaires et partenaires)*

LA SENSIBILITÉ AUX CONFLITS

- 1) *Existe-t-il ou pas d'une analyse des conflits dans la zone d'intention ? (Partenaires et informateurs clés)*
- 2) *Quelles les Stratégies adoptées pour assurer l'adaptation du projet au contexte ? (Tous, partenaires)*
- 3) *Des analyses du contexte pendant la période d'exécution du projet étaient-elles fréquentes ou pas ? (Bénéficiaires et partenaires)*
- 4) *Quelles Stratégies adoptées pour assurer l'adaptation du projet aux changements du contexte ? (Tous)*
- 5) *Comment le contexte de la zone d'intervention du projet a-t-il été analysé au départ (Partenaires)*
- 6) *Comment le contexte de la zone d'intervention du projet a-t-il évolué ? (Tous Partenaires et bénéfices)*
- 7) *Quels sont les changements que le projet a suscités dans le contexte ? (Tous)*
- 8) *Comment le projet a-t-il été adapté au contexte ? (Tous)*
- 9) *Quels sont les effets de l'adaptation ou non du projet au contexte ? (Tous)*

LA TRANSFORMATION DES CONFLITS

- 10) *Quels sont les conflits qui existaient dans la zone d'intervention ? (Tous)*
- 11) *Comment le projet a-t-il contribué à la transformation des conflits dans la zone d'intervention ? (Tous)*

L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL

- 1) *La gestion de la biodiversité, et changement climatique et la gestion de l'environnement ont-ils été pris en compte ? (Tous)*
- 2) *Quels ont été les effets négatifs ou positifs du projet sur l'environnement ? (Tous)*
- 3) *Si le projet a utilisé les matériels comme sachet, poquet pour pépinières et autres matériels non dégradables, comment ces matériels ont été gérés pour la bonne gestion de l'environnement ? (Bénéficiaires et partenaires)*

LE PARTENARIAT

- 1) *Les partenaires ont-ils contribué de manière suffisante et optimale aux résultats du projet ? (Tous)*
- 2) *Le projet a-t-il été correctement intégré à d'autres interventions dans la zone d'intervention ? (Tous)*

QUESTIONS SPECIFIQUES

- 1) *Combien des solutions communautaires consensuelles mises en place par le groupe cible du projet pour la consolidation de la Paix et le développement ici ? (Pour les autorités locales et informateurs clés sur le terrain)*
- 2) *Quels étaient les problèmes majeurs de votre zone/village (pour les autorités locales et informateurs clés sur le terrain)*
- 3) *Combien d'initiatives visant l'égalité et la non-violence menées par les participants aux programmes d'éducation de HEKS/EPER en matière de Droits et de transformations des conflits sur votre propre initiative ? (Pour les autorités locales et informateurs clés sur le terrain)*
- 4) *Combien d'actions pratiques communes visant à surmonter les griefs entre deux ou plusieurs groupes identitaires comptez-vous dans votre milieu ? (Pour les autorités locales et informateurs clés sur le terrain)*
- 5) *Quels sont les services d'appui spécifique fournis aux femmes vulnérables ? (Pour les autorités locales et informateurs clés sur le terrain)*
- 6) *Combien de structures créées pensez-vous être efficaces et durables dans votre village ? (Pour les autorités locales et informateurs clés sur le terrain)*
- 7) *Combien des structures accompagnées ont atteint le seuil d'efficacité / durabilité*
- 8) *Combien d'actions de plaidoyers effectués en faveur de la résolution des conflits par les IP (Rapport de suivi de la mise en œuvre du Compact) (pour les autorités locales et informateurs clés sur le terrain)*
- 9) *Combien d'anciens combattants précédemment retournés dans votre communauté dans le cadre d'une activité de réintégration officielle ? (Pour les autorités locales et informateurs clés sur le terrain)*
- 10) *Combien d'entre eux ont quitté votre communauté avant un an ? (Pour les autorités locales et informateurs clés sur le terrain)*
- 11) *Combien d'infrastructures de base réalisées (conçues, approuvées, mises en œuvre et terminées) dans votre communauté ? (Pour les autorités locales et informateurs clés sur le terrain)*

GROUPES CIBLES : BENEFICIAIRES :

Structures de paix (CPDG), Leaders communautaires, Jeunes Organisations paysannes/Coopératives agricoles, AVEC/MUSO, NPRC, COT, CPDG, CCRCC, Comités locaux, Participants à la Formation professionnelle, Participants à la construction des routes (HIMO), Participants à la constructions centre de Miriki (HIMO), Bénéficiaires des thérapies des groupes, Participants aux activités conviviales, Comités locaux 1325, Femmes, Jeunes filles

EFFICIENCE

- 11) Dans quelle mesure le projet a-t-il utilisé les ressources pour obtenir les résultats ? (Bénéfs et partenaires)
- 12) Le projet était-il suffisamment équipé en ressources humaines, systèmes financements et soutien administratif ? (Tous)
- 13) Les activités réalisées et autres services fournis par le projet ont-ils été fondés sur une bonne analyse de besoins et des droits de la communauté ? (HEKS, AAP ? ASP ? CRONGD, CEDERU, Bénéfs)
- 14) Quelles sont les perceptions des détenteurs de droits et des autorités locales en ce qui concerne leur participation à toutes les étapes du projet (planification, mise en œuvre et évaluation) ? (Détenteurs de droits et autorités) (détenteurs des Droits veut dire quoi ?)
- 15) Mesure dans laquelle le projet exécuté a produit les effets positifs ou négatifs souhaités et envisagés (bénéfs et partenaires)
- 16) Les changements positifs ou négatifs, attendus ou inattendus, et durables engendrés par les activités mises en place et attribuables à ces activités. (Tous)
- 17) Dans quelle mesure la viabilité des structures communautaires (CPDG, CCRCC, Coopératives agricoles, AVEC, Comités locaux) initiées par ce projet est-elle assurée ? (Bénéfs et partenaires)
- 18) Les nouvelles compétences reçues ont elles entraîné auprès des participants au projet des pratiques susceptibles d'augmenter leur efficacité en moyen et long terme ? (Bénéfs et partenaires)
- 19) A quel point le projet a-t-il été facilité ou affecté par les facteurs externes et environnementaux ? (Tous)
- 20) Si les changements attendus n'ont point eu lieu, quelles en sont les causes ?

IMPACT, DURABILITÉ

- 4) Les communautés, leurs leaders s'engagent-ils à perpétuer les œuvres initiées par le projet ? (Tous)
- 5) Dans quelle mesure les bénéficiaires ciblés pensent-ils qu'ils maintiendront les nouvelles compétences, connaissances, attitudes et comportements qu'ils ont adoptés pour maintenir les acquis du projet ? (Bénéfs et partenaires)
- 6) À quels défis, le cas échéant, sont-ils confrontés à cet égard ? (Bénéfs et partenaires)

GENRE ET INCLUSIVITÉ

- 6) *Est-ce que les acquis du projet (la construction du centre de Miriki et la réhabilitation du tronçon Lusogha - Kimaka - Buleusa) ont contribué à des changements durables auprès des jeunes et des femmes équitablement ? (Tous)*
- 7) *Comment les communautés et plus particulièrement les femmes et les personnes de troisième âge vont pérenniser les acquis de la participation de la femme dans les instances de prise de décision (Tous)*
- 8) *Quels sont les postes de prise de décisions occupés par les femmes dans les structures communautaires ? (Tous)*
- 9) *Quels sont les besoins et autres préoccupations sexospécifiques soulevées par les femmes pendant la période d'exécution ce projet et comment ces besoins et préoccupations ont-elles trouvé des réponses ? (Femmes, bénéfés et partenaires)*
- 10) *Dans quelle mesure le projet a-t-il profité aux personnes handicapées ? (Tous)*
- 11) *Dans quelle mesure l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ont-elles été prises en compte dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du projet ? (Tous, femmes et bénéfés et partenaires)*
- 12) *Quels étaient les défis et les réalisations en matière d'intégration de la dimension de genre ? (Femmes, bénéfés et partenaires)*
- 13) *Comment l'approche fondée sur les droits a-t-elle été utilisée dans le projet et parmi les partenaires d'exécution ? (Bénéfés et partenaires)*

LA SENSIBILITÉ AUX CONFLITS

- 12) *Existence ou pas d'une analyse des conflits dans la zone d'intention ? (Partenaires et informateurs clés et bénéfés)*
- 13) *Stratégies adoptées pour assurer l'adaptation du projet au contexte ? (Tous, partenaires)*
- 14) *Des analyses du contexte pendant la période d'exécution du projet étaient-elles fréquentes ou pas ? (Bénéfés et partenaires)*
- 15) *Quelles Stratégies adoptées pour assurer l'adaptation du projet aux changements du contexte ? (Tous)*
- 16) *Comment le contexte de la zone d'intervention du projet a-t-il évolué ? (Tous Partenaires et bénéfés)*
- 17) *Quels sont les changements que le projet a suscités dans le contexte ? (Tous)*
- 18) *Comment le projet a-t-il été adapté au contexte ? (Tous)*
- 19) *Quels sont les effets de l'adaptation ou non du projet au contexte ? (Tous)*

LA TRANSFORMATION DES CONFLITS

- 20) *Quels sont les conflits qui existaient dans la zone interventions au début du projet ? (Tous)*
- 21) *Comment le projet a-t-il contribué à la transformation des conflits dans la zone d'intervention (Tous)*

L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL

- 4) *La gestion de la biodiversité, et changement climatique et la gestion de l'environnement ont-ils été pris en compte ? (Tous)*
- 5) *Quels ont été les effets négatifs ou positifs du projet sur l'environnement ? (Tous)*

- 6) Si le projet a utilisé les matériels comme sachet, poquet pour pépinières et autres matériels non dégradables, comment ces matériels ont été gérés pour la bonne gestion de l'environnement ? (Bénéfs et partenaires)

LE PARTENARIAT

- 3) Les partenaires ont-ils contribué de manière suffisante et optimale aux résultats du projet ? (Tous)
4) Le projet a-t-il été correctement intégré à d'autres interventions dans la zone d'intervention ? (Tous)

QUESTIONS SPECIFIQUES

- 12) Quelles sont les solutions consensuelles prises au niveau de votre zone pour la consolidation de la paix et le développement
13) Combien des solutions communautaires consensuelles mises en place par le groupe cible du projet pour la consolidation de la Paix et le développement ici ?
14) Quels étaient les problèmes majeurs de votre zone/village
15) Combien d'initiatives visant l'égalité et la non-violence menées par les participants aux programmes d'éducation de HEKS/EPER en matière de Droits et de transformations des conflits sur votre propre initiative ?
16) Combien de plans d'Actions communautaires/des documents formalisés entre parties prenantes au processus qui sont formalisés ou signés ?
17) Combien d'actions pratiques communes visant à surmonter les griefs entre deux ou plusieurs groupes identitaires comptez-vous dans votre milieu ?
18) Combien de services d'appui spécifique savez-vous fournis aux femmes vulnérables ?
19) Combien de femmes ont bénéficié d'une formation en leadership ?
20) Combien des cas d'abus (y compris les VSBG et SEAH) référés vers les structures de prise en charge holistique (médical, juridique, psychosocial et réintégration économique) de survivantes (Combien des cas référés et où ?)
21) Combien de structures créées pensez-vous être efficaces et durables dans votre village ?

Structure	Fonctionnement					Inclusion		Durabilité			Seuil final
Structure	%Conflits traité et résolu ≥ 50 <70%=1, $\geq 70\%=2$	Membres actifs $\geq 70\%=2$	Nbre réunion /mois $\geq 80\%=2$	Séance sensibilisation GA/mois $\geq 1\%=1$	Séance sensibilisation Commun/mois $\geq 1\%=1$	Poste pour femme et autres marginalisés	Représentativité ethniques/tribus	Formalisation par l'Etat	Indépendance en ressources	Bureau permanent	
Appréciation	Total score : /6 points ; Seuil de fonctionnalité =3 points					Total score : /3 points ; Seuil de fonctionnalité =2 points		Total score : /4 points ; Seuil de durabilité =2 points			Total score : 13 Seuil durab et fonct : 7

- 22) Combien des structures accompagnées ont atteint le seuil d'efficacité / durabilité

- 23) Combien de plans d'action/documents formalisés entre parties prenantes au processus qui répondent aux besoins spécifiques des femmes (sources : Rapport ad hoc d'analyse et évaluation sur la prise en compte des besoins spécifiques de la femme dans le plan/ document d'attente)
- 24) Combien des solutions proposées dans les plans d'action communautaires ? Parmi ces plans combien sont mis en œuvre ?
- 25) Combien de résolutions proposées au gouvernement approuvées et mises en application (Rapport de suivi de la mise en œuvre du Compact)
- 26) Combien de résolutions spécifiques aux femmes proposées au gouvernement approuvées et mises en application (Rapport de suivi de la mise en œuvre du Compact)
- 27) Combien d'actions de plaidoyers effectués en faveur de la résolution des conflits par les IP (Rapport de suivi de la mise en œuvre du Compact)
- 28) Combien de programmes radio (émissions) liées aux thématiques de prévention, résolution, gestion de conflit, la cohabitation pacifique avez-vous suivis? (Les conducteurs d'émission, Les enregistrements sur C.D de différentes émissions.)
- 29) Combien de programmes radio liés à la thématique sur les droits de la femme suivis (Fil conducteur, Enregistrements CD de différentes émissions) :
- 30) Combien d'anciens combattants précédemment retournés dans votre communauté dans le cadre d'une activité de réintégration officielle ?
- 31) Combien d'entre eux ont quitté votre communauté avant un an ?
- 32) Combien d'infrastructures de base réalisées (conçues, approuvées, mises en œuvre et terminées) dans votre communauté ?
- 33) Quels sont les postes de décisions dans ces infrastructures et qui les occupent

Infrastructures	Poste de décision	Hommes/Femme

- 34) Y-a-t-il des services d'appui psychosocial dans votre milieu ? Oui ou Non. Si oui, lesquels ?.....
- 35) Nombre de services d'appui spécifique pour les femmes vulnérables fournis ? Lesquels ?.....
- 36) Nombre d'activités conviviales organisées pour l'amélioration de l'intégration des femmes ? Lesquels ?.....
- 37) % de personnes vulnérables faisant état d'une participation effective aux organes de décision ; ventilé par sexe, groupe d'identité et âge

Infrastructures	Poste de decision	Sexe	Age	Communauté	Etat (valide/vulénables)

- 38) Combien de fois les femmes et autres groupes marginalisés ont rencontré les autorités pour leurs problèmes spécifiques (Rapport d'activité, Copies des documents de plaidoyers (rencontres) avec accusé de réception) ?
- 39) Combien d'action de plaidoyer organisées sur la sécurité ou la promotion de la femme auprès des instances administratives, de sécurité et de l'ordre ?
- 40) Combien de postes décisionnels occupés par des femmes dans les structures communautaires

Structures Communautaire	Poste de decision	Animateurs	Hommes/femme

- 41) Combien de femmes formées en leadership (parmi vous rapports de formation, Fiche d'activité, Listes de présence, Photos géo localisables) ?
- 42) Combien de cas d'abus (y compris les VSBG et SEAH) référés vers les structures de prise en charge holistique (médical, juridique, psychosocial et réintégration économique) de survivantes ?

QUESTIONNAIRE DE L'EVALUATION DU PROJET « MUDE WA AMANI » (Le Temps pour la Paix)

Enquêteur : Nom :Tél.....

Enquêté N° :

I. IDENTIFICATION DE L'ENQUETE :
I. IDENTIFICATION DU REpondant

N°	QUESTION	PROPOSTIONS	CODE
1.1	L'âge du répondant	_ _	
1.2	Le genre du répondant	Genre du chef de ménage 1. Masculin 2. Féminin	_
1.3	L'état civil du répondant	1. Marié(e) 2. Célibataire 3. Divorcé 4. Veuf (ve)	_
1.4	Statut en Famille	1. Père de famille 2. Mère de famille 3. Enfant de famille 4. Autre à préciser	_
1.4	Le niveau d'études du répondant	1. Pas étudié 2. Primaire 3. Secondaire 4. Supérieur/Univ	_
1.5	L'activité professionnelle du répondant	1. Sans emploi 2. Fonctionnaire/agent de l'Etat 3. Agriculteur/éleveur 4. Commerçant 5. Artisan (petit métier) 6. Artiste (musicien, peintre) 7. Religieux (Pasteur) 8. Autres à préciser	_
1.7	Village d'habitation du répondant		_
1.8	Vous habitez dans ce village depuis combien d'année	1) 1 an 2) 2 ans 3) 3 à 5ans 4) 6 à 10 ans 5) Plus de 10 ans	

1. Coordonnées GPS

2. (Degré, Minute, seconde) degré décimalLatitude (en DMS) :DD.....longitude (en DMS) :DD.....

II. LOCALISATION

Cellule/Village.....Quartier/Groupement.....Secteur/chefferie...../Territoire.....Zone de SantéAire de santé.....

INDICATEUR	SOURCE Prévue /CADLOG	QUESTIONNAIRE D'ENQUETE MENAGE
OG. Les populations et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, mettent en œuvre des solutions consensuelles, concrètes et durables pour la transformation des conflits liés à la mobilisation identitaire et dilemmes sécuritaires.		
2. IR1.2 : % des personnes qui pensent que le projet de consolidation de la paix a adressé les problèmes importants de leur zone.	Source : Baseline ; Base de données de la collecte et Rapport de l'enquête	Q2. Pensez-vous que le projet de consolidation de la Paix a résolu les problèmes importants de votre Zone ? OUI ☐ Non ☐
3. IR5.1 % des femmes et des membres des groupes marginalisés qui estiment que leurs opinions se reflètent dans les solutions participatives mise en œuvre dans le cadre du processus de consolidation de la paix	Source : Baseline ; Base de données de la collecte et Rapport de l'enquête.	Estimez-vous que vos opinions se reflètent dans les solutions participatives mise en œuvre dans le cadre du processus de consolidation de la paix OUI ☐ Non ☐
III. THEMATIQUE 1 : DIALOGUE DEMOCRATIQUE		
OS1. : Les populations (leaders communautaires, hommes, femmes et jeunes issus des différentes couches sociales) et les autorités locales de Lubero Sud, de Bwito Nord et d'Ikobo s'accordent de façon globale sur les causes motrices des conflits et d'insécurité et ils s'engagent à y trouver des solutions communes de paix communautaires.		
2. IR1.1 : % de personnes dans les provinces ciblées qui se sentent en sécurité pendant leurs activités quotidiennes	Fiche de calcul de l'Index de chaque structure	Quelle appréciation faites-vous de votre propre sécurité lorsque vous conduisez vos activités quotidiennes comme aller à votre champ, au travail ou chercher de l'eau et du bois de chaume ? a) Très en sécurité b) En sécurité c) Moyenne sécurité d) Pas en sécurité e) Pas du tout en sécurité f) Sans opinion

3. IR1.2 : % des bénéficiaires qui s'attendent à ce que leur Village devienne plus paisible dans un an	Base de données de la collecte et Rapport de l'enquête	<i>En pensant au futur, diriez-vous que votre quartier / village sera plus paisible, moins paisible, ou la même chose dans un an ?</i> a) Plus paisible b) Moins paisible c) La même chose d) Ne sais pas e) (Refus de répondre)
IR 1.3. % de la population qui admet que les projets de consolidation de la paix adressent les problèmes	Base de données de la collecte et Rapport de l'enquête	<i>A quel point diriez-vous que les projets de consolidation de la paix adressent les problèmes importants de votre territoire ?</i> a) Extrêmement b) Beaucoup c) Modérément d) Un peu e) Pas du tout f) Refus de répondre
Produit 1.1 : Les mécanismes de gestion alternative de conflits sont fonctionnels (redynamisés et/ou mises en place lorsqu'ils font défaut) et capables de soutenir la population pour réduire les tensions et les conflits violents.		
# de personnes touchées par les initiatives de partage des connaissances et de renforcement des capacités, ventilé par sexe, groupe d'identité et type de formation (les techniques d'analyses du contexte, des gestion et transformations des conflits, la sensibilité au conflit, le genre, les principes clés de la loi foncière et la nationalité	(Rapports des formations, listes des participants, photos géo localisées,	Avez-vous participé aux activités de partage des connaissances et de renforcement des capacités (les techniques d'analyses du contexte, des gestion et transformations des conflits, la sensibilité au conflit, le genre, les principes clés de la loi foncière et la nationalité) ? OUI ☐ NON ☐
THEMATIQUE 2 : LE RETOUR, REINTEGRATION ET RELEVEMENT SOCIO-ECONOMIQUE		
OS2 : La cohésion sociale inter-intracommunautaire est renforcée et le risque que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés est réduit.		
IR1.4 : % des personnes qui se sentent en sécurité lorsqu'elles rencontrent des membres d'un autre groupe ethnique (	Base des données des enquêtes)	<i>Comment jugez-vous votre niveau de sécurité lorsque vous rencontrez des membres d'un autre groupe ethnique ?</i> a) Très en sécurité b) En sécurité c) Moyenne

		d) Pas en sécurité e) Pas du tout en sécurité f) Sans opinion g) Refus de répondre (ne pas lire)
IR4.2 : % de population qui a une perception positive vis-à-vis des anciens combattants réintégrés dans la communauté	(Base de données)	<i>De quelle manière êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : les ex combattants réintégrés ne sont pas sources d'insécurité dans votre zone ? »</i> a) Tout à fait d'accord b) D'accord c) Sans opinion d) Pas d'accord e) Pas du tout d'accord
IR4.3 % ménages des bénéficiaires qui ont atteint le seuil de résilience économique	(Base de données)	Votre ménage a-t-il déjà atteint le seuil de résilience économique

Structure	Satisfaction besoin fondamentaux		Autonomisation économique		Moyens pour faire face aux chocs			Risque maladie (sources d'eau et latrines)		Equite sexe	Seuil de résilience
Ménages	St adaptation alimentaire SSI du To< SSI T1=1 SSI du To ≥SSI T1=0	Score consommation alimentaire (acceptable=1 et Non- acceptable= 0	Seuil de pauvreté <2.1\$/USD=0 Seuil de pauvreté ≥2.1 USD	Diversification sources des revenus <2 sources revenu=0 ≥2 sources revenu=1	Epargne en espèce et en nature < 115\$/ménage/an=0 ≥115\$/ménage/an=1	Valeur en espèce des actifs productifs < 40\$/ménage/an=0 ≥40\$/ménage/an=1	Superficie champs < 0,25 ha =0 ≥0,25 ha=1	Pas accès source d'eau potable : 0 Accès source d'eau potable : 1.	Pas de latrine ou sans toiture :0 Lat couverte : 1	Autonomie/participation femme chef ménage : <50% femme répond + =1 ≥50% femme répond - =0	Score maximum essentiel= 2 Score maximum Supplémentaire =8
											2 ess+4suplem : 6

Pour le calcul de la stratégie d'adaptation :

To : Temp de référence et T1 : Temp de rapportage

Produit 2.1 : Les conditions socio-économiques des bénéficiaires (ex-combattants, jeunes à risques, femmes, retournés et déplacés & communautés hôtes) sont améliorées

4a.1 % ménages des bénéficiaires qui ont amélioré leur score de résilience	(Base de données).	Votre ménage a-t-il déjà amélioré le score de résilience ?
--	--------------------	--

Score de consommation alimentaire :**Question : Durant les derniers 7 jours, combien de fois votre ménages a-t-il mangé les aliments suivants :**

Critères	Nbre consommations (NC)	Unité Pondération (UP)	Cumule obtenu
Céréales et tuberculose : maïs, riz, sorgho, mil, pain, patate, ...		2	NC x UP=
Légume sec (haricots, pois, arachide en coque)		3	
Légume (légumes, condiments et légume-feuilles), fruits		1	
Viande et poissons (bœufs, chèvres, volailles, porcs, œufs et poissons)		4	
Lait (lait, yaourt et autres produits laitiers)		4	
Sucre (sucre, produits sucrés) et huile (huiles, matières grasses et beurres)		0,5	
Cumule total : <28 = Pauvre, Entre 28,5 et 42 : Limité et ≥42 : Acceptable			

4a.2 Nombre de femmes et de membres de groupes marginalisés participant dans des formations de base qui facilitent les moyens de subsistance ?	(Modules de formation Listes des participants et rapport d'activité de formation)	Votre participation à la formation de base vous permet-elle de faciliter les moyens de subsistance ? OUI ☐ Non ☐
4a.3 : % de bénéficiaires qui ont augmenté d'au moins 20% leur épargne	Base de données)	De combien avez-vous augmenté votre épargne grâce au projet Muda Wa Amani ? a) 0 à 10% b) 11 à 20 % c) 21 à 30% d) 31 à 40% e) 41 à 50 f) Plus de 50%

4a.5: % des bénéficiaires (ex combattants jeunes à risques, femmes, réfugiés et déplacé) qui ont augmenté leur revenu d'au moins 50%,	(Base de données)	De combien avez-vous augmenté votre revenu grâce au projet Muda Wa Amani ? a) 0 à 10% b) 11 à 20% c) 21 à 30% d) 31 à 40% e) 41 à 50% f) De 51 à 60% g) Plus de 60%
Produit 2.3 : Les déplacés, réfugiés, retournés, anciens combattants et jeunes ont accès aux services de soutiens (d'appui psycho-social et réconciliation)		
4c.2 % de membres de la communauté qui sont informés des services de soutien existants et déclarant pouvoir y accéder	Base de données	Etes-vous informés des services de soutien psycho-social et réconciliation existants ? Oui ☐ Non ☐
		Avez-vous bénéficié de ces services de soutien psycho-social et réconciliation Oui ☐ Non ☐
Produit 2.5 : Les droits d'exploitation des terres pour les groupes des bénéficiaires sont garantis.		
# Nombre d'hectares de terre auxquels le nombre d'individus a nouvellement obtenu l'accès (droit d'exploitation) ; ventilé par type et statut d'accès, sexe et groupe d'identité.	(Base de données, accords signés entre exploitants et propriétaires fonciers,)	Avez-vous nouvellement obtenu l'accès (droit d'exploitation) des terres ? Si vous, combien d'hectare des terres auxquels vous avez nouvellement obtenu l'accès (droit d'exploitation)
3d.1 Nombre de citoyens par catégories de population clés recevant des informations sur les droits fonciers, les rôles et attributions de l'administration foncière	(Rapports d'activités et des listes des participants).	Avez-vous déjà reçu les informations sur les droits fonciers, les rôles et attributions de l'administration foncière Oui ☐ Non ☐

QUESTIONNAIRE HEKS/EPER ET PARTENAIRES (AAP, ASP, CRONGD NORD KIVU ET CEDERU)

COHERENCE INTERNE

- 1) *Quels sont d'autres projets et programmes internes de HEKS/EPER, AAP et ASP ? (Partenaires)*
- 2) *Quels sont leurs liens avec le projet Muda wa Amani ? (Partenaires)*
- 3) *Dans quelle mesure le projet est-il lié à d'autres projets de l'EPER et de AAP, ASP, CEDERU, CRONGD Nord Kivu dans le contexte (qu'il s'agisse du développement ou de l'AH ?) (HEKS/EPER)*
- 4) *Est-ce que la collecte et l'analyse des données du projet étaient faites et montraient une contribution à la vision du programme pays ? (HEKS et Partenaires)*

COHERENCE EXTERNE :

- 1) *Le projet et ses activités sont-ils bien intégrés dans le programme de pays de la RDC et contribuent-ils à la vision et aux résultats globaux du programme de pays (PP) ? (Consortium, MONUSCO, PNUD, CORDAID, VNG, P-DDRCS)*
- 2) *L'intervention s'accorde-t-elle avec les autres interventions menées ? (Idem)*
- 3) *Dans quelle mesure ce projet de stabilisation a créé des synergies et des liens entre d'autres interventions mises en œuvre concernant le domaine thématique du projet ? (Idem)*
- 4) *Dans quelle mesure le projet crée-t-il des synergies et des liens entre les interventions du gouvernement et des communautés de donateurs concernant le domaine thématique ? (Idem)*

EFFICIENCE

- 21) *Dans quelle mesure le projet a-t-il utilisé les ressources pour obtenir les résultats ? (Bénéfs et partenaires)*
- 22) *Le projet était-il suffisamment équipé en ressources humaines, systèmes financements et soutien administratif ? (Tous)*
- 23) *Les activités réalisées et autres services fournis par le projet ont-ils été fondés sur une bonne analyse de besoins et des droits de la communauté ? (HEKS, AAP, ASP, CRONGD NK, CEDERU)*
- 24) *Quelles sont les perceptions des détenteurs de droits et des autorités locales en ce qui concerne leur participation à toutes les étapes du projet (planification, mise en œuvre et évaluation) ? (Détenteurs de droits et autorités)*
- 25) *Dans quelle mesure le projet exécuté a produit les effets positifs ou négatifs souhaités et envisagés (bénéfs et partenaires)*

- 26) *Quels sont les changements positifs ou négatifs, attendus ou inattendus, et durables engendrés par les activités mises en place et attribuables à ces activités. (Tous)*
- 27) *Dans quelle mesure la viabilité des structures communautaires (CPDG, CCRCC, Coopératives agricoles, AVEC, Comités locaux) initiées par ce projet est-elle assurée ? (Bénéfs et partenaires)*
- 28) *Les nouvelles compétences reçues ont-elles entraîné auprès des participants au projet des pratiques susceptibles d'augmenter leur efficacité en moyen et long terme ? (Bénéfs et partenaires)*
- 29) *A quel point le projet a-t-il été facilité ou affecté par les facteurs externes et environnementaux ? (Tous)*
- 30) *Si les changements attendus n'ont point eu lieu, quelles ne sont les causes ?*

IMPACT, DURABILITÉ

- 7) *Les communautés, leurs leaders s'engagent-ils à perpétuer les œuvres initiées par le projet ? (Tous)*
- 8) *Dans quelle mesure les bénéficiaires ciblés pensent-ils qu'ils maintiendront les nouvelles compétences, connaissances, attitudes et comportements qu'ils ont adoptés pour maintenir les acquis du projet ? (Bénéfs et partenaires)*
- 9) *À quels défis, le cas échéant, sont-ils confrontés à cet égard ? (Bénéfs et partenaires)*

GENRE ET INCLUSIVITÉ

- 14) *Est-ce que les acquis du projet (la construction du centre de Miriki et la réhabilitation du tronçon Lusogha - Kimaka - Buleusa) ont contribué à des changements durables auprès des jeunes et des femmes équitablement ? (Tous)*
- 15) *Comment les communautés et plus particulièrement les femmes et les personnes de troisième âge vont pérenniser les acquis de la participation de la femme dans les instances de prise de décision (Tous)*
- 16) *Quels sont les postes de prise de décisions occupés par les femmes dans les structures communautaires ? (Tous)*
- 17) *Quels sont les besoins et autres préoccupations sexospécifiques soulevées par les femmes pendant la période d'exécution ce projet et comment ces besoins et préoccupations ont-elles trouvé des réponses ? (Femmes, bénéfices et partenaires)*
- 18) *Dans quelle mesure le projet a-t-il profité aux personnes handicapées ? (Tous)*
- 19) *Dans quelle mesure l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ont-elles été prises en compte dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du projet ? (Tous, femmes et bénéfices et partenaires) ?*
- 20) *Quels étaient les défis et les réalisations en matière d'intégration de la dimension de genre ? (Femmes, bénéfices et partenaires)*
- 21) *Comment l'approche fondée sur les droits a-t-elle été utilisée dans le projet et parmi les partenaires d'exécution ? (Bénéfs et partenaires)*

LA SENSIBILITÉ AUX CONFLITS

- 22) *Existe-t-il ou pas une analyse des conflits dans la zone d'intention ? (Partenaires et informateurs clés)*
- 23) *Quelles Stratégies ont été adoptées pour assurer l'adaptation du projet au contexte ? (Tous, partenaires)*
- 24) *Des analyses du contexte pendant la période d'exécution du projet étaient-elles fréquentes ou pas ? (Bénéfs et partenaires)*
- 25) *Comment le contexte de la zone d'intervention du projet a-t-il été analysée au départ (Partenaires)*
- 26) *Comment le contexte de la zone d'intervention du projet a-t-il évolué ? (Tous Partenaires et bénéfices)*
- 27) *Quels sont les changements que le projet a suscités dans le contexte ? (Tous)*
- 28) *Comment le projet a-t-il été adapté au contexte ? (Tous)*
- 29) *Quels sont les effets de l'adaptation ou non du projet au contexte ? (Tous)*

LA TRANSFORMATION DES CONFLITS

- 30) *Quels sont les conflits qui existaient dans la zone interventions au début du projet ? (Tous)*
- 31) *Comment le projet a-t-il contribué à la transformation des conflits dans la zone d'intervention (Tous)*

L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL

- 7) *La gestion de la biodiversité, et changement climatique et la gestion de l'environnement ont-ils été pris en compte ? (Tous)*
- 8) *Quels ont été les effets négatifs ou positifs du projet sur l'environnement ? (Tous)*
- 9) *Si le projet a utilisé les matériels comme sachet, poquet pour pépinières et autres matériels non dégradables, comment ces matériels ont été gérés pour la bonne gestion de l'environnement ? (Bénéfs et partenaires).*

LE PARTENARIAT

- 5) *Les partenaires ont-ils contribué de manière suffisante et optimale aux résultats du projet ? (Tous)*
- 6) *Le projet a-t-il été correctement intégré à d'autres interventions dans la zone d'intervention ? (Tous)*

QUESTIONS SPECIFIQUES

- 43) *Quelles sont les solutions consensuelles prises au niveau de la zone pour la consolidation de la paix et le développement*
- 44) *Combien des solutions communautaires consensuelles mises en place par le groupe cible du projet pour la consolidation de la Paix et le développement ?*
- 45) *Quels étaient les problèmes majeurs des zones/villages*
- 46) *Combien d'initiatives visant l'égalité et la non-violence menées par les participants aux programmes d'éducation de HEKS/EPER en matière de Droits et de transformations des conflits sur leur propre initiative ?*

- 47) Combien de plans d'Actions communautaires/des documents formalisés entre parties prenantes au processus qui sont formalisés ou signés ?
- 48) Combien de services d'appui spécifique fournis aux femmes vulnérables ?
- 49) Combien des femmes ont bénéficié d'une formation en leadership ?
- 50) Combien des cas d'abus (y compris les VSBG et SEAH) référés vers les structures de prise en charge holistique (médical, juridique, psychosocial et réintégration économique) de survivantes (Combien des cas référés et où ?)
- 51) Combien de structures créées pensez-vous être efficaces et durables ?
- 52) Combien des structures accompagnées ont atteint le seuil d'efficacité / durabilité ?
- 53) Combien de plans d'action/documents formalisés entre parties prenantes au processus qui répondent aux besoins spécifiques des femmes (sources : Rapport ad hoc d'analyse et évaluation sur la prise en compte des besoins spécifiques de la femme dans le plan/ document d'attente)
- 54) Combien des solutions proposées dans les plans d'action communautaires ? Parmi ces plans combien sont mis en œuvre ?
- 55) Combien de résolutions proposées au gouvernement approuvées et mises en application (Rapport de suivi de la mise en œuvre du Compact)
- 56) Combien de résolutions spécifiques aux femmes proposées au gouvernement approuvées et mises en application (Rapport de suivi de la mise en œuvre du Compact)
- 57) Combien d'actions de plaidoyers effectués en faveur de la résolution des conflits par les IP (Rapport de suivi de la mise en œuvre du Compact)
- 58) Combien de programmes radio (émissions) liées aux thématiques de prévention, résolution, gestion de conflit, la cohabitation pacifique produits ? ((Les conducteurs d'émission, Les enregistrements sur C.D de différentes émissions.)
- 59) Combien de journalistes communautaires avez-vous formés sur la sensibilité au conflit (Les conducteurs d'émission, Les enregistrements sur C.D de différentes émissions) ?
- 60) Combien de programmes radio liés à la thématique sur les droits de la femme (Fil conducteur, Enregistrements CD de différentes émissions) ?
- 61) Combien d'anciens combattants précédemment retournés dans leur communauté dans le cadre d'une activité de réintégration officielle ?
- 62) Combien d'entre eux ont quitté leur communauté avant un an ?
- 63) Combien d'infrastructures de base réalisées (conçues, approuvées, mises en œuvre et terminées) dans votre communauté ?
- 64) Quels sont les postes de décisions dans ces infrastructures et qui les occupent

Infrastructures	Poste de décision	Hommes/Femme

65) Y-a-t-il des services d'appui psychosocial ? Oui ou Non

Si oui, lesquels ?.....

66) Nombre de services d'appui spécifique pour les femmes vulnérables fournis ?

Lesquels ?.....

67) Nombre d'activités conviviales organisées pour l'amélioration de l'intégration des femmes ? Si oui, Lesquels ?.....

68) % de personnes vulnérables faisant état d'une participation effective aux organes de décision ; ventilé par sexe, groupe d'identité et âge

Infrastructures	Poste de décision	Sexe	Age	Communauté	Etat (valide/vulnérables)

69) Combien de fois les femmes et autres groupes marginalisés ont rencontré les autorités pour leurs problèmes spécifiques (Rapport d'activité, Copies des documents de plaidoyers (rencontres) avec accusé de réception) ?

70) Combien d'actions de plaidoyer organisées sur la sécurité ou la promotion de la femme auprès des instances administratives, de sécurité et de l'ordre ?

71) Combien de postes décisionnels occupés par des femmes dans les structures communautaires

Structures Communautaire	Poste de décision	Animateurs	Hommes/femme

- 72) *Combien de femmes avez-vous formées en leadership (rapports de formation, Fiche d'activité, Listes de présence, Photos géo localisables) ?*
- 73) *Combien de cas d'abus (y compris les VSBG et SEAH) référés vers les structures de prise en charge holistique (médical, juridique, psychosocial et réintégration économique) de survivantes ?*